

Objectifs du Millénaire pour le développement



NATIONS UNIES

RAPPORT 2009



Le présent rapport est fondé sur un ensemble de données compilées par un groupe d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Groupe, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été créé en réponse au vœu de l'Assemblée générale de voir évaluer périodiquement les progrès vers la réalisation de ces objectifs. Le Groupe est composé de représentants des organisations internationales (liste ci-après) qui comptent au nombre de leurs activités l'établissement d'une ou plusieurs des séries d'indicateurs statistiques définis comme permettant de suivre ces progrès. Plusieurs statisticiens nationaux et experts extérieurs ont également apporté leur concours pour le rapport.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

BANQUE MONDIALE

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

UNION INTERPARLEMENTAIRE

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Objectifs du Millénaire pour le développement Rapport 2009



NATIONS UNIES

NEW YORK, 2009

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ 2015 *A nous d'agir*
OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT



Avant-propos

Il y a neuf ans, les dirigeants du monde ont défini des objectifs visionnaires qui devaient libérer une grande partie de l'humanité des chaînes de la pauvreté extrême, de la faim, de l'analphabétisme et de la maladie. Ils ont établi des cibles pour arriver à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, à un environnement durable et à un partenariat mondial pour le développement. En bref, ils ont dressé un plan pour un monde meilleur – et se sont engagés à n'épargner aucun effort pour que cette vision s'accomplisse.

Nous avons fait des progrès importants à cet égard et remporté de nombreux succès sur lesquels s'appuyer. Mais nous avançons trop lentement pour atteindre nos objectifs. Et aujourd'hui, nous sommes confrontés à une crise économique dont les répercussions ne se sont pas encore fait complètement sentir. Au minimum, elle nous fera dérailler dans un certain nombre de domaines clés, en particulier dans les pays en développement. Au pire, elle pourrait nous empêcher de tenir nos promesses et plonger des millions de personnes dans la pauvreté, avec les risques de troubles sociaux et politiques que cela implique. C'est un scénario que nous devons éviter à tout prix.

Nous ne pouvons laisser un climat économique défavorable saper les engagements pris en 2000. Au contraire, les efforts entrepris pour relancer la croissance économique doivent être considérés comme une occasion de prendre des décisions difficiles mais nécessaires pour créer un avenir plus équitable et plus viable.

Le présent rapport montre que bien menées, certaines politiques et actions, rendues possibles par un financement adéquat et une volonté politique forte, peuvent donner des résultats. On meurt moins du sida aujourd'hui, et beaucoup de pays mettent en place des stratégies qui ont fait leurs preuves pour combattre le paludisme et la rougeole, deux des maladies qui tuent le plus d'enfants. Le monde est très près d'arriver à l'éducation primaire universelle, et nous sommes sur la bonne voie pour la réalisation de la cible concernant l'eau potable.

Cependant, le rapport relève aussi les nombreux problèmes qui persistent et qui risquent d'augmenter en difficulté étant donné le climat économique actuel. Les premières indications montrent sans surprise que ce sont les pauvres qui ont le plus souffert de la crise, l'an

passé. Le nombre d'individus qui ont faim et vivent dans une extrême pauvreté est plus élevé qu'il ne l'aurait été si les progrès avaient continué sans interruption. Les difficultés économiques ont poussé des dizaines de millions de gens dans des emplois vulnérables et augmenté le nombre de ceux qui, même s'ils travaillent, ne gagnent pas assez pour qu'eux-mêmes et leur famille puissent dépasser le seuil de pauvreté, fixé à 1,25 dollar par jour.

Plutôt que de battre en retraite, c'est le moment d'accélérer les progrès sur la voie des OMD et de renforcer le partenariat mondial pour le développement. Si la communauté mondiale adopte une attitude constructive face à la crise, il est encore possible d'atteindre ces objectifs. Il est essentiel de respecter les engagements qui ont été pris et d'augmenter l'aide. Il est tout aussi important de veiller à ce que les intérêts des pays en développement, surtout les plus pauvres, restent au cœur des négociations sur les échanges commerciaux. Nous devons aussi parvenir à un accord sur un nouveau régime concernant les changements climatiques au mois de décembre à Copenhague. Le temps est venu de procéder aux changements structurels nécessaires pour arriver à un développement plus équitable inscrit dans la durée et pour attaquer de front la crise du climat.

La communauté mondiale ne peut tourner le dos aux pauvres et aux personnes vulnérables. Nous devons renforcer la coopération et la solidarité internationales et redoubler d'efforts pour atteindre les OMD et faire progresser l'agenda global du développement. C'est la viabilité de notre planète et l'avenir de l'humanité qui en dépendent, pas moins ! J'exhorte les décideurs politiques et toutes les parties prenantes à écouter le message que véhicule ce rapport précieux et opportun.



BAN KI-MOON
Secrétaire général des Nations Unies

Présentation générale

La Déclaration du Millénaire fixait 2015 comme date butoir pour la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui établissaient des cibles chiffrées pour réduire de moitié l'extrême pauvreté sous toutes ses formes. À l'approche de cette date, à moins de six ans d'ici, le monde est plongé dans une crise économique sans précédent par sa gravité et sa dimension planétaire.

Les progrès vers la réalisation de ces objectifs sont à présent menacés par une croissance économique anémique, voire négative, une diminution des ressources, moins d'opportunités commerciales pour les pays en développement et une possible réduction des flux d'aide en provenance des nations donatrices. Au même moment, les effets des changements climatiques deviennent de plus en plus apparents, et leur impact risque d'être dévastateur pour tous les pays, riches ou pauvres. Plus que jamais, la volonté de forger un partenariat mondial inscrit dans la Déclaration du Millénaire doit guider nos actions collectives.

Les sombres répercussions de la crise économique

Le présent rapport constitue l'évaluation annuelle des progrès accomplis vers les OMD. Même si les données qui révéleront l'incidence réelle du récent ralentissement économique ne sont pas encore disponibles, elles suggèrent déjà des domaines où les progrès vers ces huit objectifs se sont ralentis, voire inversés.

Par exemple, les importantes avancées constatées dans la lutte contre la pauvreté de 1990 à 2005 se sont sans doute enrayerées. Durant cette période, le nombre de personnes vivant avec moins d'1,25 dollar par jour est passé de 1,8 à 1,4 milliard. Or, on estime qu'en 2009, 55 à 90 millions d'individus vivant dans l'extrême pauvreté devraient s'ajouter au nombre prévu avant la crise.

De même, en ce qui concerne l'éradication de la faim, la tendance, qui était encourageante depuis le début des années 1990, s'est inversée en 2008, en grande partie à cause de la hausse des prix des denrées alimentaires. La prévalence de la faim dans les régions en développement est en train d'augmenter, puisqu'elle est passée de 16 pour cent en 2007 à 17 pour cent en 2008. La baisse des prix des produits alimentaires au niveau international au cours du deuxième semestre 2008 ne s'est pas traduite par des prix plus abordables pour la plupart des habitants de la planète.

Sans surprise, les enfants sont le plus durement touchés. Plus d'un quart des enfants des régions en développement souffrent d'un retard de croissance, avec des incidences négatives sur leurs perspectives de survie, de croissance et de développement à long terme. La nutrition infantile a fait de trop maigres progrès de 1990 à 2007 pour atteindre la cible de 2015, et ces derniers seront sans doute érodés par la hausse des prix alimentaires et les turbulences économiques.

Les crises actuelles risquent aussi de freiner les progrès vers l'égalité des sexes en créant de nouveaux obstacles à l'emploi des femmes. L'Organisation internationale du Travail estime qu'au niveau mondial, le

taux de chômage en 2009 pourrait atteindre 6,1 à 7,0 pour cent pour les hommes et 6,5 à 7,4 pour cent pour les femmes, dont beaucoup sont piégées dans des emplois précaires et souvent non rémunérés.

Autre retombée de la situation financière mondiale, le financement de programmes pour améliorer la santé maternelle pourrait aussi être compromis, alors que c'est l'objectif qui a fait le moins de progrès à ce jour. Depuis le milieu des années 1990, la plupart des pays en développement ont vu se réduire considérablement le financement de la planification familiale par les donateurs – calculé par femme – en dépit des apports indéniables de tels programmes pour la santé maternelle et infantile.

La capacité des pays à mobiliser des ressources nationales pour le développement est tout aussi menacée. Les recettes des exportations ont baissé au cours du dernier trimestre 2008 dans les pays en développement avec l'effondrement du prix des matières premières et des exportations en général. Les ratios service de la dette/exportations des pays en développement risquent de se détériorer encore, surtout chez ceux qui ont vu les recettes de leurs exportations augmenter au cours des dernières années.

Les nécessités économiques continueront sans aucun doute à exercer une pression sur un environnement mondial déjà fragile, où la déforestation et l'extinction des espèces continuent à un rythme alarmant et où une crise de l'eau menace.

Au Sommet du Groupe des Huit de Gleneagles en 2005 et lors du Sommet mondial des Nations Unies qui s'est tenu un peu plus tard cette année-là, les donateurs se sont engagés à accroître leur aide. Comme la majorité des économies de l'OCDE sont en récession, même si ces engagements, qui étaient exprimés en pourcentage du revenu national des donateurs, sont respectés, leur montant absolu risque de diminuer. Pour beaucoup de pays en développement, une baisse des niveaux d'aide ne serait pas seulement un frein au progrès, elle risquerait d'effacer leurs acquis.

Les succès enregistrés

Mais le tableau n'est pas entièrement sombre. Le rapport dépeint aussi les avancées remarquables constatées dans beaucoup de pays et régions avant que le paysage économique ne change de façon aussi radicale en 2008:

- Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les régions en développement ne formaient qu'un peu plus du quart de la population du monde en développement en 2005, alors qu'ils en représentaient près de la moitié en 1990.
- Les résultats ont été impressionnants dans le domaine de l'éducation. Dans l'ensemble du monde en développement, le taux de scolarisation primaire atteignait 88 pour cent en 2007, contre 83 pour cent en 2000. Et ces progrès ont eu lieu principalement dans les régions les plus à la traîne. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, la scolarisation a augmenté de 15 et 11 points de pourcentage respectivement entre 2000 et 2007.
- La mortalité des enfants de moins de cinq ans a diminué avec régularité dans le monde entier. Elle est passée de 12,6 millions de décès en 1990 à quelque 9 millions en 2007, en dépit de la croissance de la population. Même si c'est en Afrique

subsaharienne que les taux restent les plus élevés, des données récentes montrent des améliorations remarquables pour plusieurs interventions clés qui pourraient déboucher sur des progrès décisifs au cours des prochaines années pour les enfants de cette région. Citons par exemple la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour réduire l'incidence du paludisme, maladie qui tue énormément d'enfants. Avec les vaccinations de la « deuxième chance », des progrès spectaculaires ont été enregistrés dans la lutte contre la rougeole.

- Au niveau mondial, la planète entière a réussi ensemble à réduire de 97 pour cent la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone protectrice de la Terre, établissant ainsi un nouveau précédent en matière de coopération internationale.

Où faut-il accélérer les progrès ?

Ces réussites prouvent que les objectifs sont réalisables au niveau mondial, et même dans les pays les plus pauvres. Les OMD doivent rester au cœur de nos efforts, et l'on ne peut perdre de vue l'idée d'un monde sans pauvreté, même en cette période difficile :

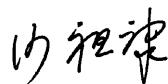
- Il faut raviver les efforts visant à créer des emplois décents et productifs pour tous, y compris les femmes et les jeunes. La proportion de femmes occupant un emploi rémunéré en dehors du secteur agricole n'a augmenté que de façon marginale au cours des ans. En Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, les opportunités d'emploi pour les femmes restent extrêmement faibles.
- La guerre contre la faim doit être menée avec une vigueur renouvelée, dans l'intérêt de nos plus jeunes citoyens en particulier. Dans les pays les plus touchés par la hausse récente des prix des denrées alimentaires, nous devons mettre des mesures en place pour accroître la disponibilité des aliments et renforcer les politiques sociales visant à atténuer les effets négatifs sur les pauvres.
- Il faut intensifier les efforts visant à scolariser *tous* les enfants, surtout ceux qui vivent dans des communautés rurales et éliminer les inégalités fondées sur le genre ou l'appartenance ethnique ou parmi les minorités linguistiques et religieuses dans l'enseignement. La cible visant à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire avant 2005 n'a pas été atteinte.
- Il faut raviver la volonté politique pour réduire la mortalité maternelle, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où les progrès ont été négligeables jusqu'à présent.
- Une augmentation rapide des progrès est nécessaire afin d'améliorer l'assainissement pour 1,4 milliard de personnes qui devaient encore s'en passer en 2006, avec toutes les conséquences que cela suppose pour la santé des communautés et de l'environnement local. Au rythme actuel, on n'atteindra pas la cible de 2015 sur l'assainissement.
- Les efforts pour améliorer les conditions de vie des pauvres urbains doivent s'accélérer et s'étendre. Même si toutes les régions sauf une ont fait des progrès en la matière, l'amélioration des bidonvilles est insuffisante, étant donné le rythme de croissance urbaine des pays en développement.

- Dernière remarque et non des moindres, il faut accorder une plus grande priorité à la préservation de notre base de ressources naturelles, dont nous dépendons tous. Nous n'avons pas agi avec assez de vigueur – ni fait preuve de suffisamment d'unité – pour lutter contre les changements climatiques ; nos pêcheries courent de grands périls ; nos forêts, surtout les forêts vierges, sont en train de disparaître et la pénurie d'eau est devenue réalité dans un certain nombre de régions arides.

Tirer des leçons des expériences passées et regarder vers l'avenir

C'est là où des interventions ciblées ont eu des effets immédiats et où un financement accru s'est traduit par une extension des programmes fournissant directement des services ou des outils à ceux qui en ont besoin que les progrès ont été les plus manifestes. On le constate dans la lutte contre le paludisme, dans la réduction spectaculaire de décès dus à la rougeole et dans la couverture des traitements antirétroviraux du VIH et du sida, qui a décuplé sur une période de cinq ans. Par contraste, les progrès ont été plus modestes lorsqu'ils requéraient des changements structurels et une volonté politique forte garantissant l'octroi durable de fonds suffisants sur une période plus longue. C'est sans doute ce qui explique les mauvaises performances de la plupart des pays en ce qui concerne la réduction de la mortalité maternelle ou un accès accru à un assainissement amélioré pour les pauvres ruraux.

Pour réaliser les OMD, il faudra que le programme du développement soit pleinement intégré dans les efforts de relance de la croissance et de relèvement de l'économie mondiale. La priorité doit être donnée au problème du changement climatique, qui devra être considéré comme l'occasion de développer des technologies « vertes » et de procéder aux modifications structurelles requises pour une croissance durable. Il faudra également cibler les domaines et groupes de population qui sont manifestement à la traîne : communautés rurales, ménages les plus pauvres et minorités ethniques, qui, tous, auront un rôle à jouer pour déterminer notre avenir commun.



SHA ZUKANG
Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Economiques et Sociales

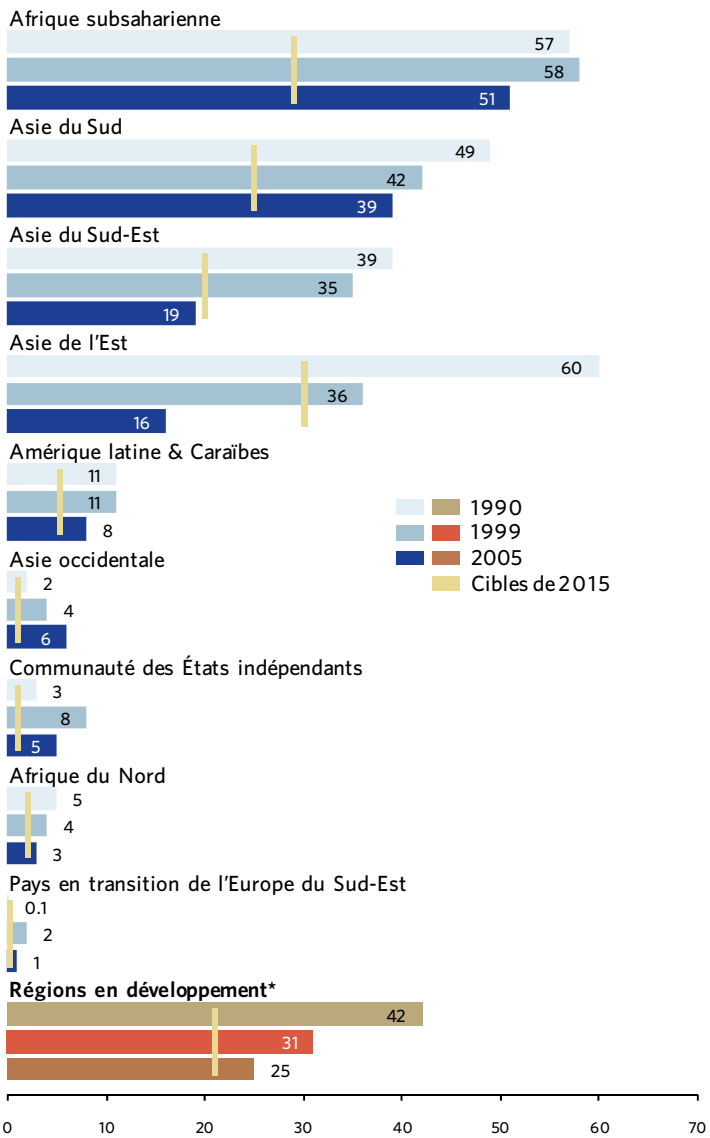
Objectif 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



CIBLE
Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour

La crise économique mondiale fait dérailler les progrès dans la lutte contre la pauvreté

Proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, 1990, 1999 et 2005 (Pourcentage)



*Comprend toutes les régions en développement, la Communauté des États indépendants (CEI) et les pays en transition de l'Europe du Sud-Est.

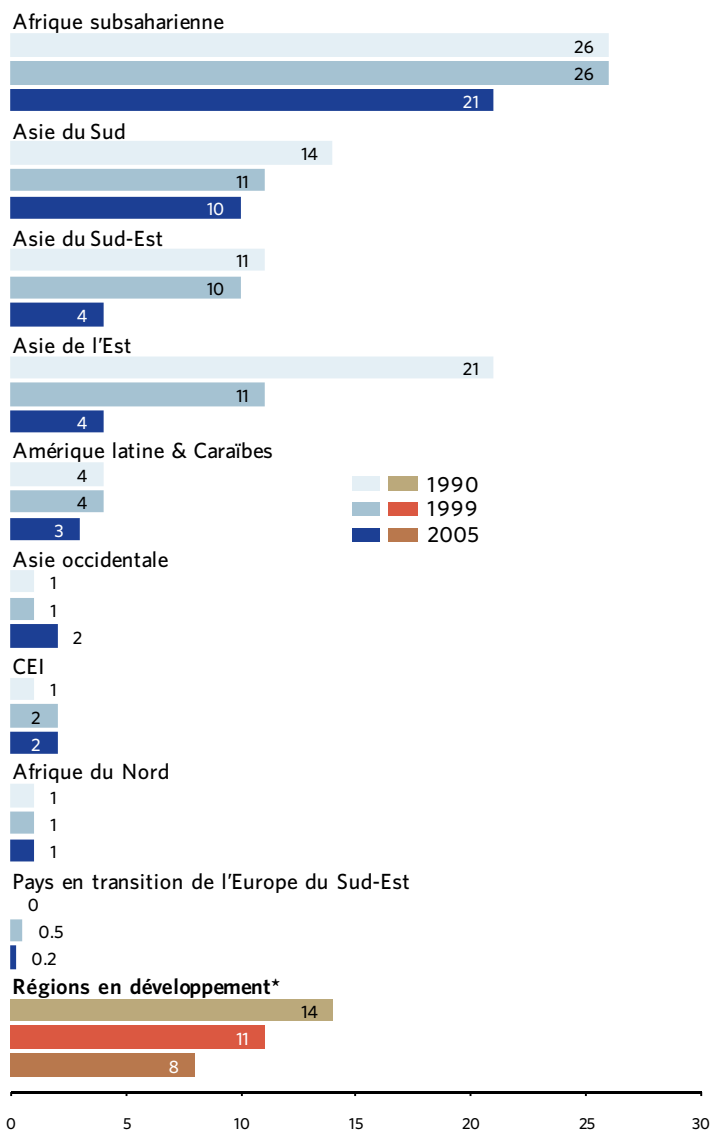
Au niveau mondial, on évalue à 55 à 90 millions le nombre d'individus vivant dans l'extrême pauvreté qui, en 2009, devraient s'ajouter au

nombre prévu avant la crise économique mondiale. L'impact de cette crise devrait varier selon les régions et les pays, cependant. D'après les projections actuelles, le taux de pauvreté global continuera de baisser dans le monde en développement en 2009, mais à un rythme plus lent qu'avant le ralentissement économique. Pour certains pays, cela peut faire la différence entre atteindre leur cible sur la réduction de la pauvreté ou pas. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, tant le nombre de pauvres que le taux de pauvreté devraient augmenter davantage dans certaines des économies les plus vulnérables ou à faible croissance.

Le nombre d'habitants des régions en développement vivant dans une pauvreté extrême – c'est-à-dire avec moins de 1,25 dollar par jour aux prix de 2005 – est passé de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005 (avant la crise économique et la hausse des prix alimentaires). C'est ainsi que ceux qui sont considérés comme extrêmement pauvres ne formaient qu'un peu plus d'un quart de la population du monde en développement en 2005, alors qu'ils en représentaient près de la moitié en 1990. Il y a eu une baisse spectaculaire du taux de pauvreté en Asie de l'Est – en grande partie à cause de la croissance économique rapide de la Chine, qui a permis à 475 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté. Ailleurs, les progrès ont été plus lents et dans certaines régions, la croissance de la population a gonflé les rangs des personnes les plus démunies. En Afrique subsaharienne, il y avait, en 2005, 100 millions de personnes extrêmement pauvres de plus qu'en 1990 et le taux de pauvreté se maintenait au-dessus de 50 pour cent (même s'il a commencé à baisser après 1999). Au plan mondial, la cible qui vise à réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 2015 semble en voie de réalisation. Cependant, certaines régions seront loin de l'atteindre et il est probable que jusqu'à un milliard de personnes continueront de vivre dans une pauvreté extrême à la date butoir fixée pour cette cible.

Avant la crise, la gravité de la pauvreté avait diminué dans presque toutes les régions

Indice d'écart de la pauvreté à 1,25 dollar par jour, 1990, 1999 et 2005 (Pourcentage)

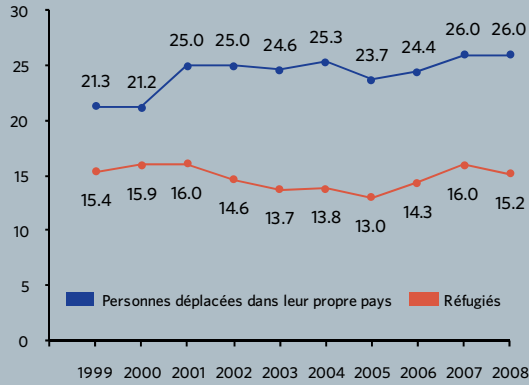


* Comprend toutes les régions en développement, la CEI et les pays en transition de l'Europe du Sud-Est.

L'immensité du défi que pose l'éradication de la pauvreté ne se mesure pas seulement au nombre de pauvres dans le monde mais aussi au niveau auquel ils se maintiennent sous le seuil de pauvreté. L'accroissement des revenus moyens depuis 2000 a permis à beaucoup d'échapper à la pauvreté et a réduit la gravité de celle-ci. Le taux d'écart de pauvreté a diminué dans toutes les régions sauf l'Asie occidentale entre 1990 et 2005. En 2005, c'est en Afrique subsaharienne que la pauvreté était la plus profonde, mais elle a baissé depuis 1999 pour atteindre le niveau observé en Asie de l'Est en 1990. La crise économique mondiale ainsi que les prix élevés des denrées alimentaires risquent d'inverser ces tendances favorables.

Les conflits engendrent la pauvreté pour des millions de personnes

Nombre de personnes déplacées dans leur propre pays et de réfugiés, 1999-2008 (Millions)



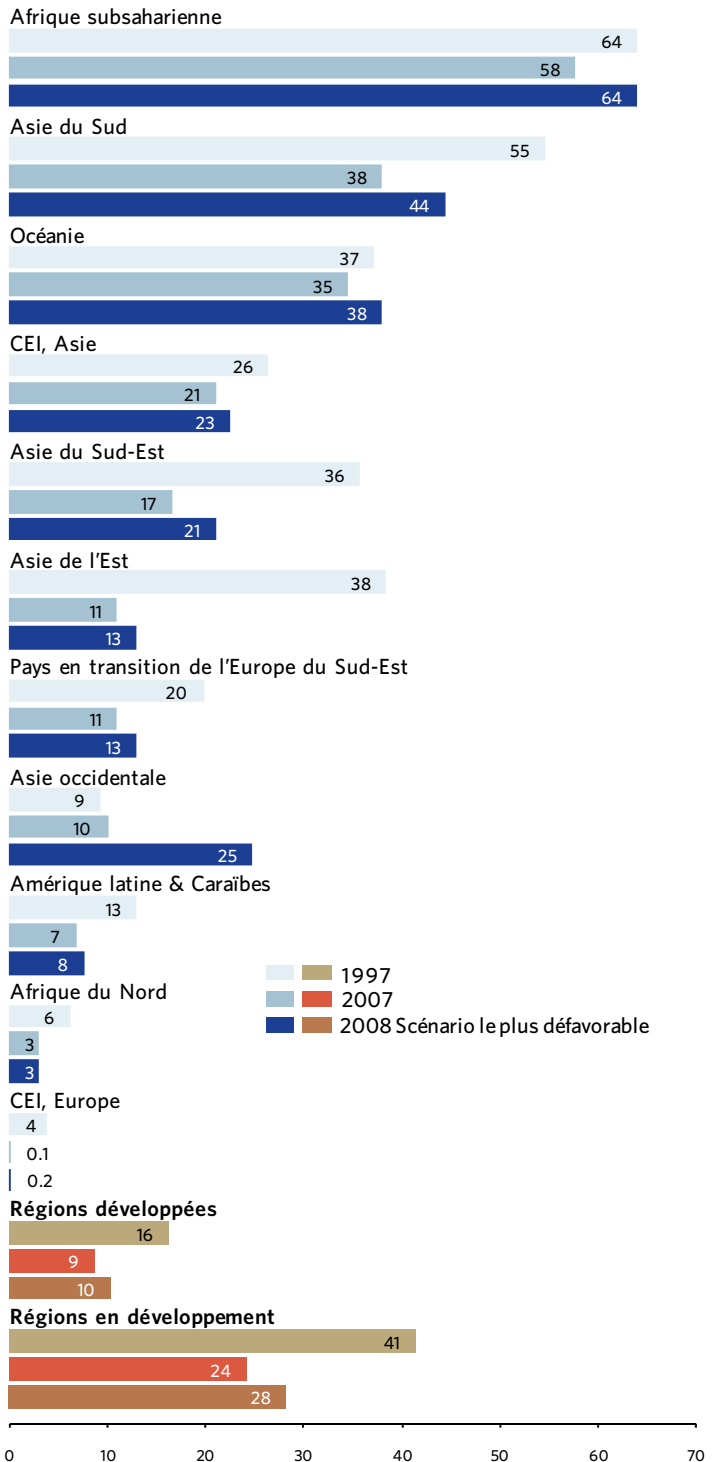
Les conflits et les persécutions font partie des raisons majeures pour lesquelles les gens fuient leur foyer, qu'ils restent à l'intérieur des frontières de leur pays ou qu'ils quittent celui-ci. En général, ils se retrouvent sans emploi et sans résidence permanente, et sans un filet de sécurité sociale, ils basculent rapidement dans la pauvreté. Mondialement, le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays se situe aux alentours de 26 millions depuis deux ans. Celui des réfugiés a, lui, diminué en 2008, lorsque 600 000 personnes sont retournées volontairement dans leur pays d'origine. Fin 2008, on évaluait à 4,7 millions le nombre de réfugiés encore sous la responsabilité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Encore 10,5 millions de personnes bénéficiaient d'une assistance du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dont près de la moitié étaient des réfugiés d'Afghanistan (2,8 millions) et d'Iraq (1,9 million).

CIBLE

Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif

Sombre horizon pour les travailleurs pauvres

Proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25 dollar par jour, 1997, 2007 et projections pour 2008 (Pourcentage)



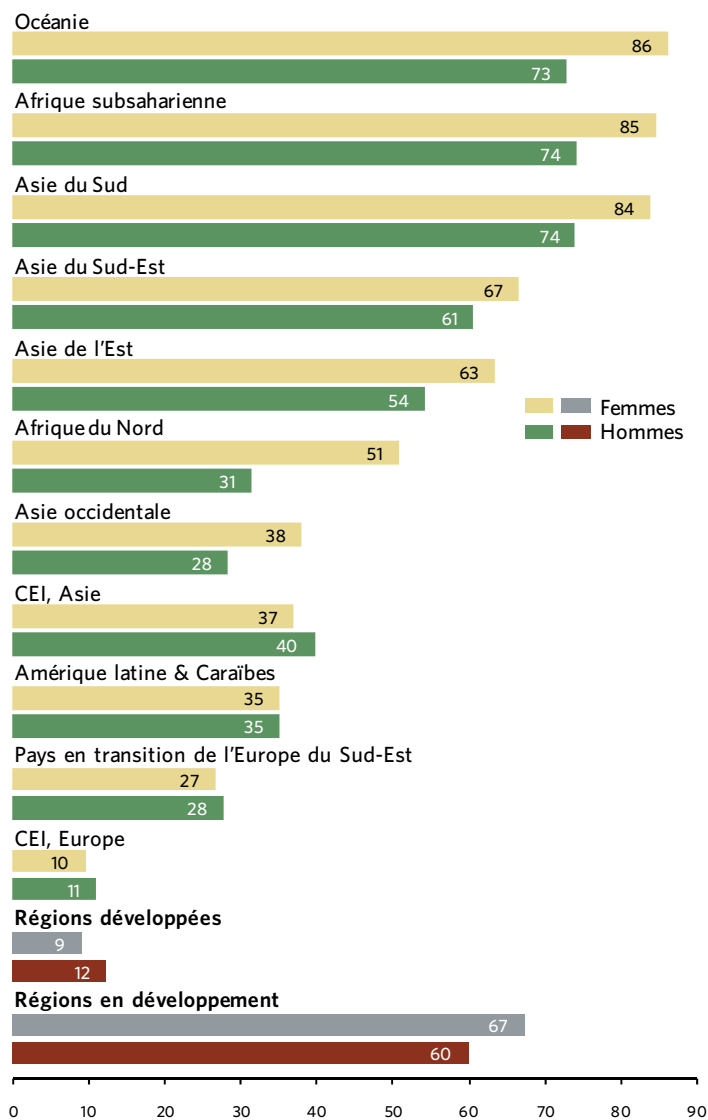
Début 2008, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, exacerbée par un ralentissement important de l'économie au cours du deuxième semestre, a probablement eu un impact négatif prononcé sur le pourcentage de travailleurs vivant dans une extrême pauvreté. Ceux-ci ont un emploi mais ne gagnent pas assez pour passer avec leur famille au-dessus du seuil de 1,25 dollar par jour. Les tendances encourageantes qui se dégagent jusqu'en 2007 se sont peut-être inversées ou, au mieux, auraient connu une stagnation en 2008. L'Organisation internationale du Travail (OIT) envisage trois scénarios, dont le plus pessimiste montre une augmentation du pourcentage des travailleurs pauvres dans les régions en développement : ceux-ci passeraient de 24 pour cent de la main-d'œuvre en 2007 à 28 pour cent en 2008. Selon le scénario intermédiaire, le pourcentage des travailleurs pauvres augmenterait dans la plupart des régions pour atteindre 25 pour cent pour l'ensemble du monde en développement. Même le scénario le plus favorable ne laisse présager aucun progrès pour les travailleurs pauvres d'Afrique subsaharienne.

La proportion de la population en âge de travailler ayant un emploi est un bon indicateur de la capacité d'une économie à générer des emplois. Dans la plupart des pays, elle oscille entre 55 et 75 pour cent. Cependant, les rapports emploi/population et les indicateurs de pauvreté peuvent être tous les deux élevés, car les gens doivent travailler pour survivre, quelle que soit la qualité de leur occupation. C'est le cas en Afrique subsaharienne, qui occupe la deuxième place toutes régions confondues pour le ratio emploi des adultes/population (environ 74 pour cent), mais affiche les niveaux les plus bas pour la productivité du travail. Plus de la moitié des personnes ayant un emploi dans cette région étaient des travailleurs extrêmement pauvres et plus de trois quarts des travailleurs occupaient un emploi précaire.

De 1998 à 2008, le ratio mondial emploi/population des femmes adultes est passé de 48 à 49 pour cent. En dépit de quoi, les femmes continuent d'être plus nombreuses à être exclues du marché du travail que les hommes. L'Afrique du Nord et l'Asie occidentale ont des ratios emploi des femmes/population exceptionnellement bas, avec 45 points de pourcentage de moins que les hommes dans l'une et l'autre région. En Asie du Sud, le ratio est de 44 points de pourcentage de moins que les hommes.

Les turbulences économiques poussent des dizaines de millions de personnes dans des emplois précaires

Proportion de travailleurs pour son propre compte et de travailleurs familiaux dans la population occupée, projections pour 2008 selon le scénario 2, femmes et hommes (Pourcentage)

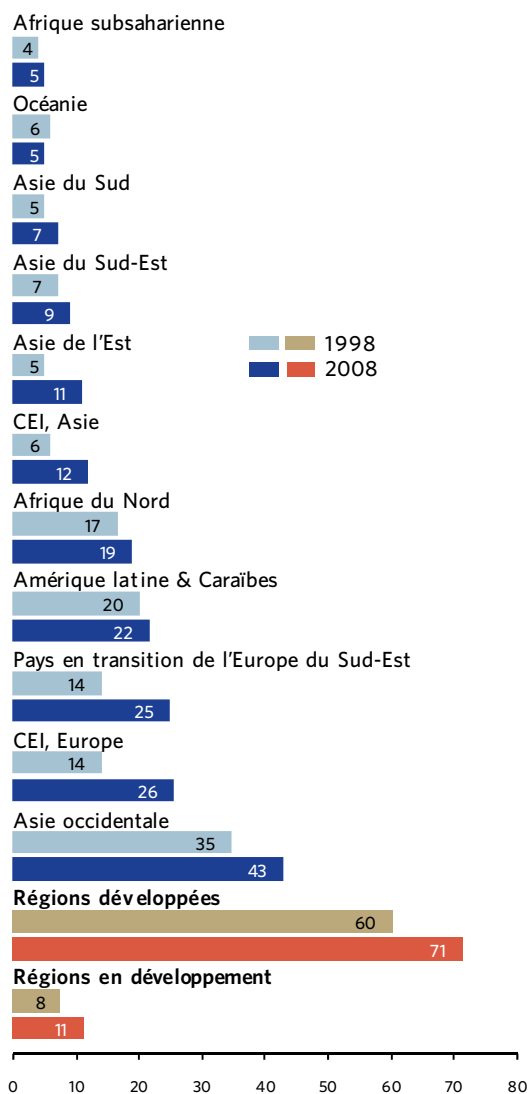


Les habitants des régions en développement occupant un emploi précaire en 2008 pourraient être 77 millions de plus qu'en 2008, ce qui représente un renversement des tendances encourageantes de la décennie précédente. C'est ce que suggère le second des deux scénarios présentés par l'OIT. Celui-ci est considéré comme le plus réaliste des deux, étant donné la gravité de la crise économique. Parmi les personnes ayant un emploi précaire, on compte soit les travailleurs non rémunérés qui apportent leur contribution à une entreprise familiale soit les travailleurs à leur compte. Aucune de ces deux catégories n'a beaucoup de chances de bénéficier des filets de sécurité qui protègent des pertes de revenus en

période de difficultés économiques. Le taux d'emplois précaires va vraisemblablement augmenter dans tout le monde en développement et, pour les femmes, il va dépasser de 7 pour cent celui de leurs homologues masculins. Dans les deux scénarios, bien plus de 80 pour cent de la main-d'œuvre féminine en Océanie, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud devraient n'occuper que des emplois précaires en 2008.

La productivité est faible dans les régions en développement – un mauvais signe pour la création d'emplois

Production par personne occupée, en dollars constants de 2005 (à parité du pouvoir d'achat), 1998 et 2008 (Milliers)



La productivité du travail est une mesure clé de la performance économique. De plus, elle peut servir à évaluer la capacité probable d'un pays à créer des opportunités durables d'emplois décentes rémunérés de façon juste et équitable. Si la productivité n'augmente que de façon limitée, les salaires des travailleurs feront de même et il n'y aura aucun potentiel supplémentaire de création d'emplois. Il est tout aussi important que la croissance de la productivité s'accompagne d'améliorations dans l'éducation et la formation pour que la future main-d'œuvre soit mieux préparée à s'acquitter des tâches requises.

Dans les régions en développement, la productivité du travail n'a fait que peu de progrès au cours de la dernière décennie, et elle est de loin inférieure à celle des régions développées. Des progrès considérables ont été enregistrés en Asie de l'Est, ainsi que dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) et les pays en transition de l'Europe du Sud-Est. Mais elle reste extrêmement faible en Afrique subsaharienne et a légèrement baissé en Océanie. L'augmentation de la productivité en Asie de l'Est s'est accompagnée d'une baisse marquée de la portion d'individus classés comme travailleurs pauvres pendant la même période. On constate une situation similaire dans les pays en transition de l'Europe du Sud-Est, où la part de travailleurs pauvres a baissé de presque 9 pour cent depuis 1997, alors que les niveaux de productivité ont presque doublé et que la proportion d'emplois précaires a diminué.

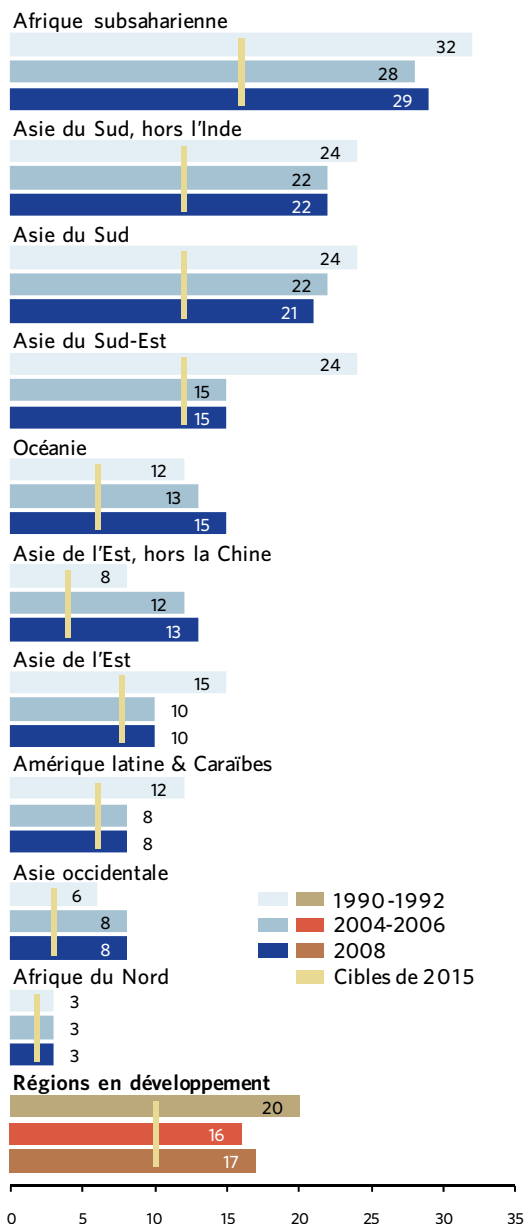


CIBLE

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

La flambée des prix des denrées alimentaires freine les progrès pour éradiquer la faim

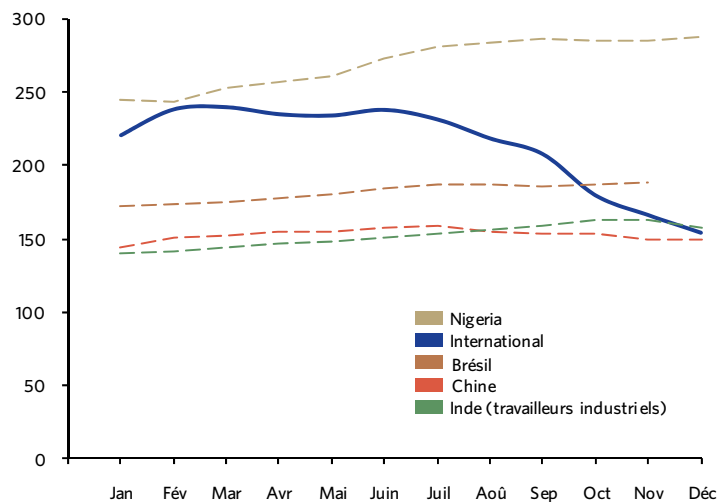
Proportion de la population qui souffre de malnutrition, 1990-92, 2004-06 et 2008 (Pourcentage)



En ce qui concerne les taux de malnutrition dans les pays en développement, la tendance, qui était à la baisse depuis 1990-1992, s'est inversée en 2008, en grande partie à cause de la hausse des prix des denrées alimentaires. La proportion de personnes dénutries est passée d'environ 20 pour cent au début des années 1990 à environ 16 pour cent au milieu de la décennie suivante, mais des estimations provisoires laissent présager qu'elle a pris un point de pourcentage de plus en 2008. À cause de la flambée des prix des denrées alimentaires, la proportion de la population qui a eu faim en Afrique subsaharienne et en Océanie a augmenté en 2008. Si l'on fait abstraction de la Chine, la prévalence de la faim a également augmenté en flèche en Asie de l'Est. Dans la plupart des autres régions, la tendance à la baisse a marqué un arrêt.

La baisse du prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ne s'est pas traduite par des prix plus abordables au niveau local

Indice international des prix des aliments et indice des prix des produits alimentaires à la consommation dans différents pays, 2008 (An 2000=100)

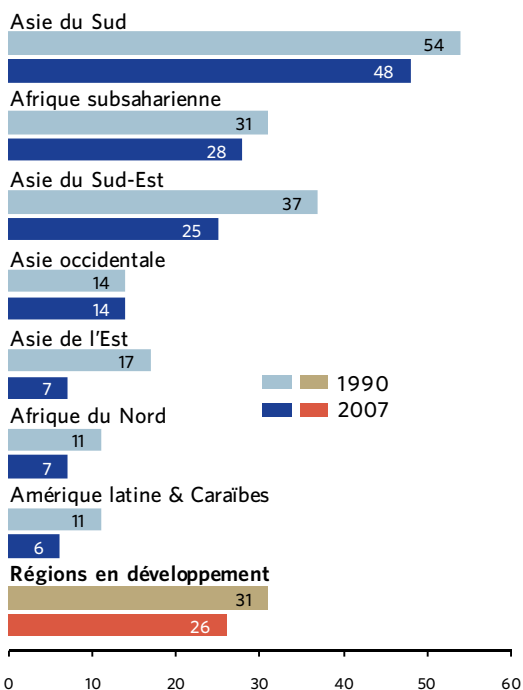


Note : l'indice des prix des aliments est établi à partir de la moyenne des indices de prix de 6 catégories de produits, pondérés en fonction de la part moyenne à l'exportation de chacune des catégories pour la période 2002-2004.

Si des mesures efficaces ne sont pas prises pour lutter contre la faim, on risque une crise alimentaire de longue durée. La baisse des prix des produits alimentaires au niveau international au cours du deuxième semestre 2008 aurait dû entraîner une baisse des prix sur les marchés locaux à relativement brève échéance. Il n'en a rien été, et l'accès des consommateurs aux denrées alimentaires dans nombre de pays en développement comme le Brésil, l'Inde ou le Nigeria, et dans une moindre mesure la Chine, ne s'est pas amélioré comme prévu. Les pouvoirs publics et les partenaires du développement devraient prendre des mesures pour améliorer l'offre alimentaire, en particulier dans les pays les plus gravement touchés, avec notamment une augmentation de la production et un renforcement des politiques sociales visant à atténuer les effets négatifs de la flambée des prix alimentaires, surtout sur les pauvres.

Les prix alimentaires élevés et l'état de l'économie mondiale vont probablement éroder les maigres progrès enregistrés dans le domaine de l'alimentation infantile

Proportion d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent d'insuffisance pondérale, 1990 et 2007 (Pourcentage)

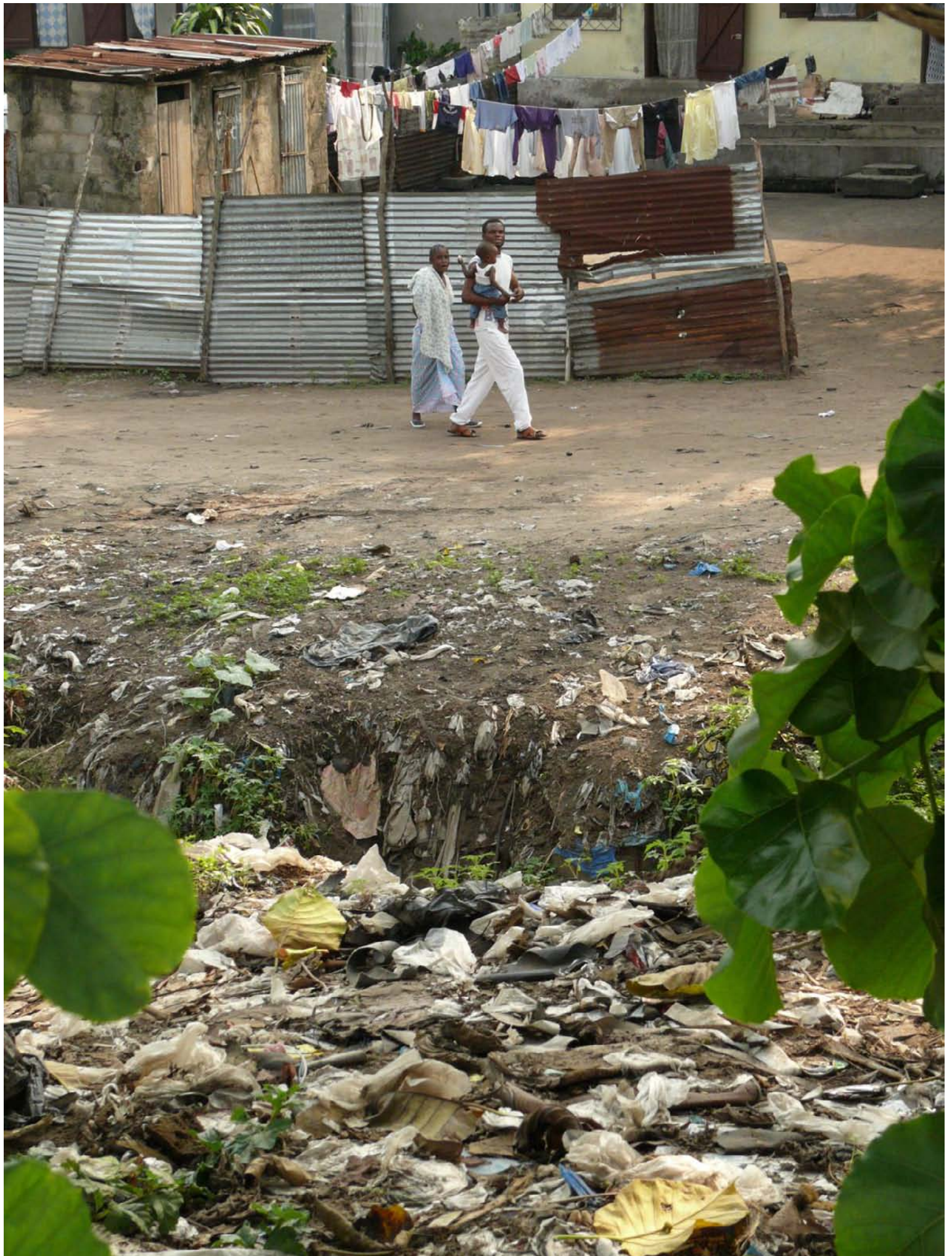


Note : la prévalence des enfants souffrant d'insuffisance pondérale est une estimation basée sur la population de référence NCHS/OMS/CDC.

L'enfant a besoin d'une alimentation adéquate pour renforcer son système immunitaire et permettre son développement moteur et cognitif. Pourtant près d'un enfant sur quatre souffre d'insuffisance pondérale dans les régions en développement. Les conséquences peuvent être fatales : plus d'un tiers des décès infantiles dans le monde sont attribuables à la malnutrition. Dans le monde en développement, la proportion d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent d'insuffisance pondérale n'a baissé que de 5 points de pourcentage de 1990 à 2007, passant de 31 à 26 pour cent. C'est un rythme insuffisant pour réaliser la cible visant à réduire de moitié la prévalence de l'insuffisance pondérale - même sans tenir compte de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la crise économique qui s'est déclarée entre-temps. Les

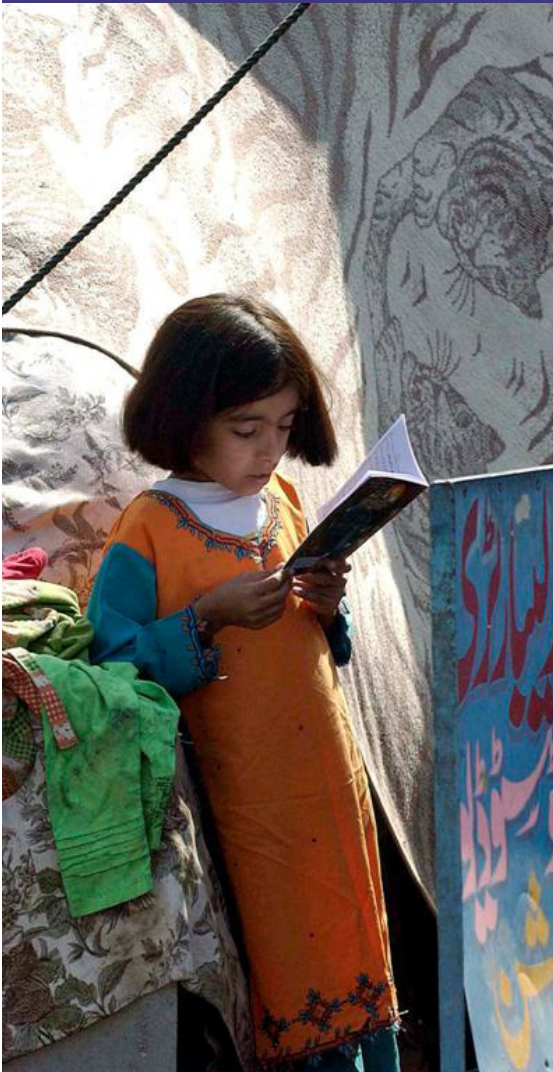
données recueillies avant la hausse des prix alimentaires montrent que, dans les pays en développement, les enfants des ménages les plus pauvres risquent deux fois plus d'être sous-alimentés que ceux des ménages les plus riches. De même, les enfants vivant en zone rurale sont plus exposés à une insuffisance pondérale que ceux qui vivent dans des agglomérations urbaines.

Il faut accorder une place prioritaire à la nutrition infantile dans le développement national, en particulier pour les populations vulnérables. Cela implique de prôner la mise de l'enfant au sein dans l'heure qui suit sa naissance, l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de vie, une alimentation complémentaire adéquate en temps utile dès l'âge de six mois, et un allaitement maternel continu jusqu'à deux ans et au-delà. Il est tout aussi important d'éviter que l'enfant ait un poids insuffisant à la naissance. Le statut nutritionnel de la mère avant et pendant la grossesse est un facteur déterminant du poids du bébé à la naissance. Et celui-ci a une influence cruciale sur les chances de survie du nouveau-né, sa croissance, sa santé et son développement psychosocial à long terme. L'Asie du Sud a l'incidence la plus élevée de très petit poids de naissance (un quart des nouveau-nés pèsent moins de 2 500 grammes) ainsi que la plus haute prévalence d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale.



Objectif 2

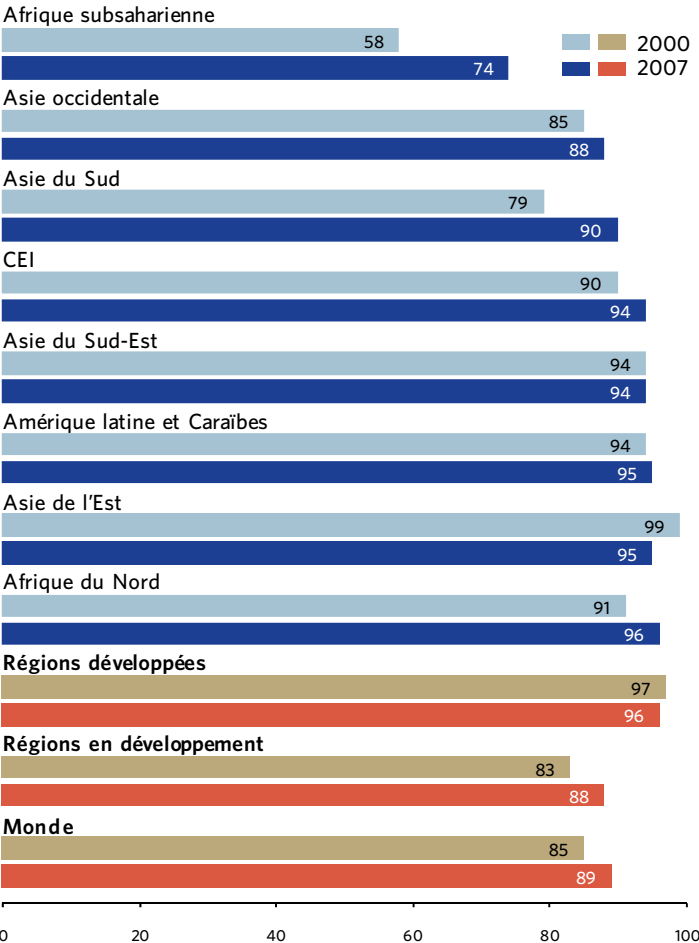
Assurer l'éducation primaire pour tous



CIBLE
 D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

Le monde se rapproche de l'éducation primaire universelle, mais à un rythme trop lent pour respecter la date butoir de 2015

Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire*, 1999/2000 et 2006/2007 (Pourcentage)



*Nombre d'élèves en âge théorique d'école primaire scolarisés soit dans l'enseignement primaire soit dans l'enseignement secondaire, exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge.

Note : il n'y a pas de données disponibles pour l'Océanie.

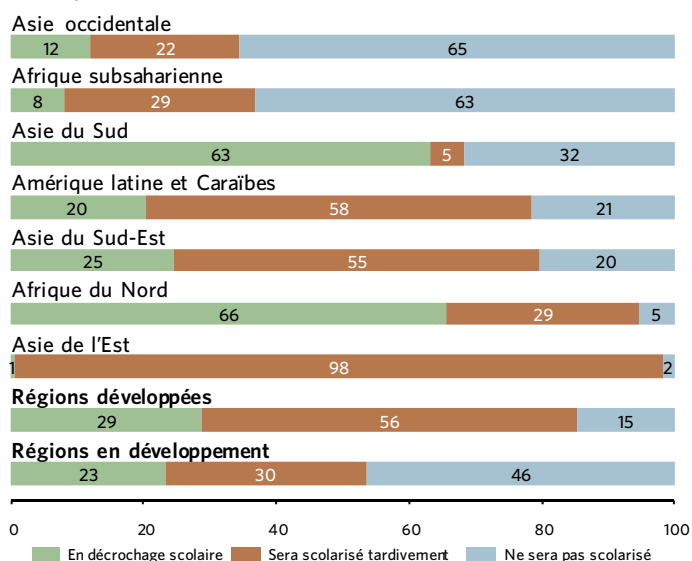
L'éducation primaire universelle fait des progrès. Malgré cela, plus de 10 pour cent des enfants en âge d'école primaire ne sont pas scolarisés. Dans l'ensemble du monde en développement, le taux de scolarisation primaire a atteint 88 pour cent en 2007, contre 83 pour cent en 2000. L'Afrique subsaharienne a connu des avancées importantes, avec une augmentation

de 15 pour cent entre 2000 et 2007, de même que l'Asie du Sud, qui a progressé de 11 pour cent pendant la même période.

Dans beaucoup de pays, la progression des inscriptions scolaires est à mettre au compte de l'augmentation des dépenses nationales dans le secteur de l'éducation, lesquelles risquent de connaître un sérieux recul suite à la crise économique mondiale. Les tendances démographiques peuvent aussi peser sur la réalisation de cet objectif, car la croissance de la population constitue souvent une pression accrue sur les ressources allouées à l'enseignement. L'augmentation relativement importante des inscriptions scolaires en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud en dépit d'une croissance démographique rapide est donc un fait encourageant. Malgré cela, le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde baisse trop lentement et de façon trop mal répartie pour atteindre cet objectif en 2015.

La moitié des 72 millions d'enfants non scolarisés n'a jamais vu une salle de classe

La fréquentation scolaire des enfants non scolarisés, 2006 (Pourcentage)



Le nombre d'enfants en âge d'école primaire non scolarisés a diminué de 33 millions depuis 1999, mais, 72 millions d'entre eux se sont vus nier le droit à l'éducation en 2007. Près de la moitié de ceux-ci vivent en Afrique subsaharienne, et l'Asie du Sud suit de près avec ses 18 millions d'enfants non scolarisés. Selon les projections du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous* publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), au moins 29 millions d'enfants ne seront toujours pas scolarisés en 2015.

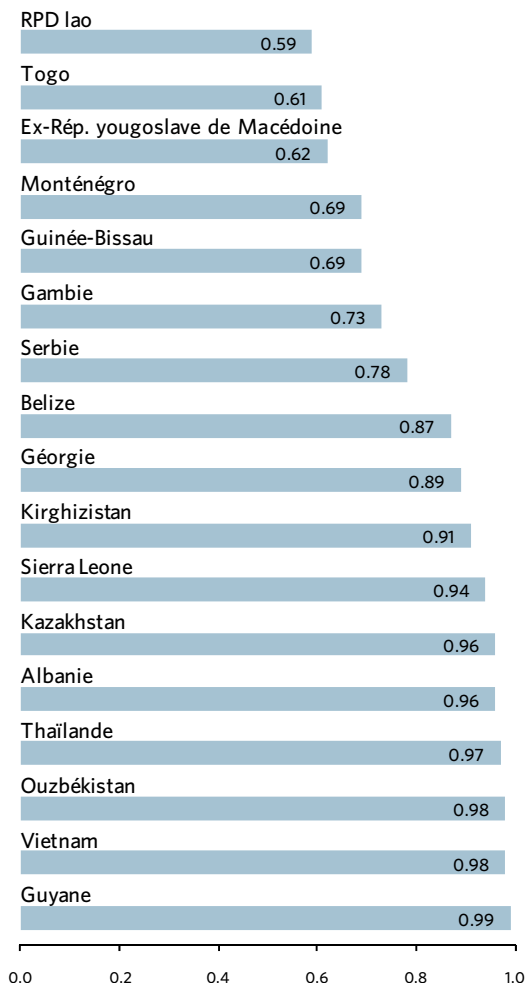
Près de la moitié des enfants non scolarisés n'ont jamais eu la moindre éducation formelle. Et ils ont peu de chances de s'inscrire à l'école, faute de politiques mieux adaptées ou d'incitations suffisantes. Dans le monde en développement, environ 30 pour cent des enfants non scolarisés pourraient s'inscrire plus tard qu'à l'âge requis. Enfin, 23 pour cent d'entre eux étaient scolarisés mais ont abandonné l'école.

C'est en Afrique subsaharienne que le problème est le plus criant. Non seulement c'est la région qui a le plus grand nombre d'enfants non scolarisés, mais deux tiers d'entre eux ne fréquenteront jamais l'école. De même en Asie occidentale où 64 pour cent des 3 millions d'enfants non scolarisés sont des filles. Deux tiers des millions d'enfants non scolarisés en Asie du Sud ont fréquenté l'école un certain temps, puis ont décroché.

Le nombre important d'enfants non scolarisés est d'autant plus inquiétant qu'il aura un impact sur les autres OMD. Par exemple, lorsqu'il y a un pourcentage plus élevé de mères ayant reçu une éducation primaire ou secondaire, on assiste à une réduction du taux de mortalité infantile et des parents ayant fréquenté l'école ont des enfants mieux nourris. L'alphabétisme des parents joue aussi sur la fréquentation scolaire des enfants et l'éducation a un effet positif sur la prévention du VIH et accroît les probabilités de trouver un emploi décent.

Les inégalités sapent l'accès à l'éducation de millions d'enfants

Index de parité de la fréquentation scolaire en primaire par groupe ethnique, linguistique ou religieux, taux de fréquentation scolaire le plus élevé/taux de fréquentation scolaire le plus bas, pour certains pays, 2005-2006



L'inégalité des chances qui résulte couramment de préjugés fondés sur le sexe, le groupe ethnique, les revenus, la langue ou les handicaps représente un obstacle majeur à l'éducation universelle. Les enfants des communautés pauvres et les filles sont ceux qui risquent le plus d'être écartés. Dans certains des pays les moins développés, les enfants issus des 20 pour cent les plus pauvres de la population ont trois fois moins de chances de s'inscrire à l'école primaire que ceux qui sont issus des 20 pour cent les plus riches. En 2007, les filles comptaient pour 54 pour cent de la population non scolarisée dans le monde.

Les minorités ethniques, linguistiques ou religieuses ont, elles aussi, moins d'opportunités en matière d'éducation que le reste de la population. Une analyse de données recueillies dans 17 pays montre que le taux de fréquentation scolaire net dans le primaire chez les groupes les moins désavantagés est jusqu'à 1,7 fois plus élevé que chez les groupes les plus désavantagés. Il est jusqu'à six fois plus élevé dans le secondaire.

L'indice de parité éducationnel, qui compare les taux de fréquentation des groupes les plus désavantagés et ceux des groupes les moins désavantagés au sein d'un pays donné, donne des valeurs de 0,59 à 0,99 pour l'enseignement primaire. Une valeur de 0,59 signifie que le taux de fréquentation scolaire du groupe le plus désavantagé ne représente que 59 pour cent du taux de fréquentation du groupe le moins désavantagé. Une valeur de 0,99 indique qu'il y a peu ou pas d'inégalité entre les deux groupes. Les disparités sont plus prononcées au niveau secondaire, où l'indice varie de 0,17 à 0,98.

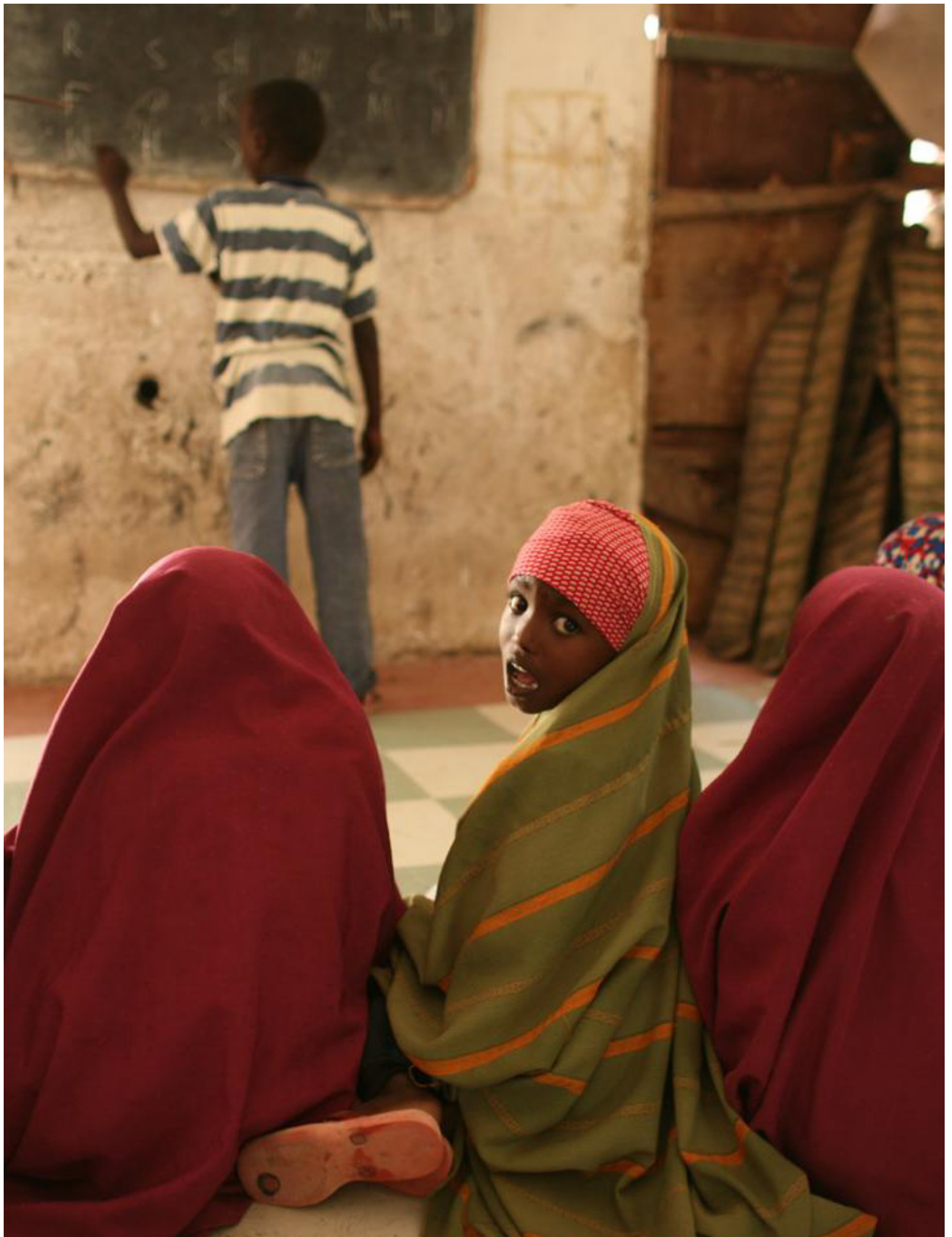
Des politiques d'orientation destinées à toucher les groupes les plus démunis et les plus désavantagés ont montré leur efficacité dans certains pays. Par exemple, on a constaté des progrès remarquables dans la scolarisation des enfants les plus pauvres en abolissant les frais scolaires, en construisant des écoles dans les zones les moins bien desservies et en encourageant le recrutement des enseignants. En général, scolariser les filles, surtout parmi les minorités, et les encourager à compléter leur cycle d'enseignement doit rester une priorité.

Que faire pour atteindre la cible d'éducation ?

Pour réussir l'éducation primaire universelle d'ici 2015, il faudra que tous les enfants officiellement en âge d'entrer à l'école primaire aient accès à l'enseignement d'ici 2009. Des progrès ont été faits : en 2007, près de 137 millions d'enfants ont mis les pieds pour la première fois dans une salle de classe, soit 7 millions de plus qu'en 1999. Au cours de la même période, le taux brut d'admission, qui mesure la capacité des systèmes éducatifs à permettre à tous les enfants d'avoir accès à l'école, a augmenté de neuf pour cent dans les pays en développement. L'Afrique subsaharienne a enregistré l'augmentation la plus forte, avec un accroissement de 25 pour cent.

Mais l'accès à l'éducation ne représente qu'une solution partielle. Pour réussir l'éducation primaire universelle, il faut que les enfants terminent un cycle complet d'enseignement primaire. Des millions d'enfants s'inscrivent à l'école mais finissent par décrocher. Dans beaucoup de pays en développement, les systèmes scolaires souffrent de façon chronique d'un financement insuffisant et d'un manque de ressources, et trop souvent, ils n'arrivent pas à fournir une éducation de bonne qualité. C'est pourquoi trop d'enfants quittent l'école sans avoir acquis les aptitudes de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul.

Pour répondre à ces problèmes, il faudra procéder à de larges réformes et augmenter les investissements. En s'appuyant sur les données de 2004, l'UNESCO estime que rien qu'en Afrique subsaharienne, il faudra recruter 3,8 millions d'enseignants d'ici 2015 si l'on veut atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle.



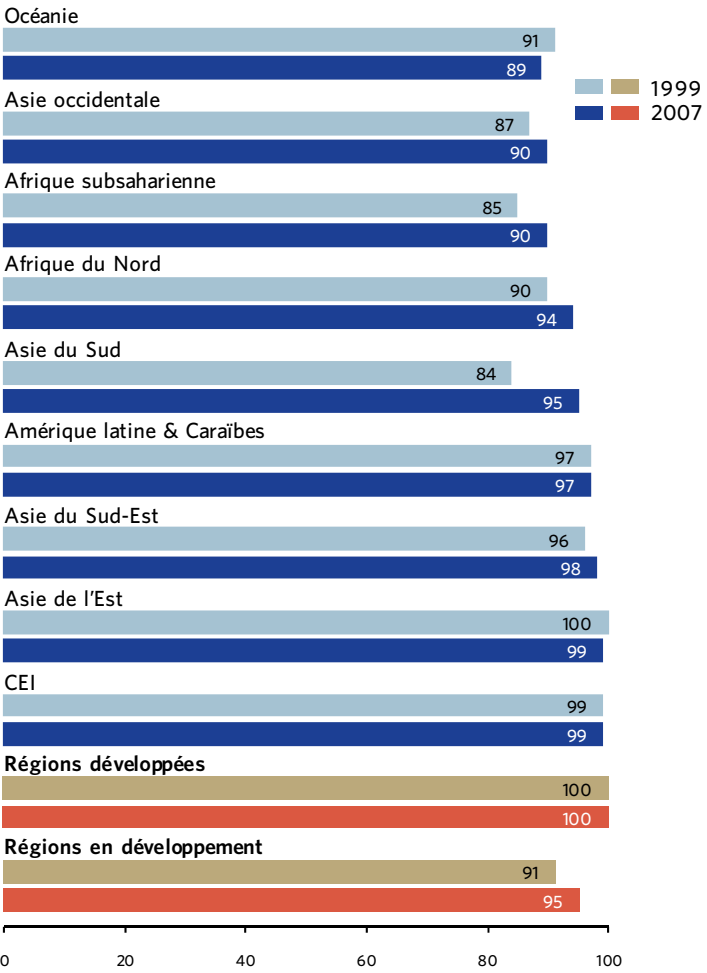
Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



CIBLE
Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Quatre ans après la date butoir, la parité entre les sexes n'est pas encore atteinte

Taux d'inscription des filles à l'école primaire par rapport aux garçons, 1998/1999 et 2006/2007 (Filles pour 100 garçons)

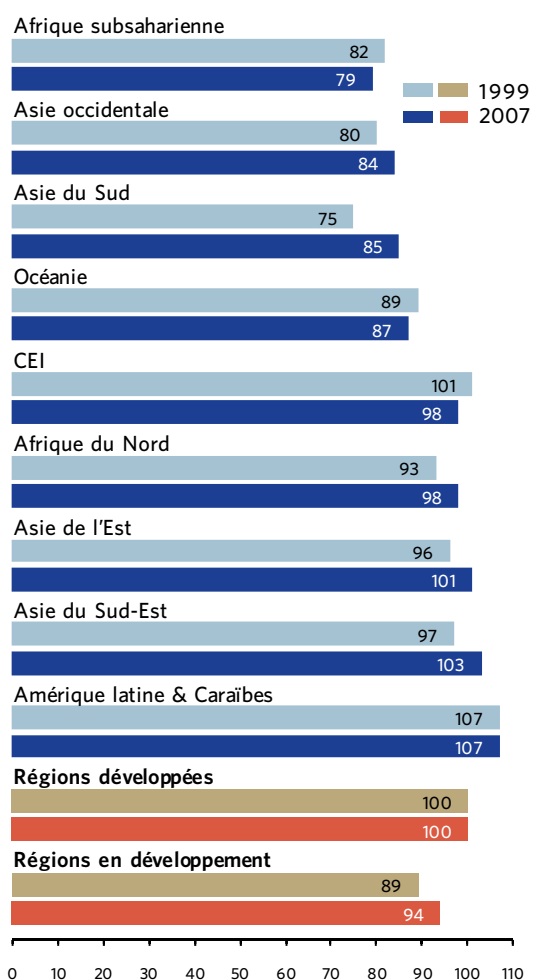


Le monde continue à progresser vers la parité entre les sexes dans le secteur de l'éducation, mesurée comme le rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et le taux brut de scolarisation des garçons. Dans l'ensemble des régions en développement, 95 filles étaient inscrites à l'école primaire pour 100 garçons en 2007, alors qu'elles n'étaient que 91 en 1999. La cible visant à éliminer les écarts entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire avant 2005 n'a pas été atteinte, cependant. Il est nécessaire et urgent de renouveler les engagements pour éviter que cela ne se reproduise en 2015.

En 2007, seuls 53 des 171 pays ayant des données disponibles avaient atteint la parité entre les sexes (définie par l'Institut de statistique de l'UNESCO comme un ratio de scolarisation filles/garçons de 97 à 103) dans le primaire et le secondaire. Cela représente 14 pays de plus qu'en 1999. Mais plus de 100 pays n'ont pas encore atteint cet objectif.

L'écart entre les sexes est plus marqué dans le secondaire

Taux d'inscription des filles à l'école secondaire par rapport aux garçons, 1998/1999 et 2006/2007 (Filles pour 100 garçons)



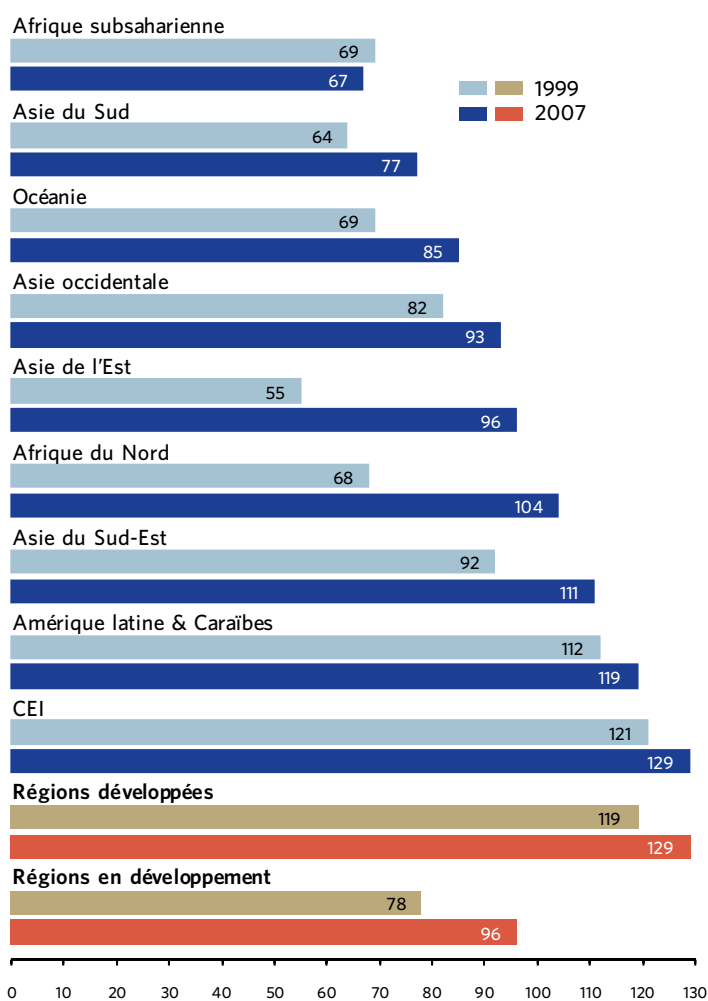
Le décalage entre la scolarisation des filles et celle des garçons est plus manifeste dans le secondaire, où un plus grand nombre de pays ont pris du retard. L'écart est important là où la scolarisation est faible dans l'ensemble, car une augmentation des inscriptions dans le secondaire s'accompagne souvent d'une réduction des disparités entre les sexes. Beaucoup de facteurs ont permis de tels progrès, notamment le nombre croissant de filles scolarisées et ayant achevé le cycle

primaire ainsi qu'une diminution de la pauvreté. Dans de nombreux pays, la politique gouvernementale a aussi joué un rôle fondamental.

Les exceptions les plus frappantes à ce tableau globalement meilleur sont l'Afrique subsaharienne où le ratio de scolarisation filles/garçons dans le secondaire est passé de 82 en 1999 à 79 en 2007, l'Océanie où il est passé de 89 à 87 et la CEI où il est passé de 101 à 98 au cours de la même période.

Plus de filles que de garçons dans l'enseignement supérieur

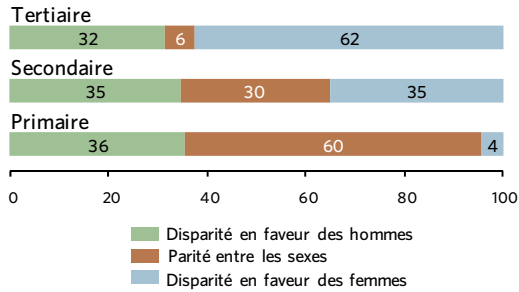
Taux d'inscription des filles dans l'enseignement supérieur par rapport aux garçons, 1998/1999 et 2006/2007 (Filles pour 100 garçons)



Au contraire, dans l'enseignement supérieur, il y a plus de jeunes femmes que d'hommes. Le ratio de scolarisation filles/garçons au niveau tertiaire est passé de 96 en 1999 à 108 en 2007 au niveau mondial. Mais on trouve des disparités spectaculaires entre les régions. La balance penche nettement en faveur des filles dans les régions développées, les pays de la CEI, d'Amérique latine et des Caraïbes et en Asie du Sud-Est. En Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Océanie, les élèves de sexe masculin l'emportent largement sur celles de sexe féminin.

Le développement et l'éducation des filles vont de pair

Répartition des pays par indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire, 2007 (Pourcentage)

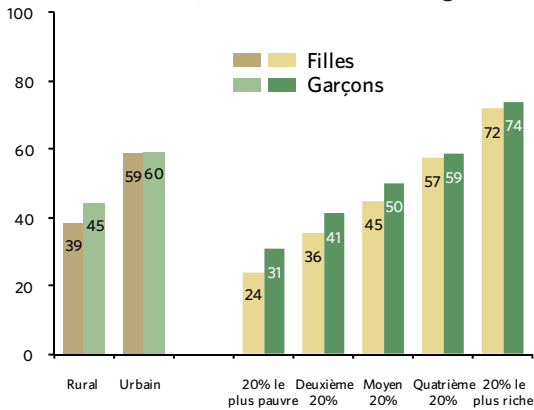


* Calculé sur base des données de 191 pays pour l'enseignement primaire, de 179 pays pour l'enseignement secondaire et de 133 pays pour l'enseignement tertiaire. Là où il n'y avait pas de données disponibles pour 2007, ce sont les dernières données en date (2005 ou 2006) qui ont été utilisées.

En 2007, 60 pour cent des pays sont arrivés à la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, 30 pour cent dans le secondaire et seulement 6 pour cent dans l'enseignement supérieur. Les disparités en faveur des filles dans l'enseignement supérieur sont essentiellement un reflet de la situation dans les pays développés où la scolarisation est élevée à tous les niveaux, y compris le tertiaire, et où les garçons ont tendance à être moins performants à l'école. Dans les pays plus pauvres ou dans ceux où la scolarisation est peu élevée, les filles continuent à être fortement désavantagées aux niveaux supérieurs.

Les filles des familles pauvres et rurales rencontrent plus d'obstacles dans leur éducation

Taux net de scolarisation secondaire filles/garçons, en fonction du milieu, 1998/2007 (Pourcentage)

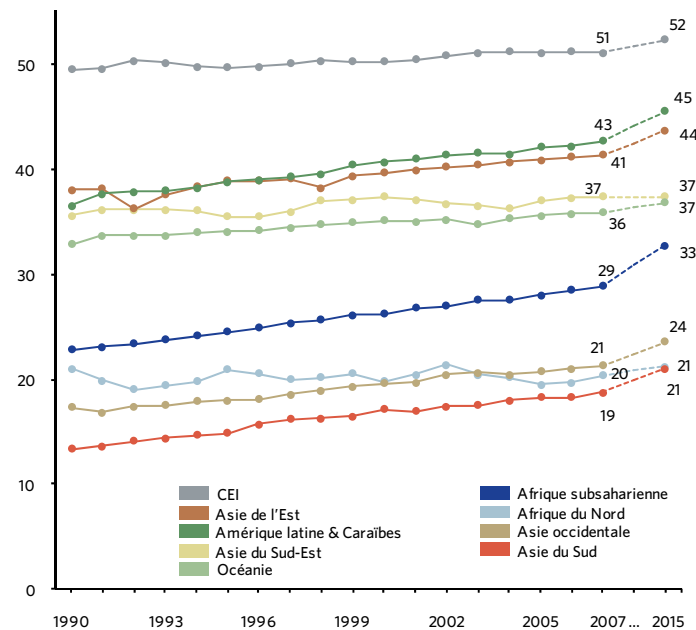


Les filles nées dans des ménages démunis ou vivant dans des communautés rurales sont nettement désavantagées dans le domaine de l'éducation. Une analyse de la scolarisation en primaire dans 108 pays en développement, par lieu de résidence et richesse des ménages, révèle que la parité entre les sexes a été atteinte en milieu urbain et parmi les 40 % de ménages les plus riches. Par contraste, les filles ont plus de chances d'être exclues de l'éducation primaire dans les localités rurales ou lorsqu'elles sont issues des ménages les plus pauvres.

Les disparités entre les sexes associées à la pauvreté et à la ruralité sont encore plus prononcées au niveau de l'enseignement secondaire. Les attitudes et pratiques culturelles encourageant les mariages précoces ou l'enfermement des jeunes filles ou qui attachent plus d'importance à l'éducation des garçons qu'à celle des filles peuvent créer des barrières quasi insurmontables à la parité entre les sexes. Malgré cela, des politiques gouvernementales et une gouvernance ciblées permettent de surmonter les inégalités hommes-femmes. Par exemple, il est possible d'alléger la pression financière sur les ménages en supprimant les frais scolaires et en proposant des mesures incitatives pour scolariser les filles. Construire des écoles à proximité des communautés reculées et recruter les enseignants localement sont également des initiatives qui peuvent aider à combler l'écart entre les sexes dans les zones rurales.

Les emplois rémunérés pour les femmes se développent lentement

Employées dans le secteur salarié non agricole qui sont des femmes, 1990 et 2007, et projections pour 2015 (Pourcentage)

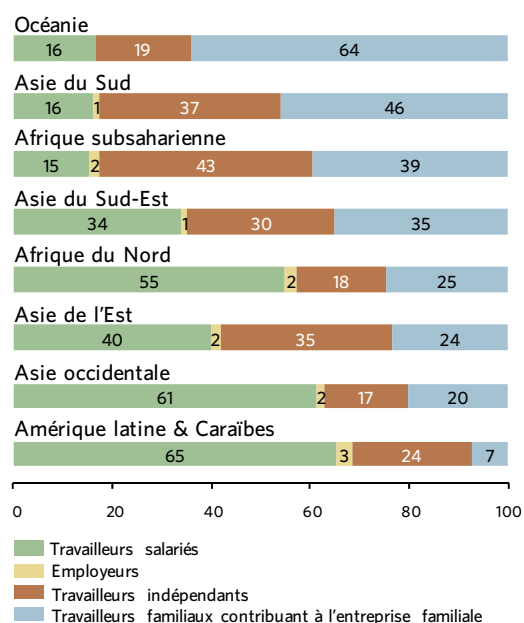


Au plan mondial, la proportion de femmes occupant un emploi rémunéré en dehors du secteur agricole a continué d'augmenter de façon marginale. Mais en Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, les possibilités d'emploi restent infimes pour elles. Elles sont aussi très mal représentées dans les emplois non agricoles en Afrique subsaharienne, où 64 pour cent des emplois féminins sont dans le secteur agricole et la

présence des femmes dans la main-d'œuvre est relativement élevée : 55 pour cent des femmes en âge de travailler ont un emploi dans cette région, même si ces emplois sont le plus souvent précaires. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, où les secteurs les plus importants sont l'industrie et les services, seules respectivement 23 et 21 pour cent des femmes en âge de travailler ont un emploi.

L'emploi des femmes reste plus vulnérable et souvent non rémunéré

Répartition du travail par statut d'emploi, femmes, 2008 (Pourcentage)



Même si de plus en plus de femmes réussissent à obtenir un emploi rémunéré en dehors du secteur agricole, elles arrivent rarement à s'assurer un travail décent. Près de deux tiers de toutes les femmes qui travaillent ont un emploi précaire, soit comme travailleuse familiale ou indépendante.

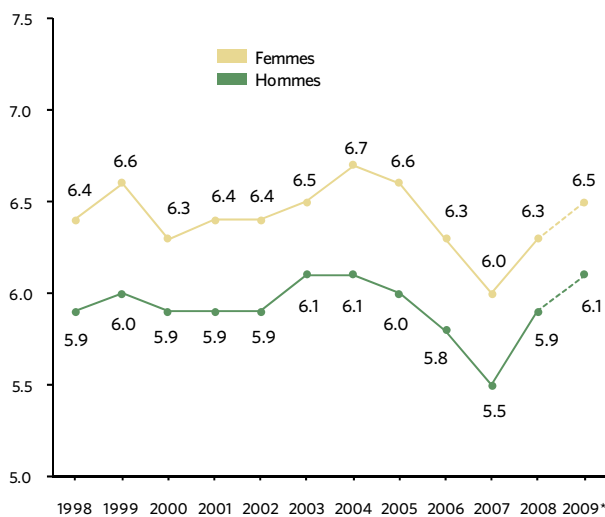
Pour les femmes, la situation de l'emploi est particulièrement catastrophique en Océanie et en Asie du Sud, où les emplois féminins consistent majoritairement en contributions à l'entreprise familiale (64 et 46 pour cent respectivement). Ces travailleuses familiales non rémunérées sont des membres de la famille qui consacrent une partie de leur temps à l'entreprise familiale sans contrepartie financière. La part importante des emplois non rémunérés s'ajoute au fardeau déjà lourd des tâches ménagères non rémunérées qu'accomplissent les femmes dans toutes les régions et qui n'apparaissent pas dans les statistiques officielles de l'emploi.





La crise financière mondiale crée de nouveaux obstacles à l'emploi des femmes

Taux de chômage, monde, 1998-2009 (Pourcentage)

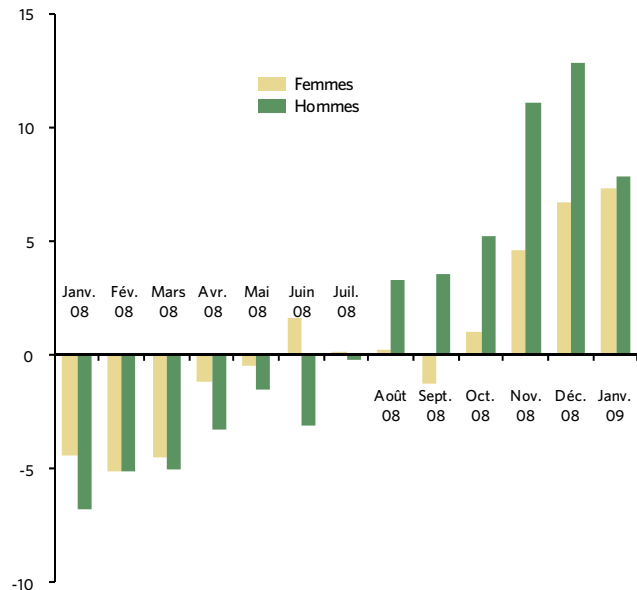


*Projections de l'OIT d'après le « scénario I ». Le scénario II prévoit un chômage de 7 % pour les femmes et 6,8 % pour les hommes, et le scénario III un taux de 7,4 % et 7 % respectivement.

La crise financière de 2008 et les prix élevés des matières premières ont érodé le marché du travail dans le monde entier. L'OIT prévoit que le taux mondial de chômage pourrait atteindre 6,3 à 7,1 pour cent en 2009, celui des femmes allant de 6,5 à 7,4 pour cent (contre 6,1 à 7 pour cent pour les hommes). Cela signifie que dans le monde, il y aura 24 à 52 millions de chômeurs en plus, dont 10 à 22 millions de femmes.

Les hommes ont été plus frappés par la crise financière mais les femmes risquent de l'être plus encore à long terme

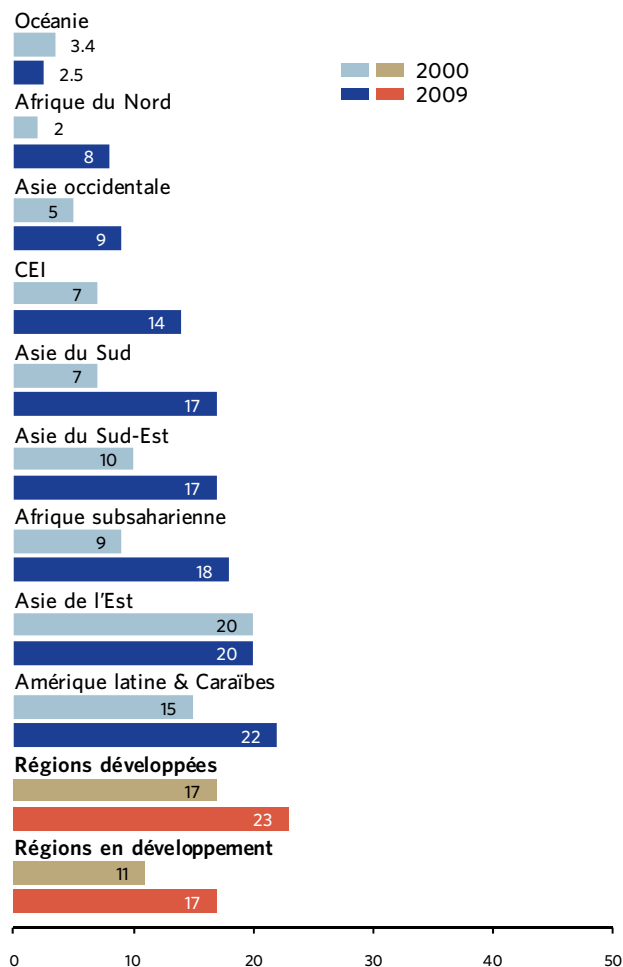
Variations des taux de chômage, monde, janvier 2008-janvier 2009 (Pourcentage)



Selon les estimations de l'OIT, il y avait, au niveau mondial, 12,8 pour cent de chômeurs et 6,7 pour cent de chômeuses de plus en décembre 2008 qu'en décembre 2007. Le nombre de chômeurs a augmenté plus rapidement que celui des chômeuses, surtout pendant la seconde moitié de l'année 2008. Cependant, des données plus récentes suggèrent que le chômage des femmes va vraisemblablement continuer d'augmenter rapidement, alors que chez les hommes, on constate un ralentissement. On peut en déduire qu'après le choc initial dans des secteurs essentiellement masculins, la crise financière frappe maintenant des industries et services où les femmes dominent et qu'à long terme, elle risque d'affecter plus durablement ces dernières.

La représentation politique des femmes augmente lentement, avec, en tête des nations en développement, l'Amérique latine et les Caraïbes

Proportion des sièges occupés par des femmes dans les législatures uniques ou les chambres basses des parlements nationaux, 2000 et 2009 (Pourcentage)



La proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes continue d'augmenter lentement, avec une moyenne de 18 pour cent pour toutes les chambres parlementaires en janvier 2009.

Les femmes détiennent 30 pour cent ou plus des sièges dans les chambres basses ou uniques de 24 pays et 30 pour cent ou plus des sièges dans les chambres hautes de 15 pays. Ces nations à la tête du progrès sont très diverses : outre les pays développés, on y trouve des États sortant d'un conflit ou en développement en Afrique, en Asie, et dans la région de l'Amérique latine et les Caraïbes. À l'autre bout du spectre, un quart de toutes les chambres parlementaires n'ont encore que 10 pour cent de membres de sexe féminin. Neuf chambres (surtout dans les États du Pacifique ou du Golfe) n'ont aucune femme parlementaire.

En 2008, les élections parlementaires et le renouvellement des chambres ont engendré des progrès impressionnants en Amérique latine et aux Caraïbes, où les femmes occupent 22 pour cent de tous les sièges. Il s'agit là de la meilleure moyenne régionale. Cuba avait le plus haut pourcentage de femmes parlementaires (43 %) de sa région en 2008. L'Afrique subsaharienne continue d'avancer, avec le Rwanda en tête. Ce pays a passé un cap historique en 2008 lorsqu'une majorité de femmes (56 %) a été élue à la chambre basse. En Asie occidentale, quatre femmes ont été élues pour la première fois au parlement koweïtien en mai 2009, alors qu'elles n'avaient le droit de se présenter aux élections que depuis quatre ans, ce qui représente une avancée majeure dans ce pays.

Les femmes ne détiennent encore que 10 pour cent des sièges parlementaires en Océanie, en Afrique du Nord et en Asie occidentale. Au Qatar, aucune femme n'a été nommée parmi les 35 membres du Conseil consultatif en 2008. Tout comme les États fédérés de Micronésie et l'Arabie saoudite, ce pays n'a jamais eu de femmes parlementaires. Lors des élections parlementaires de 2008 à Nauru, Palau (chambre basse) et Tonga, aucune femme n'a remporté de siège. Dans les Caraïbes, aucune femme n'a été élue à la chambre basse du Belize en 2008.

Les systèmes proportionnels de représentation électorale permettent l'élection d'un plus grand nombre de femmes que les systèmes majoritaires. Le recours à des mesures spéciales temporaires ou à des quotas s'est avéré utile pour favoriser l'entrée des femmes dans la vie politique. En 2008, elles détenaient une moyenne de 24 pour cent des sièges parlementaires dans les pays qui ont eu recours à de telles mesures, et seulement 18 pour cent dans les autres. En plus des quotas, il y a d'autres mécanismes qui aident les femmes à se présenter aux élections, comme la formation au leadership et le financement des campagnes électorales.

Au niveau mondial, les femmes occupent des positions de leadership de plus en plus variées. En janvier 2009, elles ont obtenu le plus haut poste parlementaire (présidente de la Chambre) dans 31 assemblées. Ce chiffre est relativement constant depuis dix ans. En 2008, une femme a occupé le poste de présidente de la Chambre des représentants pour la première fois au Pakistan, en Roumanie, au Rwanda, en Serbie et en Ouzbékistan. Il y avait quinze femmes chefs d'État ou de gouvernement en mars 2009, contre neuf en 2000 et douze en 1995.

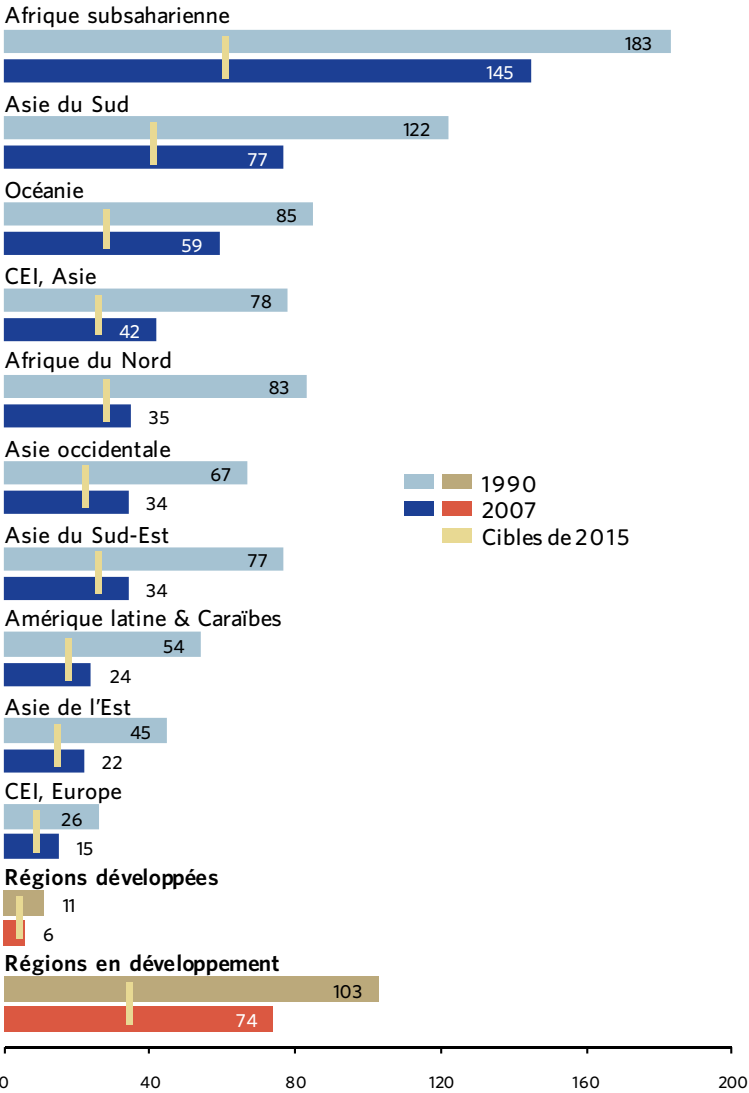
Objectif 4 Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans



CIBLE
Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Les efforts ciblant la survie de l'enfant s'intensifient en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud

Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes, 1990 et 2007



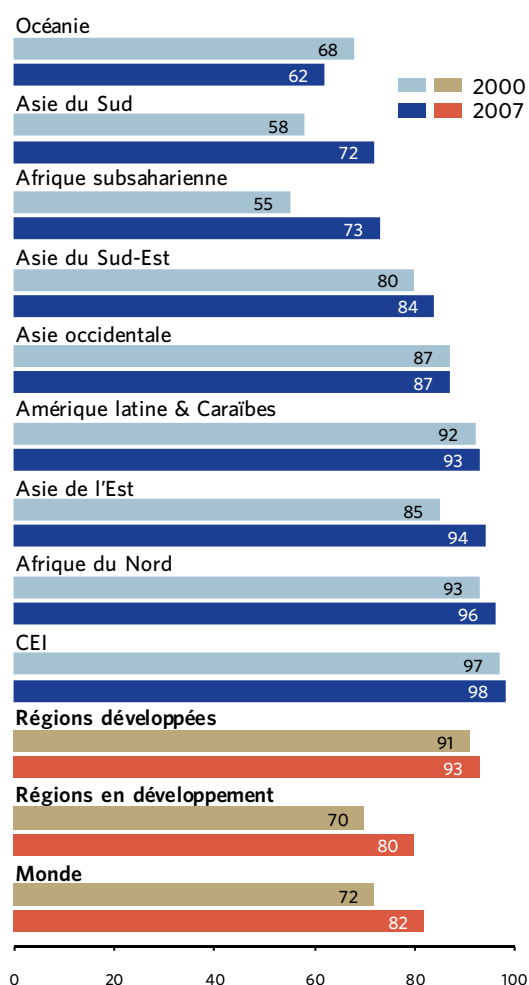
Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a diminué avec régularité dans le monde entier. En 2007, il était de 67 décès pour 1000 naissances vivantes, contre 93 en 1990. Cette année-là, plus de 12,6 millions d'enfants étaient décédés de causes largement évitables et faciles à traiter ; ce chiffre a baissé à environ 9 millions cette année, en dépit de la croissance de la population.

Pour l'ensemble des régions en développement, le taux de mortalité des moins de cinq ans est passé de 103 en 1990 à 74 en 2007. Pourtant, nombre de pays, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, n'ont que peu ou pas progressé. On recense les niveaux les plus élevés en Afrique subsaharienne, où, en 2007, près d'un enfant sur sept est mort avant son cinquième anniversaire. Ajouté au taux élevé de fécondité, cela a entraîné une augmentation du nombre absolu de décès des moins de cinq ans, qui sont passés de 4,2 millions en 1990 à 4,6 millions en 2007. L'Afrique subsaharienne comptabilise à présent la moitié de tous les décès des moins de cinq ans.

L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud restent des priorités absolues et les efforts se sont intensifiés de façon prometteuse. Les données récentes pour l'Afrique subsaharienne suggèrent des améliorations remarquables en ce qui concerne plusieurs interventions clés pour la survie de l'enfant qui devraient entraîner une diminution continue de la mortalité des moins de cinq ans au cours des prochaines années. Il s'agit de la distribution de suppléments de vitamine A, de l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide (pour prévenir le paludisme), de l'allaitement maternel exclusif et de la vaccination. De plus, la couverture des interventions vitales en matière de VIH s'est améliorée dans la plupart des pays subsahariens où la prévalence du VIH est élevée. Ces interventions comprennent entre autres un traitement antirétroviral pour les femmes enceintes séropositives, afin de prévenir la transmission du virus à leurs bébés.

La lutte contre la rougeole a fait des bonds en avant

Proportion d'enfants de 12-23 mois à qui l'on a administré au moins une dose de vaccin contre la rougeole, 2000 et 2007 (Pourcentage)



La vaccination de routine contre la rougeole continue à s'étendre dans le monde entier. La couverture a augmenté avec régularité depuis 2000 pour atteindre 82 pour cent des enfants du monde en 2007, en grande partie grâce aux campagnes de vaccination et à la concentration des efforts dans les pays où certaines zones sont difficiles à atteindre. Au cours de cette période, les décès dus à la rougeole ont diminué de façon spectaculaire (74 %), l'Afrique subsaharienne enregistrant la plus grosse réduction. Au niveau mondial, le nombre de décès dus à la rougeole était estimé à 197 000 en 2007, contre 750 000 en 2000.

De tels progrès seraient dus à l'amélioration de la couverture vaccinale de routine combinée à la possibilité d'obtenir une deuxième dose de vaccin. De telles opportunités sont vitales pour les enfants qui n'auraient pas bénéficié de la première série de vaccinations anti-rougeoleuses. Elles sont aussi importantes pour assurer une protection universelle au sein des communautés. Les vaccinations « de la deuxième chance » ont touché un total de 576 millions d'enfants depuis 2000 et ont eu lieu dans 46 des 47 pays considérés à haut risque pour la maladie.

Ces efforts doivent continuer, voire être renforcés là où c'est nécessaire, pour que les progrès se poursuivent. À moins d'un dollar par enfant, le vaccin contre la rougeole est l'une des initiatives sanitaires ayant l'un des meilleurs rapports coût-efficacité à l'heure actuelle. Les campagnes de vaccination contre la rougeole ont comme bénéfice supplémentaire de permettre d'offrir d'autres services sanitaires en même temps, comme la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide ou de comprimés de déparasitage.

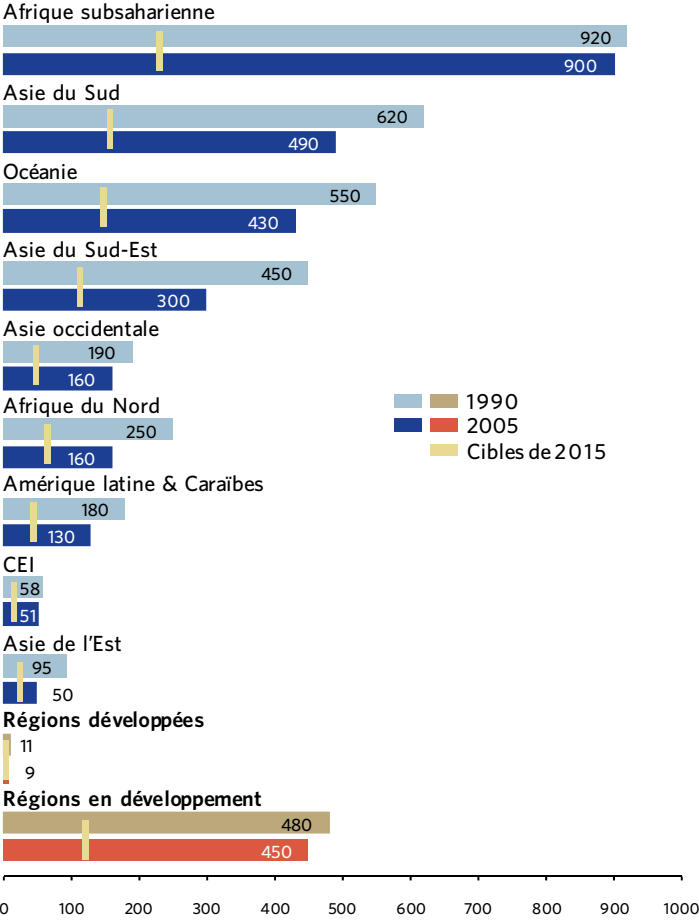
Objectif 5 Améliorer la santé maternelle



CIBLE
Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

Accoucher en toute sécurité est largement un privilège de riche

Décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, 1990 et 2005



Chaque année, 536 000 femmes et filles meurent suite à des complications durant la grossesse, l'accouchement ou les six semaines suivant celui-ci. Pratiquement tous ces décès (99 pour cent) ont lieu dans les pays en développement. La mortalité maternelle fait partie des indicateurs de santé qui révèlent le plus large fossé entre riches et pauvres, tant entre différents pays qu'au sein d'un même pays. Les régions développées recensent neuf décès maternels pour 100 000 naissances vivantes contre 450 dans les régions en développement, où 14 pays ont un taux de mortalité maternelle d'au moins 1000 pour 100 000 naissances vivantes. La moitié des décès maternels (265 000) a lieu en Afrique subsaharienne et encore un tiers en Asie du Sud (187 000). À elles deux, ces deux régions comptent pour 85 pour cent de tous les décès maternels.

La mortalité maternelle est particulièrement difficile à mesurer. Les sous-déclarations ou fausses déclarations sont monnaie courante et les estimations ont de larges intervalles d'incertitude. Les sources de données actuelles ont des fiabilités variables, et le suivi des progrès dépendra, à moyen ou long terme, de l'amélioration des systèmes de surveillance et d'enregistrement. À l'heure actuelle, la tendance des données suggère que peu de progrès ont été faits dans l'ensemble du monde en développement - 480 décès maternels pour 100 000 naissances en 1990 et 450 en 2005 - et ce léger déclin ne reflète de progrès que dans certaines régions. L'Asie de l'Est, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est montrent une diminution de 30 pour cent ou plus de 1990 à 2005. L'Asie du Sud rapporte un déclin de plus de 20 pour cent au cours de la même période, mais le nombre élevé de décès dans la région reste intolérable. Il y a eu très peu de progrès en Afrique subsaharienne et c'est là que les femmes courent encore le plus grand risque de mourir au cours de leur grossesse ou en couches.

Les complications obstétriques - notamment les hémorragies post-partum, les infections, l'éclampsie, ou un travail d'accouchement prolongé ou dystocique, de même que les suites d'un avortement pratiqué dans des conditions risquées - expliquent la majorité des décès maternels. L'anémie, exacerbée par le paludisme, le VIH et autres conditions, accroît les risques de décès maternel suite à des hémorragies. En Afrique subsaharienne, celles-ci sont responsables à elles seules de 34 pour cent de ces décès. Et pourtant de telles conditions sont évitables ou peuvent être traitées à condition de disposer de services de santé génésique de bonne qualité, de soins prénatals, de la présence de personnel qualifié pour assister à la naissance et d'un accès aux soins obstétriques d'urgence.

Depuis 1995, toutes les régions du monde en développement ont fait des progrès en ce qui concerne les accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (médecins, infirmières ou sages-femmes). Dans l'ensemble, les naissances en présence d'un personnel compétent dans les régions en développement sont passées de 53 pour cent en 1990 à 61 pour cent en 2007. Pourtant, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus de la moitié des accouchements ont encore lieu sans l'aide de personnel qualifié.

L'accès rapide à des traitements obstétriques d'urgence est vital pour que des soins plus pointus puissent être prodigués à temps en cas de complications potentiellement mortelles. Il n'y a pas de

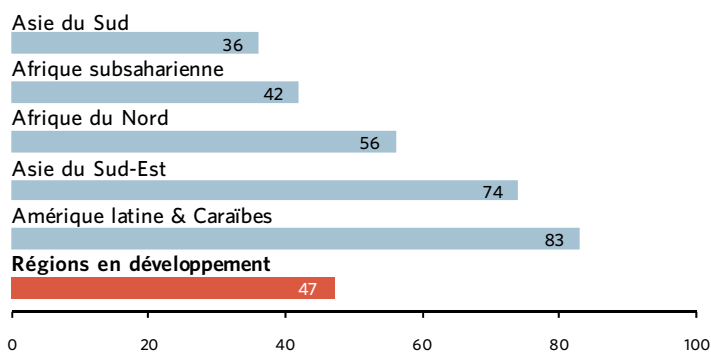
données mondiales sur la disponibilité et l'accès à ce type de soins, mais on peut utiliser le pourcentage de césariennes comme indicateur indirect. En Afrique subsaharienne, seulement 3 pour cent des accouchements se font par césarienne.

CIBLE

Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015

Dans les pays en développement, moins de la moitié des femmes enceintes bénéficient de soins prénatals adéquats

Proportion de femmes (15-49 ans) examinées par du personnel de santé qualifié au moins quatre fois au cours de leur grossesse, 2003-2008 (Pourcentage)



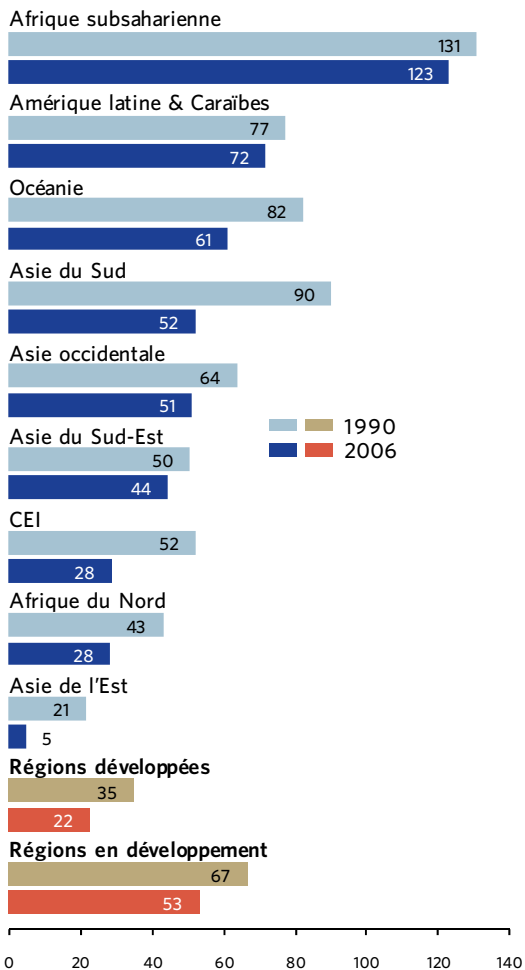
Note : Pas de données disponibles pour la CEI, l'Asie de l'Est, l'Asie occidentale et l'Océanie.

Les problèmes de santé des femmes enceintes peuvent souvent être évités, décelés ou traités lors de visites prénatales chez des professionnels de la santé qualifiés. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommandent un minimum de quatre visites avant la naissance. Cela permet à ces femmes de recevoir des services importants, comme la vaccination anti-tétanos, et le dépistage et le traitement d'infections, ainsi que des informations vitales sur certains signes avant-coureurs au cours de leur grossesse.

Depuis les années 1990, le pourcentage de femmes enceintes ayant effectué au moins une visite prénatale a augmenté dans le monde en développement (il est passé de 64 à 79 pour cent). Mais la proportion de femmes qui effectuent les quatre visites recommandées par l'UNICEF et l'OMS est considérablement moins élevée. Elle reste en dessous de 50 pour cent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où on enregistre la majorité des décès maternels. Ces chiffres ont peu changé au cours des dernières décennies, ce qui indique que la santé maternelle et la fourniture de services de santé génésique n'ont guère progressé dans ces régions.

Les risques sont élevés tant pour la trop jeune mère que pour son enfant

Nombre de naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans, 1990 et 2006



Le risque de mourir ou de souffrir de complications au cours de la grossesse ou pendant l'accouchement est plus élevé chez les jeunes adolescentes que chez les femmes adultes. En outre, les enfants de ces jeunes mères courent un risque plus élevé de morbidité et de mortalité. Les filles qui donnent naissance avant l'âge de 15 ans ont cinq fois plus de chances de mourir en couches que les femmes d'une vingtaine d'années. Les grossesses précoces sont l'une des causes des décès maternels annuels parmi les filles de 15 à 19 ans, estimés à 70000. Au cours de la première année de vie, le risque de décès est plus élevé de 60 pour cent chez un nourrisson dont la mère a moins de 18 ans que si celle-ci a 18 ans ou plus.

Le taux de natalité parmi les adolescentes représente le nombre de naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Ce groupe d'âge comprend non seulement les jeunes adolescentes mais aussi les femmes de 18 ans et plus, dont les risques de morbidité et de mortalité sont moins élevés au cours de la grossesse et de l'accouchement. Or, lorsque le taux de natalité parmi les adolescentes est élevé, cela indique en général un grand nombre de grossesses précoces, parfois hors mariage. Ces grossesses se déroulent souvent dans des circonstances qui nuisent non seulement à la santé de la mère mais aussi à ses perspectives en matière d'éducation et d'opportunités économiques et sociales.

C'est en Afrique subsaharienne que le taux de natalité parmi les adolescentes est le plus élevé, et il n'a que peu diminué depuis 1990. La fécondité est élevée à tous âges dans cette région, et les grossesses précoces sont fréquentes, en particulier parce qu'on marie les filles très jeunes dans beaucoup de pays. Le taux de natalité parmi les adolescentes reste aussi élevé en Amérique latine et aux Caraïbes, où il s'agit souvent de grossesses hors mariage.

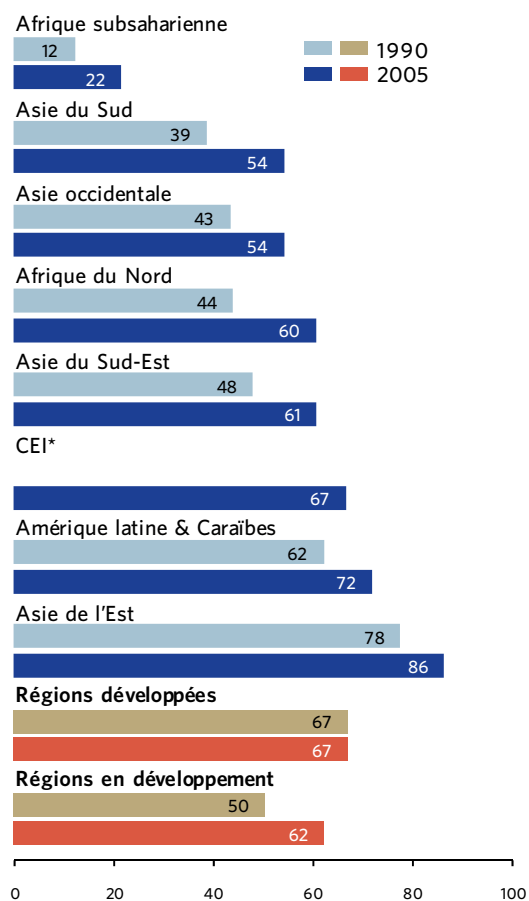
Le mariage précoce, qui implique souvent une union entre une jeune femme et un homme beaucoup plus âgé, contribue au nombre élevé de grossesses chez les adolescentes. Selon les dernières estimations, qui s'appuient sur des enquêtes effectuées pendant la période 1998-2007, 49 pour cent des femmes de 20 à 24 ans s'étaient mariées avant 18 ans en



Asie du Sud. Dans les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, 44 pour cent des femmes de ce groupe d'âge s'étaient mariées avant 18 ans. Au Bangladesh, en République centrafricaine, au Tchad, en Guinée, au Mali, au Mozambique et au Niger, plus de la moitié des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans et plus d'un tiers sont déjà mères à cet âge.

L'accès à la contraception est en hausse, mais les besoins non satisfaits restent importants, surtout dans les pays à fécondité très élevée

Proportion de femmes mariées ou en union, âgées de 15 à 49 ans, utilisant une méthode contraceptive quelconque, 1990 et 2005 (Pourcentage)



* Pas de données pour 1990.

Le recours à la contraception, accompagné généralement d'une réduction de la fécondité, a augmenté dans toutes les régions en développement. Dans presque toutes les régions, bien plus de la moitié des femmes mariées ou vivant en union utilisaient une méthode contraceptive en 2005. La principale exception reste l'Afrique subsaharienne, où même si la

prévalence de la contraception a quasi doublé entre 1990 et 2005, elle n'était que de 22 pour cent en 2005.

En dépit d'une augmentation des pratiques contraceptives dans toutes les régions, les besoins non satisfaits en matière de planification familiale – c'est-à-dire, la différence entre le désir des femmes de retarder ou éviter une grossesse et le recours effectif à la contraception – reste modérée à élevée presque partout. L'Afrique subsaharienne présente un cas particulier : dans cette région, un quart des femmes mariées ou en union rapportent des besoins non satisfaits en matière de planification familiale, un chiffre quasi inchangé depuis 1995. À l'exception de l'Asie de l'Est, le niveau de besoins non satisfaits était modérément élevé dans la plupart des autres régions en développement, même si la majorité d'entre elles avaient atteint un haut niveau de prévalence contraceptive en 2005.

Les besoins non satisfaits sont particulièrement élevés dans les pays les moins avancés, où le manque d'accès à des méthodes modernes de contraception est une cause majeure de la persistance d'une fécondité élevée. Alors que les besoins non satisfaits dans l'ensemble des régions en développement s'élèvent à 11 pour cent, ils atteignent 25 pour cent dans les pays les moins avancés. Seize des 17 pays les moins avancés ayant les niveaux les plus bas de recours à des contraceptifs modernes se trouvent en Afrique subsaharienne.

L'aide pour la planification familiale baisse malgré les rares avancées en santé maternelle

Changement, en pourcentage, de l'aide des donateurs pour les programmes de planification familiale par femme âgée de 15 à 49 ans, 1996 à 2006



L'absence de fonds est criante pour les programmes destinés à atteindre l'OMD 5, objectif qui a pourtant le moins progressé à ce jour. Pour ne citer qu'un seul exemple, le renforcement et l'extension des programmes de planification familiale peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration de la santé maternelle et infantile, mais cela demande des fonds suffisants et un accès adéquat aux fournitures nécessaires. Pourtant, depuis le milieu des années 1990, la plupart des pays en développement ont connu une réduction importante du financement par femme apporté par les donateurs aux programmes de planification familial.

Les perspectives d'accoucher dans de bonnes conditions s'améliorent dans la plupart des camps de réfugiés étudiés, mais restent mauvaises dans d'autres

D'après le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, les réfugiées et autres personnes touchées par des crises humanitaires rencontrent de nombreuses difficultés quand elles veulent avoir accès à des services de santé génésique. La disparition des réseaux familiaux signifie souvent que les jeunes réfugiés, hommes et femmes, n'ont plus accès aux sources traditionnelles d'information, d'aide et de protection. La perte de leurs revenus réduit les possibilités de faire des choix en toute liberté. Et les femmes n'ont pas toujours le pouvoir de décider quand et où consulter des services de santé génésique ou tout simplement de consacrer les revenus du ménage à des dépenses de santé. En outre, les réfugiées se retrouvent parfois seules responsables du bien-être de leur famille, ce qui représente un fardeau physique et affectif qui n'est pas compensé de façon adéquate par des services adéquats.

Les données recueillies dans 16 pays montrent qu'en 2007 et 2008, il y a eu des améliorations en ce qui concerne les accouchements assistés par du personnel qualifié dans 60 des 91 camps de réfugiés étudiés. Cependant, le taux reste en dessous de 20 pour cent dans certains camps, comme au Bangladesh, au Tchad et en Zambie. Il faut redoubler d'efforts dans ces endroits, si nous voulons tenir nos promesses envers les femmes et leurs enfants.







Objectif 6

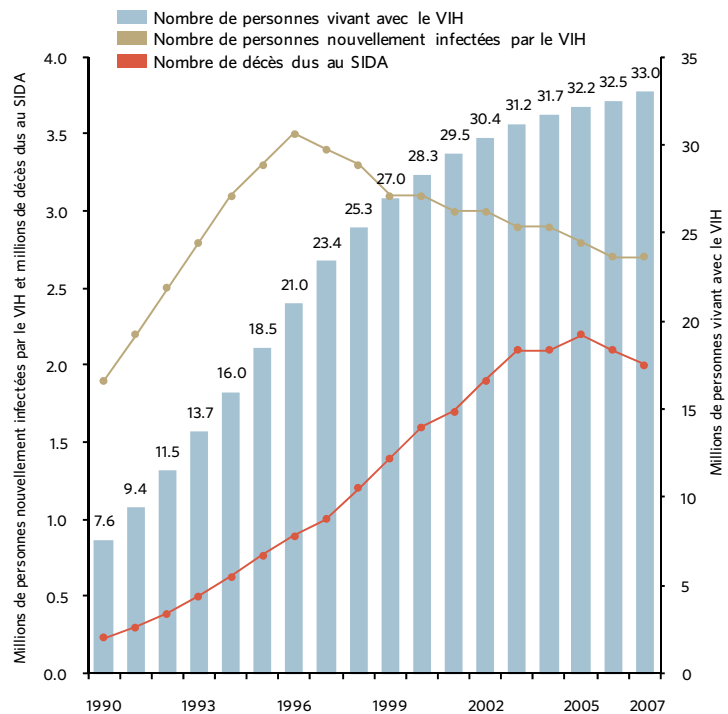
Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

CIBLE

D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle

Les nouvelles infections à VIH et les décès dus au sida se sont stabilisés, mais 33 millions de personnes vivent encore avec le virus

Personnes vivant avec le VIH, nouvellement infectées par le VIH et décès dus au sida dans le monde (millions), 1990-2007

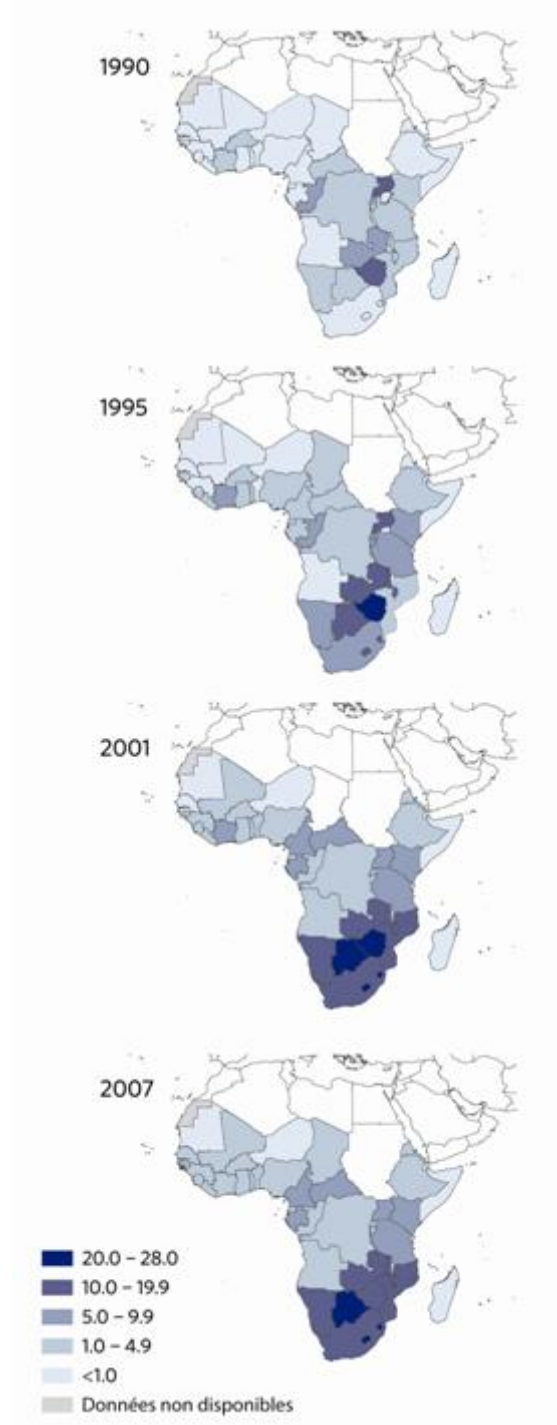


Le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH a culminé en 1996, puis a décliné pour atteindre 2,7 millions en 2007. Ces tendances positives sont dues en majeure partie à une baisse du nombre annuel de nouvelles infections dans certains pays en Asie, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Entre-temps, les taux d'infection continuent de grimper dans d'autres parties du monde, en particulier en Europe de l'Est et en Asie centrale. Dans ces régions, la prévalence du VIH a presque doublé depuis 2001, date de la signature de la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/sida, et le nombre de personnes vivant avec le VIH est passé de 630 000 à 1,6 million.

Les décès dus au sida semblent avoir atteint un pic de 2,2 millions en 2005, puis ils ont diminué jusqu'à 2 millions en 2007. C'est dû en partie à un accès accru aux antirétroviraux dans les pays plus pauvres. En dépit d'une baisse des nouvelles infections, le nombre de personnes vivant avec le VIH continue de croître dans le monde, surtout parce que les personnes contaminées par le virus survivent plus longtemps. En 2007, on estimait que 33 millions de personnes vivaient avec le VIH.

Deux tiers des personnes vivant avec le VIH se trouvent en Afrique subsaharienne et la plupart sont des femmes

Proportion de la population vivant avec le VIH, 1990, 1995, 2001 et 2007 (Pourcentage)



En 2007, l'Afrique australe comptabilisait plus d'un tiers des nouvelles infections à VIH et 38 pour cent des décès dus au sida. L'ensemble de l'Afrique subsaharienne abrite 67 pour cent des personnes vivant avec le VIH.

Les femmes représentent près de la moitié des personnes vivant avec le VIH dans le monde et près de 60 pour cent des individus infectés en Afrique subsaharienne. Au niveau mondial, les inégalités entre les sexes continuent d'expliquer certaines prises de décision et comportements à risque chez les femmes, leur vulnérabilité au VIH échappant souvent à leur contrôle personnel.

Les connaissances concernant le VIH restent à un niveau inacceptable

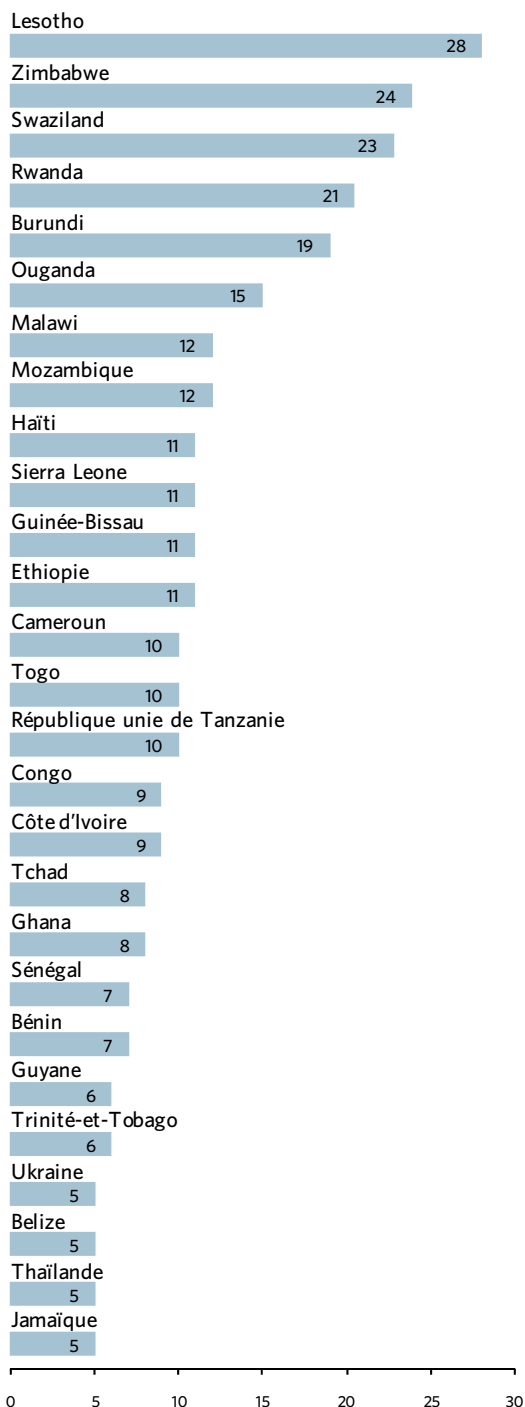
Les connaissances sur le VIH et les moyens d'éviter l'infection s'améliorent lentement parmi les jeunes. Mais elles restent insuffisantes dans la plupart des pays et bien en dessous de l'objectif fixé par la Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, à savoir des connaissances complètes pour 95 pour cent d'entre eux d'ici 2010. En moyenne, seulement 31 pour cent des jeunes gens et 19 pour cent des jeunes femmes (15-24 ans) des pays en développement ont une compréhension précise et approfondie du VIH.

Le secteur de l'éducation a un rôle crucial à jouer dans la prévention du VIH. Donner aux élèves en âge d'école primaire et secondaire ainsi qu'aux adolescents des informations spécifiques, sensibles à la dimension de genre et adaptées à leur âge sur la prévention du VIH est aussi essentiel que de leur enseigner des compétences leur permettant de résoudre des problèmes, de négocier et de prendre des décisions, afin qu'ils puissent mettre ces connaissances en pratique. Il est attesté qu'une éducation sexuelle complète, fournie par les écoles, peut modifier efficacement les attitudes et pratiques qui conduisent à des comportements à risque.

Parmi les comportements qui exposent les jeunes femmes à des risques plus grands d'infection au VIH, citons des débuts sexuels précoces, des rapports sexuels non protégés (en particulier avec des partenaires multiples et simultanés), des rapports sexuels avec un partenaire beaucoup plus âgé, qui risque d'avoir été exposé au VIH, les transactions sexuelles et la violence à l'égard des femmes et des filles. Les jeunes femmes sont aussi plus vulnérables quand elles n'ont pas les connaissances et aptitudes nécessaires pour se protéger et n'ont qu'un accès limité aux services de santé sexuelle et génésique, dont la prévention du VIH. Les normes, pratiques, croyances et lois culturelles et sociales peuvent aussi aggraver l'impuissance relative des jeunes femmes et leur susceptibilité à une infection à VIH.

Les souffrances des enfants affectés par le sida inspirent de nouvelles approches destinées aux enfants, à leurs familles et communautés

Enfants de moins de 18 ans qui ont perdu au moins un parent, dans des pays où la prévalence du VIH est supérieure à 1 pour cent, 2003-2007 (Pourcentage)



En 2007, on estimait à 15 millions le nombre d'enfants qui, dans le monde, avaient perdu au moins un de leurs parents à cause du sida. Près de 12 millions d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne. Des millions d'autres se sont retrouvés orphelins pour d'autres raisons. Au Burundi et au Rwanda, par exemple, les enfants se retrouvent plus souvent orphelins à cause des conflits armés que de l'épidémie de VIH. Jusqu'à 2007, quelque 47,5 millions d'enfants d'Afrique subsaharienne avaient perdu au moins un de leurs parents à cause du sida ou d'autres causes.

Les ripostes aux difficultés que rencontrent ces enfants se multiplient depuis les années 1990. À la fin 2007, 32 pays – dont 29 en Afrique subsaharienne – avaient élaboré des plans d'action nationaux destinés spécifiquement aux enfants rendus orphelins par le sida et autres enfants vulnérables. Dix autres pays – dont neuf en Afrique subsaharienne – étaient en train de rédiger de tels plans. Beaucoup de pays intègrent des politiques d'orientation pour enfants affectés par le sida dans leurs plans nationaux de développement, leurs plans d'action en faveur des enfants ou les politiques de ministères comme la Santé ou l'Éducation.

Selon des enquêtes menées dans 36 pays, d'autres facteurs – à part le sida et la perte des parents – ont aussi un impact énorme sur le bien-être des enfants et des familles. Citons par exemple la richesse relative du ménage, la relation que l'enfant entretient avec la personne qui s'occupe de lui, et le niveau d'éducation des adultes dans le ménage, en particulier la femme qui s'occupe des enfants. Dans les zones où la pauvreté est endémique et la prévalence du VIH élevée, les sources de vulnérabilité ont tendance à s'additionner. Beaucoup d'enfants affectés par le sida se retrouvent dans des ménages pauvres avec un niveau d'éducation peu élevé. C'est pourquoi, aider tous les enfants vulnérables représente une stratégie intelligente et peu coûteuse pour toucher ceux qui sont affectés par le VIH et le sida. Réserver un traitement particulier aux enfants qui ont perdu leur père ou leur mère à cause de cette maladie est non seulement stigmatisant, mais aussi quasiment irréalisable. L'approche actuelle consiste à promouvoir et favoriser des programmes « sensibles au sida »



plutôt que « réservés au sida ». Ainsi, les programmes et ressources destinés aux enfants affectés par le VIH et le sida devraient s'efforcer de toucher les communautés et les familles et de renforcer et consolider les systèmes qui s'occupent du bien-être de l'enfant en général.

Dans les communautés largement touchées par le VIH, les programmes de transfert monétaire ont prouvé leur efficacité. Ils permettent aux enfants d'être nourris, logés et scolarisés, et réduisent les soucis financiers des ménages affectés par le sida, où ce sont les enfants (et souvent les filles) ou les grands-mères qui doivent s'occuper des parents malades. Cependant, la crise économique mondiale pourrait faire disparaître cette forme simple mais efficace de protection. Afin que les transferts monétaires puissent avoir la portée et l'impact nécessaires, y compris pour les enfants affectés par le sida, la menace économique actuelle doit être prise en compte par les structures d'assistance sociale locales, nationales et mondiales.

CIBLE

D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida

Grâce à un accès plus large aux traitements, les décès dus au sida ont enfin diminué

En cinq ans à peine, la couverture des traitements antirétroviraux dans les pays plus pauvres a été multipliée par dix, entraînant la première baisse du nombre de décès dus au sida depuis que l'épidémie a été identifiée au début des années 1980. En décembre 2007, 3 millions de personnes avaient accès aux antirétroviraux dans les pays en développement ; cela représente une augmentation de 47 pour cent depuis décembre 2006. On estime à 200 000 le nombre d'enfants qui recevaient un traitement en 2007, contre 75 000 en 2005.

Cependant, pour toute personne ayant commencé un traitement antirétroviral en 2007, il y en a trois qui ont été infectées par le VIH. Et 69 pour cent de ceux qui avaient besoin d'un traitement n'avaient pas accès aux médicaments requis.

Au niveau mondial, les femmes ont autant, sinon plus, accès aux antirétroviraux que les hommes. En 2007,

environ 33 pour cent des femmes enceintes séropositives au VIH ont bénéficié d'un traitement antirétroviral pour prévenir la transmission du virus à leur bébé. Cela veut dire que sur les quelque 1,5 million de femmes enceintes ayant eu besoin de ces médicaments l'an dernier, 419 000 en ont reçu, ce qui constitue une augmentation notable par rapport aux dix pour cent de femmes enceintes séropositives traitées en 2004. C'est surtout en Afrique subsaharienne que la couverture s'est accrue. Or, seulement 12 pour cent des femmes enceintes de la région qui ont été identifiées comme séropositives lors de visites prénatales ont été évaluées pour déterminer leur éligibilité pour un traitement antirétroviral.

CIBLE

D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle

Près d'un million de personnes – dont une majorité d'enfants d'Afrique subsaharienne – meurent encore chaque année du paludisme

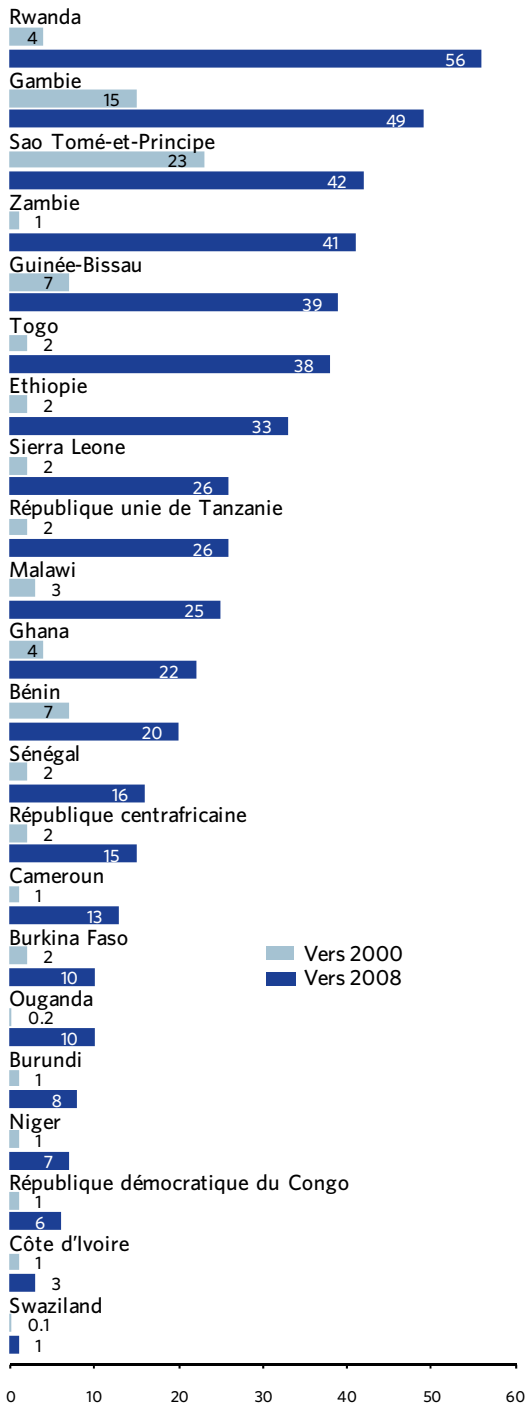
D'après l'OMS, le paludisme a tué près d'un million de personnes en 2006 ; 95 pour cent vivaient en Afrique subsaharienne, dont une vaste majorité d'enfants de moins de cinq ans. De 190 à 330 millions d'épisodes de paludisme ont eu lieu en 2006, dont 88 pour cent en Afrique subsaharienne, 6 pour cent en Asie du Sud et 3 pour cent en Asie du Sud-Est.

Le risque de mourir du paludisme est considérablement plus élevé en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde pour plusieurs raisons : la transmission de la maladie y est plus intense, la forme la plus létale du parasite (*Plasmodium falciparum*) y est plus abondante et la région tend à avoir des systèmes de santé moins solides. Le paludisme est une maladie de la pauvreté, les cas et les décès étant concentrés de façon disproportionnée dans les pays les moins avancés.

Il n'empêche que de grands progrès ont été faits dans la lutte contre le paludisme au cours des dernières années, en grande partie grâce à un financement accru et une attention plus grande portée au contrôle de la maladie. Des objectifs nouveaux et ambitieux, fixés en 2008 dans le Plan d'action mondial « Faire reculer le paludisme » poussent les pays à mettre en place des plans audacieux pour arriver à une couverture universelle des interventions clés d'ici 2010. En même temps, les fonds internationaux destinés aux initiatives visant au contrôle de la maladie ont augmenté de façon significative. Selon les estimations de « Faire reculer le paludisme », le financement international du contrôle du paludisme est passé de 250 millions de dollars en 2004 à 700 millions en 2007, et il devrait atteindre 1,1 milliard en 2008. En septembre 2008, lors de la Réunion de haut niveau sur les OMD, les dirigeants du monde ont à nouveau promis des milliards de dollars de plus pour les initiatives de contrôle du paludisme.

L'utilisation de moustiquaires pour protéger les enfants du paludisme a augmenté de façon spectaculaire en Afrique subsaharienne

Proportion d'enfants de moins de cinq ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide, pays sélectionnés, vers 2000 et vers 2008 (Pourcentage)

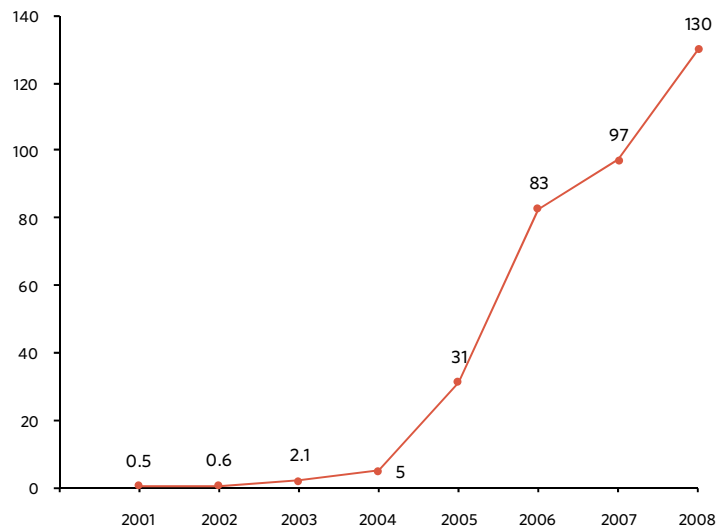


La communauté internationale a accéléré les initiatives centrées sur des interventions cruciales, en particulier les moustiquaires imprégnées d'insecticide, tout en s'efforçant de réduire les blocages au niveau de la production, de l'achat et de la distribution. Les pays ont rapidement adopté des stratégies plus payantes, qui auraient été hors de leur portée si le financement n'avait pas suivi. Citons parmi ces stratégies l'utilisation de traitements plus efficaces – bien que plus coûteux – et un recours plus fréquent à des tests de diagnostic pour mieux cibler les traitements.

Dans l'Afrique subsaharienne, l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide chez les enfants est passée de 2 pour cent en 2000 à 20 pour cent en 2006. Bien plus, dans 19 des 22 pays d'Afrique subsaharienne où des données sont disponibles, elle a au moins triplé pendant cette période et elle a quintuplé dans 17 d'entre eux.

La mise à échelle des interventions pour endiguer le paludisme a commencé à porter ses fruits

Nombre de doses de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine achetées dans le monde, 2001-2008 (Millions)



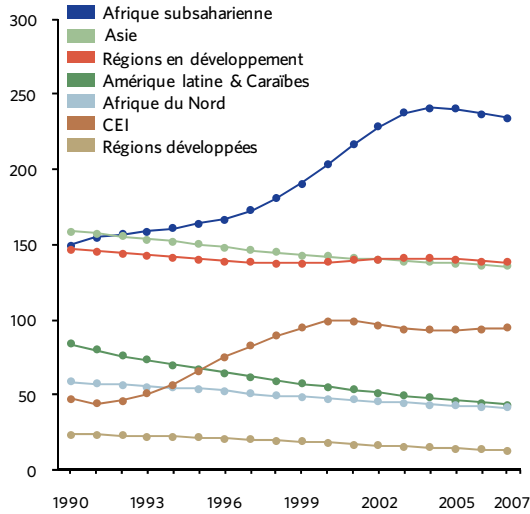
Les achats de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine ont sérieusement augmenté depuis 2004, mais beaucoup d'enfants africains reçoivent encore des médicaments moins efficaces. La plupart des pays n'ont que peu ou pas augmenté la distribution de telles thérapies depuis 2000. Cela reflète les tendances dans le traitement d'autres maladies infantiles comme les maladies diarrhéiques et la pneumonie et montre aussi qu'il est urgent de renforcer la gestion thérapeutique intégrée et communautaire des principales maladies infantiles.

Les efforts entrepris récemment pour amplifier les programmes commencent à porter leurs fruits. Les pays qui ont atteint une couverture élevée en ce qui concerne au moins deux interventions contre le paludisme (l'Érythrée, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Zanzibar) ont constaté une diminution de plus de 50 pour cent des cas de paludisme aigu et de décès dans les centres sanitaires. On s'attend à des progrès encore plus grands au cours des prochaines années.



L'incidence de la tuberculose marque le pas, mais le nombre de nouveaux cas continue d'augmenter

Nombre de nouveaux cas de tuberculose par population de 100 000 (à l'exclusion des personnes séropositives au VIH), 1990-2007

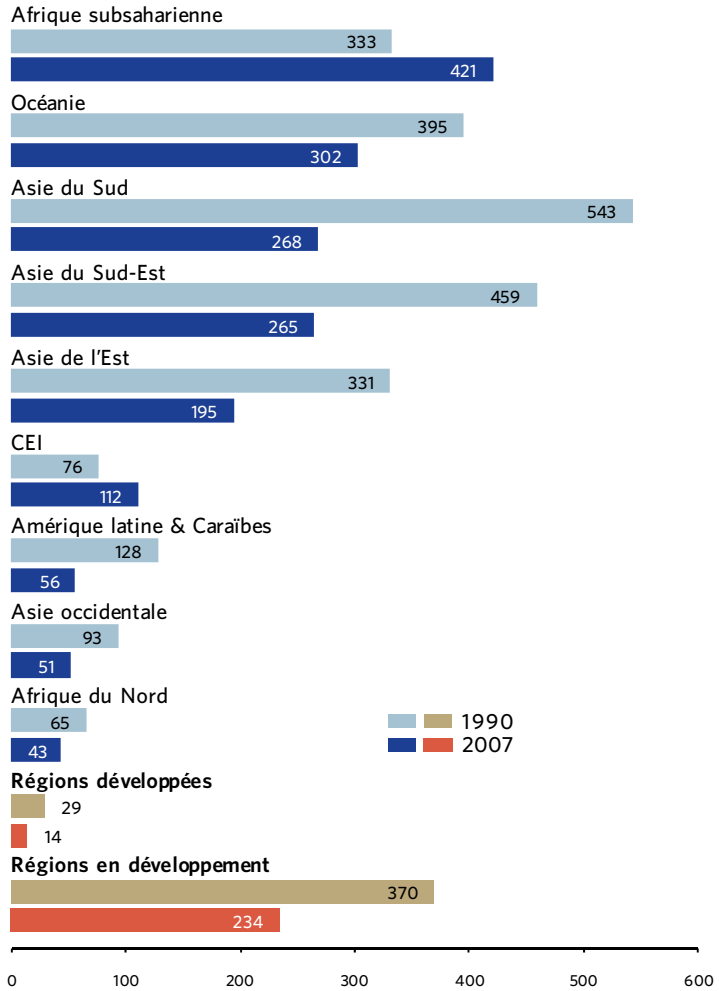


L'incidence mondiale de la tuberculose – à savoir, le nombre de nouveaux cas par 100 000 personnes – semble avoir atteint un pic en 2004, et actuellement elle est en train de marquer le pas. Même si les taux d'incidence diminuent dans toutes les régions, les progrès n'ont pas été assez rapides par rapport à la croissance de la population. Par conséquent, le nombre absolu de nouvelles infections continue d'augmenter.

Au niveau mondial, on estime qu'il y a eu 9,3 millions de nouveaux cas de tuberculose en 2007, contre 9,2 millions en 2006 et 8,3 millions en 2000. En 2007, la plupart des cas ont été recensés en Asie (55 pour cent), et en Afrique (31 pour cent). Sur les 9,3 millions de cas de tuberculose qui se sont déclarés en 2007, environ 1,4 million (15 pour cent) concernaient des personnes séropositives au VIH, dont la majorité (79 pour cent) en Afrique. Le ratio hommes/femmes de nouveaux cas à frottis positif rapportés à l'OMS en 2007 était 1,8, ce qui veut dire que l'infection touche les hommes près de deux fois plus que les femmes. On en comprend mal les raisons. Une des explications possibles, c'est que dans certains groupes d'âge, les différences biologiques entre hommes et femmes ont un effet sur les risques d'infection ou de progression jusqu'au stade actif de la maladie. Une autre serait que les hommes et les femmes ayant des rôles sociaux différents, cela affecte leur risque d'exposition à la tuberculose et l'accès aux soins.

La prévalence de la tuberculose et les taux de mortalité diminuent, mais pas assez rapidement pour atteindre les objectifs mondiaux

Nombre de cas de tuberculose par population de 100 000 (à l'exclusion des personnes séropositives), 1990 et 2007



La prévalence de la tuberculose, à savoir le nombre de cas par 100 000 personnes, a également diminué dans le monde. Cependant, il y a peu de chance qu'on atteigne les cibles établies par le Partenariat « Halte à la tuberculose », visant à une diminution de moitié de la prévalence et des taux de décès de 1990 d'ici 2015. Ceci est dû en grande partie au fait que la prévalence continue d'augmenter en Afrique subsaharienne et à une brusque augmentation des taux de prévalence dans la CEI au cours des années 1990. Dans cette région, la prévalence n'est toujours pas revenue à son niveau de 1990 et n'a guère de chances d'arriver à la moitié de celui-ci d'ici 2015.

En 2007, 13,7 millions de cas de tuberculose ont été recensés dans le monde. Il n'y a donc eu qu'une légère diminution par rapport à 2006, avec ses 13,9 millions de cas recensés et ses 1,3 million de décès.

Tout succès dans la mise en œuvre de la stratégie « Halte à la tuberculose » et la réalisation de ses objectifs dépendra de mesures à prendre sur plusieurs fronts. L'élément le plus important de cette stratégie, et celui qui est le plus largement mis en place, est une modalité de détection et de traitement connue sous le sigle anglais « DOTS ». Elle a permis un taux de détection de 63 pour cent en 2007 et un taux de

succès de 85 pour cent pour les traitements en 2006. Cependant, il est urgent de procéder à des améliorations dans les expériences en laboratoire sur les cultures et la sensibilité médicamenteuse et d'aider les nombreux pays qui continuent de rapporter des ruptures de stock des médicaments de première ligne. Le diagnostic et le traitement de la tuberculose poly-résistante et la mise en œuvre d'initiatives conjointes tuberculose-VIH sont également des éléments importants de la stratégie « Halte à la tuberculose ».



Objectif 7

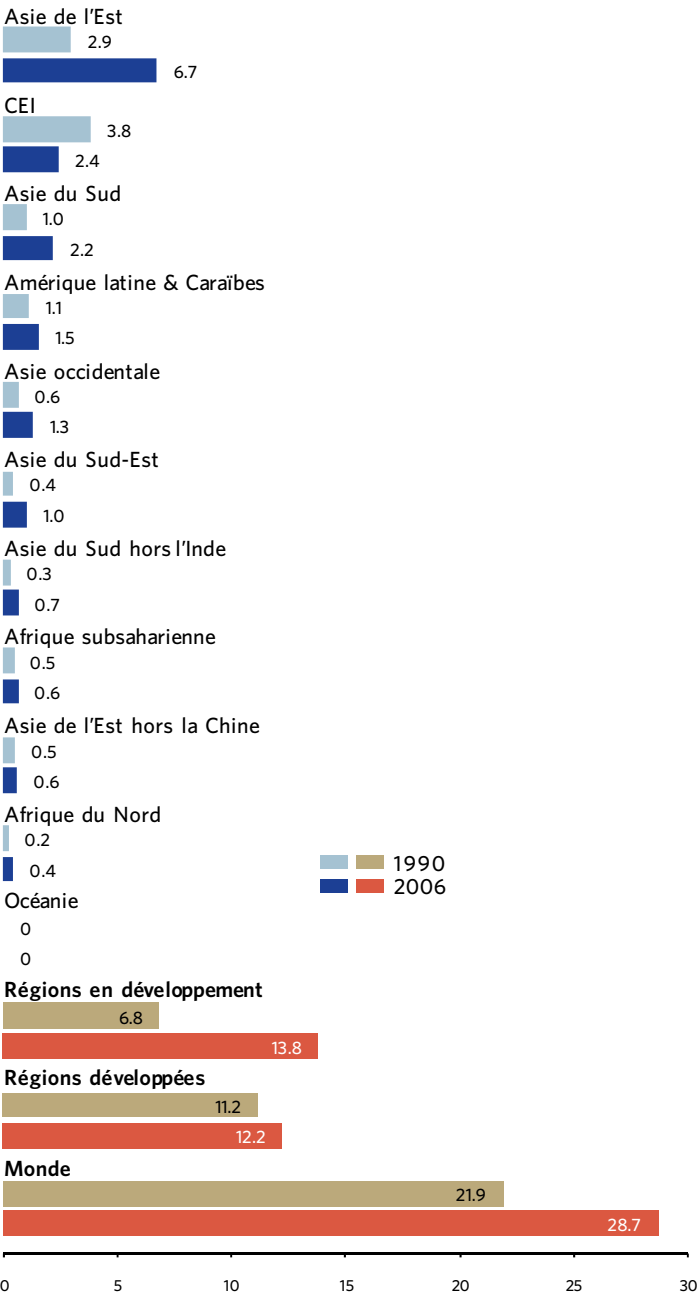
Assurer un environnement durable



CIBLE
Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales

L'augmentation continue d'émissions de gaz à effet de serre confère une urgence supplémentaire au problème du changement climatique

Émissions de dioxyde de carbone (CO2), 1990, 2000 et 2005 (Milliards de tonnes métriques)



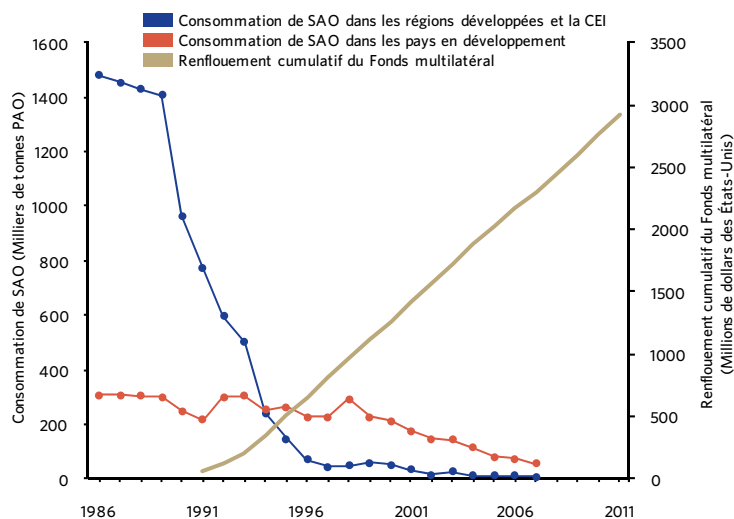
Les émissions de dioxyde de carbone contribuent à l'effet de serre, à savoir une hausse des températures mondiales qui commence à avoir une incidence sur la population, les plantes et les animaux de la planète. En 2006, les émissions de dioxyde de carbone ont poursuivi leur tendance à la hausse : elles ont atteint 29 milliards de tonnes métriques, soit une augmentation de 2,5 pour cent par rapport à l'année précédente. Les émissions de 2006 dépassaient de 31 pour cent le niveau de 1990.

Les émissions par habitant restent les plus fortes dans les pays développés -environ 12 tonnes métriques de CO₂ par personne et par an, contre environ 3 tonnes métriques dans les régions en développement et 0,8 tonnes métriques (soit la valeur régionale la plus basse) en Afrique subsaharienne. Les émissions par unité de production économique ont chuté de plus de 24 pour cent dans les régions développées et d'environ 8 pour cent dans les régions en développement.

La hausse continue des émissions mondiales vient confirmer le fait que la lutte contre le changement climatique doit rester une priorité pour la communauté mondiale. À cet égard, il est d'une importance extrême que la prochaine série de négociations de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue pour décembre 2009 à Copenhague, produise des avancées substantielles. Il sera tout aussi important de démontrer que le monde peut résoudre le problème des changements climatiques en dépit du ralentissement économique mondial et profiter des opportunités de « croissance verte ». La gestion de la crise économique peut et devrait être l'occasion de lutter de façon plus globale et plus efficace contre les changements climatiques.

Des partenariats solides et de bonnes politiques nationales permettent de faire des progrès extraordinaires pour protéger la couche d'ozone

Consommation de toutes les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO), 1986-2007 (Milliers de tonnes métriques ayant le potentiel d'appauvrir la couche d'ozone) et renflouement du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal (Millions de dollars EU)



De 1986 à 2007, les 195 nations qui sont actuellement parties au Protocole de Montréal sont arrivées à réduire de 97 pour cent leur consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) de la Terre. Ce succès extraordinaire constitue un magnifique exemple à la fois de l'intégration des principes du développement durable dans les cadres d'orientation nationaux (ODD 7) et des possibilités qu'offre le partenariat mondial pour le développement (ODD 8).

À ce jour, 177 parties au Protocole de Montréal ont mis en place des réglementations ou législations nationales assurant la protection de la couche d'ozone et une conformité durable au Protocole. Non seulement le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal finance ces activités cruciales, mais au cours des 19 dernières années, il a également appuyé le développement des capacités nationales et la mise en réseau de décideurs, agents des douanes et autres. Le Fonds a également favorisé le transfert de technologies essentielles qui ont permis aux pays en développement de passer à des technologies économes en énergie et à exporter leurs produits sur le marché mondial.

Les défis n'en sont pas moins là. Le plus important sera d'éliminer progressivement les hydrochlorofluorocarbones tout en évitant de recourir à des alternatives à haut potentiel de réchauffement climatique. Il y a d'autres problèmes aussi sérieux, comme la gestion des stocks actuels de SAO (et leur destruction) et empêcher qu'un trafic illégal apparaisse après l'élimination de substances clés. Enfin, il reste à trouver des alternatives viables tant d'un point de vue technique qu'économique pour les utilisations essentielles et cruciales qui bénéficient pour le moment d'exemptions des États parties au Protocole.

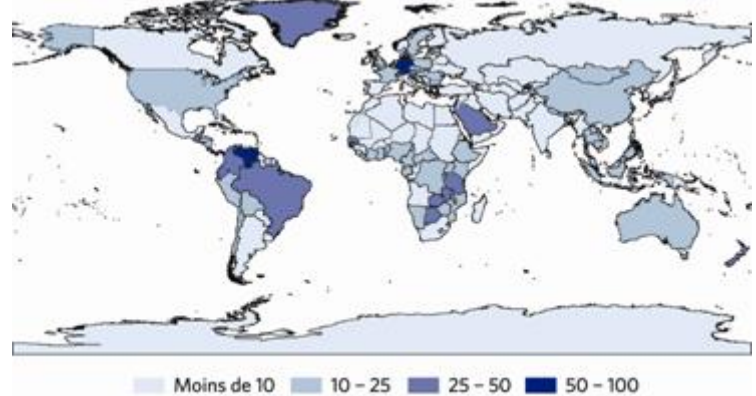


CIBLE

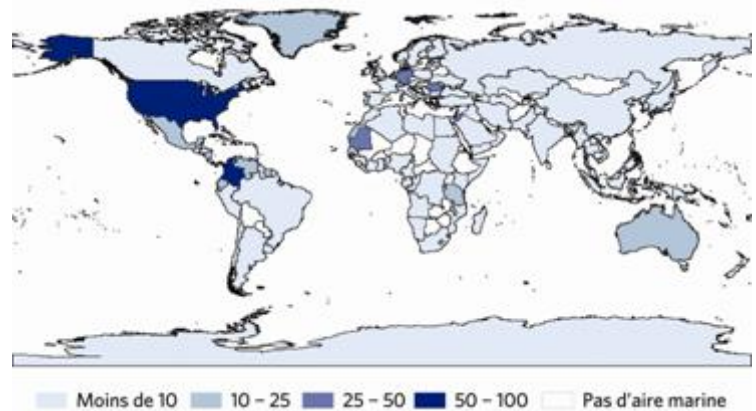
Réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte

Il faut faire beaucoup plus pour protéger les espèces et écosystèmes menacés

Proportion d'aires terrestres protégées, 2008 (Pourcentage)



Proportion d'aires marines protégées, 2008 (Pourcentage)



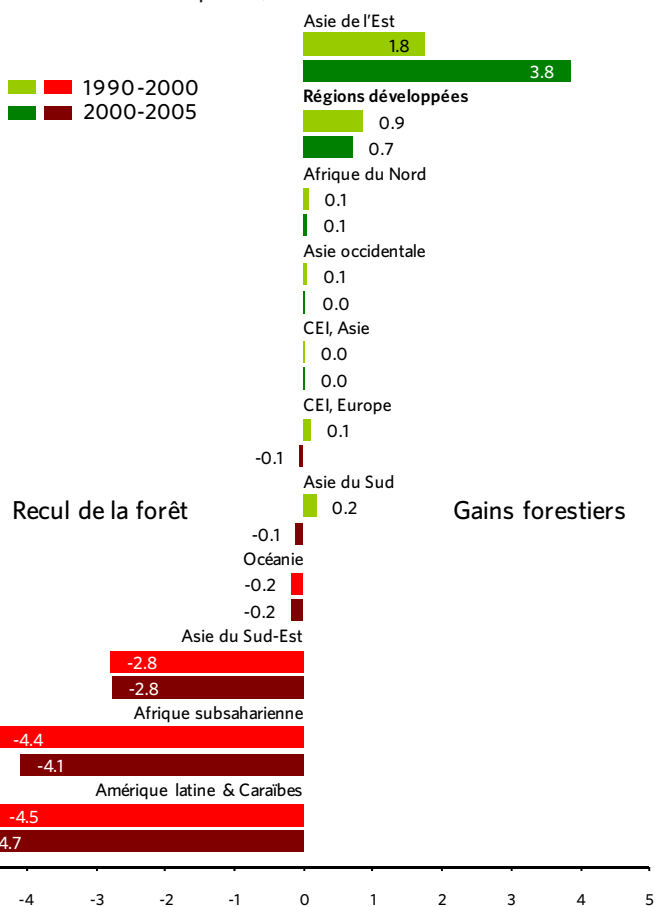
Les aires protégées sont au coeur des efforts déployés pour conserver les espèces et écosystèmes du globe ; elles représentent aussi un élément essentiel de l'atténuation des changements climatiques. Or, seulement 12 pour cent de la surface de la planète bénéficiaient d'une certaine forme de protection en 2008. Cela revient à 18 millions de kilomètres carrés de terres protégées et un peu plus de 3 millions de kilomètres carrés d'eaux territoriales protégées (aires marines sous juridiction nationales). Comme les eaux territoriales ne représentent qu'une fraction des océans, cela veut dire que moins d'un pour cent des eaux océaniques du monde sont protégées. En outre, même quand elles existent, les aires protégées sont parfois mal gérées et subissent les assauts continuels de la pollution et des changements climatiques, du tourisme irresponsable, du développement des infrastructures et d'une pression croissante sur les terres et les ressources en eau.

En dépit de pressions économiques ou autres, beaucoup de pays en développement arrivent à protéger de vastes étendues de terre et d'eau. En 2007, par exemple, la République démocratique du Congo a créé une des plus grandes réserves de forêt tropicale au monde. En Indonésie, sept nouvelles aires marines ont été récemment déclarées aires protégées. Elles couvrent un total de 9 000 kilomètres carrés et contiennent 45 pour cent des écosystèmes en hauts-fonds de la région. Malgré cela, le nombre d'espèces menacées d'extinction dans le monde s'est accru en 2008. D'après l'indice Liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature, les mammifères sont plus menacés que les oiseaux. Et ces deux groupes courent un plus grand risque d'extinction dans les pays en développement que dans les pays développés. Les mammifères sont particulièrement menacés en Asie du Sud-Est, à cause du déboisement et de la chasse, alors que les oiseaux le sont dans les îles d'Océanie, en grande partie à cause d'espèces envahissantes. D'autres classes d'organismes suivent probablement les mêmes tendances. Des investissements durables sont nécessaires pour arriver à préserver la biodiversité, tant dans les zones protégées qu'en dehors de celles-ci.



Réduire la déforestation pourrait jouer un rôle important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Changements nets annuels des zones forestières, 1990-2000 et 2000-2005 (Millions d'hectares par an)

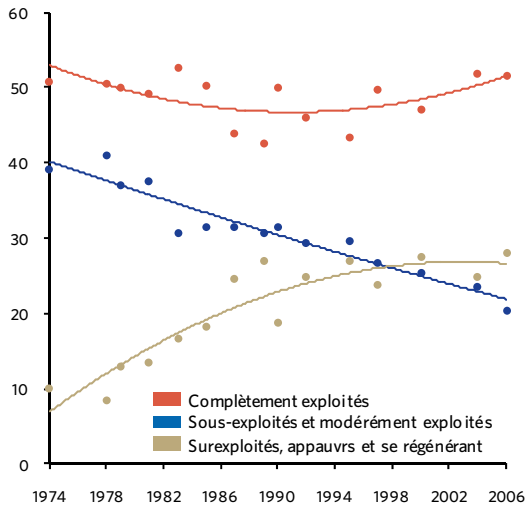


La déforestation se poursuit à un rythme alarmant : 13 millions d'hectares par an (quasi l'équivalent de la surface terrestre du Bangladesh). Ces pertes sont compensées en partie par le reboisement, la restauration des sites et l'expansion naturelle des forêts, qui ont réduit de façon significative la perte nette d'aires forestières. Au niveau mondial, celle-ci est estimée à 7,3 millions d'hectares par an pour la période 2000-2005, contre 8,9 millions d'hectares par an entre 1990 et 2000. Les régions Afrique subsaharienne et Amérique latine & Caraïbes continuent de comptabiliser les plus grosses pertes nettes de forêts.

Réduire la déforestation et la dégradation des forêts permet d'atténuer les changements climatiques. Les arbres et les plantes absorbent et stockent le carbone, abaissant ainsi les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Mais lorsque des arbres sont abattus et brûlés, ils le relâchent dans les airs. La foresterie a produit 17,4 pour cent du total des émissions de gaz à effet de serre anthropogéniques en 2004 (en termes d'équivalents CO₂), en majeure partie à cause de l'intense déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement.

Le réchauffement climatique continue de menacer la santé des pêcheries mondiales

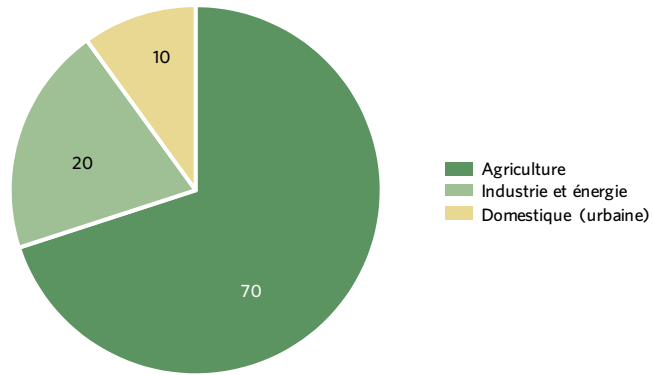
Statut d'exploitation des stocks de poissons, 1974-2006 (Pourcentage)



Des initiatives ont été prises pour limiter l'impact de la pêche et autres activités humaines sur les populations de poissons exploitées. Il n'empêche que la proportion d'espèces de poissons appauvris, complètement exploités, ou surexploités et en voie de reconstitution est passée de 75 pour cent en 1995 à 80 pour cent en 2006. Pire encore, le changement climatique altère peu à peu les écosystèmes marins ou d'eau douce. Ces changements affectent le caractère saisonnier de certains processus biologiques et perturbent les réseaux trophiques marins ou d'eau douce. Cela peut avoir des conséquences imprévisibles sur les stocks de poissons. Les communautés qui dépendent de la pêche sont également vulnérables aux changements climatiques, à un degré qui dépend de leur capacité d'adaptation et du type de changements produits localement. Étant donné que l'on en sait très peu sur l'incidence des changements climatiques sur les ressources et les écosystèmes, le principe de précaution doit s'appliquer à la gestion des ressources halieutiques.

L'agriculture doit utiliser l'eau de façon plus rationnelle pour répondre à des besoins alimentaires croissants

Utilisation d'eau, 2000 (Pourcentage)



Environ 70 pour cent de l'eau puisée dans le monde est destinée à l'agriculture ; dans certaines régions, cela va jusqu'à 80 pour cent. Lorsque plus de 75 pour cent du débit des cours d'eau est dévié à des fins agricoles, industrielles et municipales, il n'en reste pas assez pour répondre à la fois aux demandes anthropiques et aux besoins environnementaux. On parle de pénurie physique d'eau – caractérisée par une dégradation environnementale prononcée, un rabattement de la nappe souterraine et une allocation de l'eau qui profite davantage à certains groupes – lorsque ce chiffre atteint 60 pour cent, signe que la planète est confrontée à une crise imminente de l'eau.

De 1990 à 2000, le volume d'eau extrait pour l'irrigation ou à d'autres fins agricoles a augmenté de 8 pour cent. Pour renverser cette tendance, il faudra recourir à une utilisation plus rationnelle de l'eau, notamment en améliorant les variétés de culture et les pratiques agronomiques, afin d'obtenir des rendements plus élevés et des récoltes plus abondantes avec le même volume d'eau.

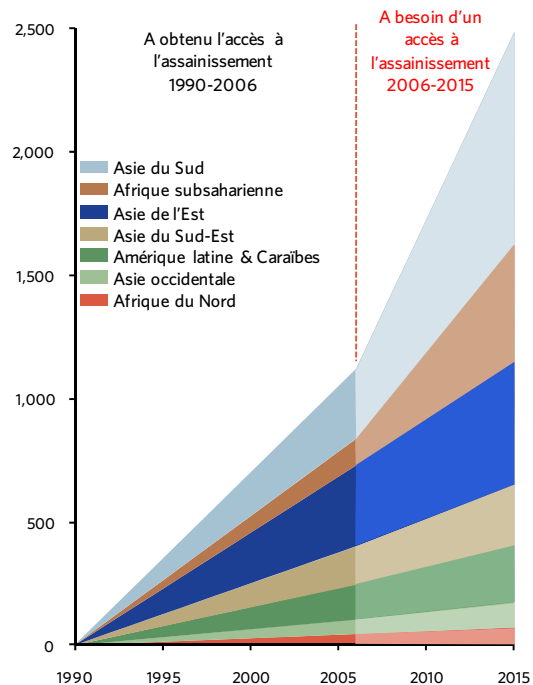
Dans certaines régions, le stress sur les ressources en eau est prononcé. Les retraits d'eau les plus importants concernent les terres arides et semi-arides où ils servent principalement à l'irrigation, et les moins importants les pays tropicaux. En Afrique du Nord, on retire annuellement une moyenne de 78 pour cent des ressources en eau renouvelables et près de 50 pour cent en Asie occidentale. L'Amérique latine ne consomme annuellement que 2 pour cent de ses ressources en eau renouvelables.

CIBLE

Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base

De formidables obstacles demeurent avant d'atteindre la cible concernant l'assainissement

Population ayant obtenu l'accès à des infrastructures d'assainissement améliorées, 1990-2006 (Millions) et population ayant besoin d'un accès à des infrastructures d'assainissement améliorées pour atteindre la cible de l'OMD, 2006-2015 (Millions)



Entre 1990 et 2006, 1,1 milliard de personnes du monde en développement a obtenu l'accès à des toilettes, des latrines et autres formes d'assainissement amélioré. Pour atteindre la cible 2015, il faudra y ajouter 1,4 milliard d'individus.

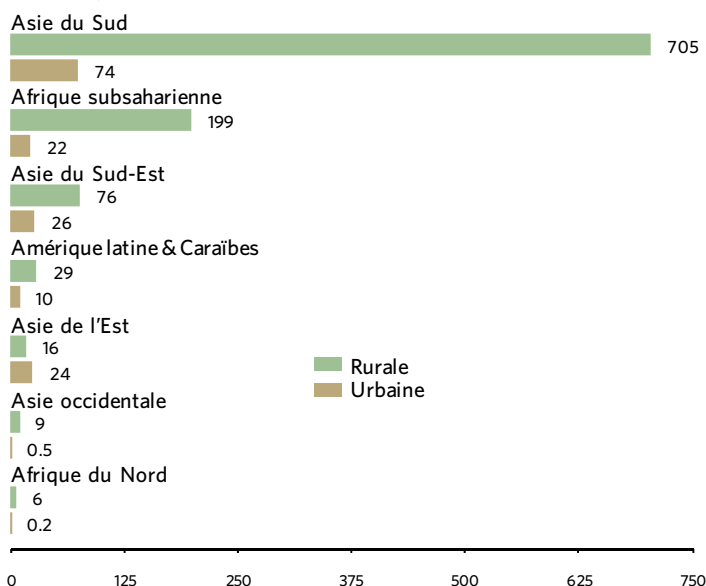
En 2006, 2,5 milliards de personnes n'étaient toujours pas desservies. L'Asie du Sud représente le plus grand défi, avec 580 millions de personnes qui n'ont pas d'assainissement amélioré. De 2006 à 2015, le nombre de personnes utilisant des installations améliorées devra plus que doubler dans la région. L'Afrique

subsaharienne est aussi confrontée à un réel défi. L'objectif est de donner accès à l'assainissement amélioré pour 63 pour cent de la population de la région. Cela représente environ 370 millions de personnes en plus des quelque 242 millions qui utilisent de telles facilités à l'heure actuelle.

Alors qu'elles avaient la couverture la plus basse dans le domaine de l'assainissement en 1990, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont fait des progrès notables. En Asie du Sud, la population se servant d'infrastructures d'assainissement améliorées a plus que doublé depuis 1990 ; en Afrique subsaharienne, elle a augmenté de 80 pour cent.

En dépit des risques sanitaires que cela comporte pour leur famille et leur communauté, 1,2 milliards de personnes pratiquent la défécation à l'air libre

Population pratiquant la défécation à l'air libre dans les zones rurales et urbaines, 2008 (Millions)



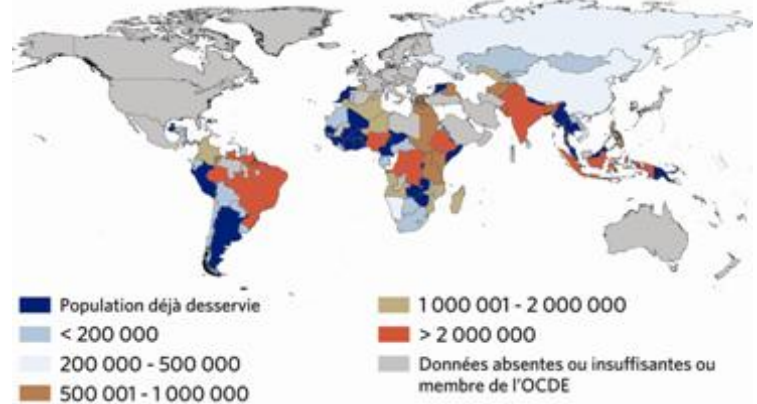
La défécation dans des espaces ouverts, souvent accessibles à tous, est le dernier recours pour ceux qui n'ont accès à aucune forme d'assainissement. Cette pratique est malsaine non seulement pour eux et leur famille, mais aussi pour leurs voisins - même lorsque ceux-ci se servent d'installations améliorées. En outre, il peut être dangereux pour les femmes et les filles de rechercher un endroit privé où déféquer.

Dix-huit pour cent de la population mondiale - soit 1,2 milliard de personnes - pratiquent la défécation à l'air libre. La majorité d'entre elles (87 pour cent) vit dans des zones rurales. Dans les régions en développement, plus d'un tiers des habitants des zones rurales défèquent en plein air. La seule exception est l'Asie de l'Est où cette pratique est moins fréquente en zone rurale qu'en zone urbaine.



Le monde est sur le point de réaliser sa cible ayant trait à l'eau potable, même si certains pays sont encore confrontés à d'énormes obstacles

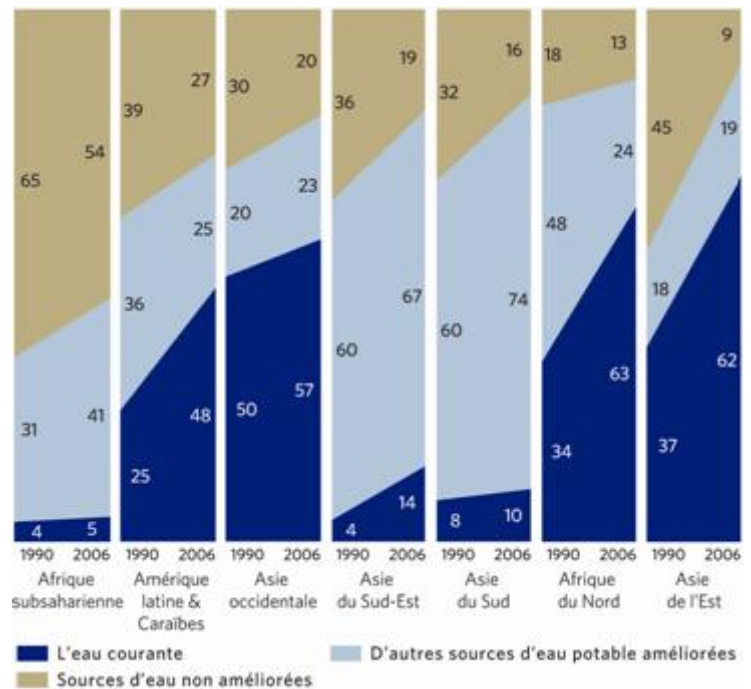
Population ayant besoin d'un accès à l'eau potable améliorée pour réaliser la cible de l'OMD, 2006-2015 (Millions de personnes par an)



Le monde est en avance sur son calendrier pour la réalisation de la cible ayant trait à l'eau potable, fixée à 2015. Malgré cela, un certain nombre de pays ont encore bien des obstacles à surmonter : 884 millions de personnes dans le monde dépendent encore de sources d'eau non améliorées pour boire, cuisiner, se laver et autres activités domestiques; 84 pour cent d'entre elles (746 millions) vivent dans des zones rurales.

L'accès à des sources améliorées d'eau potable reste un problème essentiellement rural

Proportion de la population rurale ayant l'eau courante, d'autres sources améliorées et des sources non améliorées, 1990 et 2006 (Pourcentage)



Au niveau mondial, seulement 27 pour cent de la population rurale jouissaient, en 2006, du confort et des avantages sanitaires substantiels qu'apporte l'eau courante chez soi ou sur son lieu de vie. Cinquante pour cent des ruraux devaient compter sur d'autres sources d'eau améliorées, comme les robinets publics, les pompes manuelles, les puits améliorés ou une source d'eau (une petite proportion de la population utilisait l'eau de pluie). Et près d'un quart de la population rurale (24 pour cent) se fournissait en eau potable auprès de sources « non améliorées » : eau de surface comme les lacs, les rivières ou les barrages, puits creusés ou sources non protégées. Mais l'utilisation d'une source améliorée n'est pas en soi une garantie que l'eau est salubre : quand on teste celle qui provient de nombreuses sources améliorées, on s'aperçoit qu'elle ne répond pas aux normes microbiologiques définies par l'OMS.

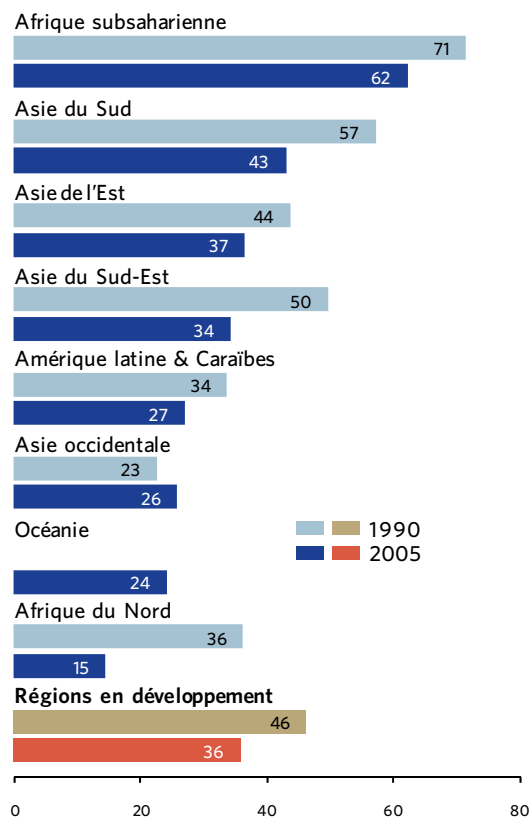
Une personne vivant en zone urbaine dans le monde en développement a deux fois plus de chance d'avoir l'eau courante sur son lieu de vie que quelqu'un qui vit dans une zone rurale. Les disparités sont particulièrement criantes en Amérique latine et dans les Caraïbes, région qui a la deuxième couverture la plus basse d'eau potable améliorée en zone rurale. Seulement 73 pour cent des populations rurales de la région utilisent une source d'eau améliorée, contre 97 pour cent des habitants des villes.

CIBLE

Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

La vie des pauvres des zones urbaines s'améliore dans presque toutes les régions

Proportion de la population urbaine souffrant de privations de logement, 1990 et 2005 (Pourcentage)



En 1990, près de la moitié de la population des régions en développement vivait dans des taudis. En 2005, il n'y en avait plus que 36 pour cent. Les conditions de vie dans un taudis sont définies par l'absence d'au moins un des quatre services essentiels suivants : une eau potable, un assainissement amélioré, la durabilité du bâti et un espace habitable suffisant.

La vie des personnes habitant dans des taudis s'est améliorée dans presque toutes les régions. En Asie de l'Est, la réduction marquée de la proportion de ces populations est due en grande partie à l'utilisation accrue de ressources en eau et d'un assainissement améliorés en Chine. De même, c'est l'accès accru à l'eau et à l'assainissement en Inde qui explique les progrès enregistrés pour l'ensemble de la région Asie du Sud.

En dépit de quelques avancées, l'Afrique subsaharienne reste la région ayant la plus haute prévalence de taudis. Les zones urbaines de la région semblent croître à la même allure que les taudis, et les conditions de vie au sein des populations démunies sont difficiles et souvent marquées par de nombreuses privations. Pour améliorer, dans la région, la vie des habitants des taudis, il faudra donc d'importants investissements dans plusieurs secteurs. Dans toutes les autres régions, où la majorité des habitants des taudis ne souffrent que d'un type de privation de logement, des interventions simples et peu coûteuses pourraient améliorer significativement les conditions de vie.

L'Asie occidentale est la seule région où la proportion de taudis au sein des populations urbaines a légèrement augmenté, en grande partie à cause de la détérioration des conditions de vie en Iraq et au Liban après quasi dix années de conflit et d'instabilité politique.

Même si, au niveau mondial, des améliorations ont été apportées aux bidonvilles, la crise du logement et de l'énergie qui sévit actuellement risque de ralentir les progrès dans les régions en développement, voire renverser les tendances positives dans certains cas.

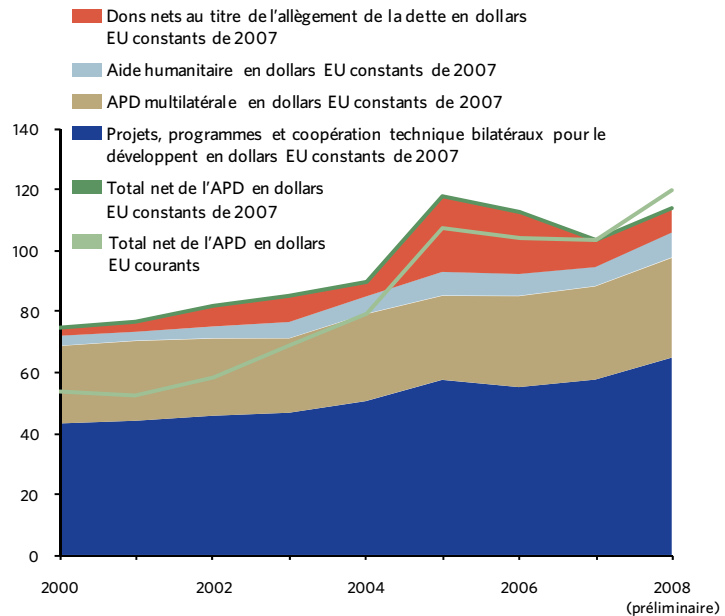
Objectif 8

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



Le respect des engagements en faveur d'une augmentation de l'aide est crucial en cette période de crise économique

Aide publique au développement (APD) des pays développés, 2000-2008 (Milliards de dollars des Etats-Unis en prix constants de 2007 et dollars courants des Etats-Unis)



En 2008, les décaissements nets de l'aide publique au développement (APD) ont augmenté de 10,2 pour cent pour atteindre 119,8 milliards de dollars, montant le plus important jamais enregistré en dollars. Cela représente l'équivalent de 0,3 pour cent des revenus nationaux combinés des pays développés. Les dépenses consacrées aux programmes et projets d'aide bilatérale connaissent un accroissement depuis quelques années et, de 2007 à 2008, elles ont augmenté de 12,5 pour cent en termes réels - ce qui semble indiquer que les donateurs portent à échelle leurs principaux programmes d'aide.

Cela dit, l'aide totale reste bien en deçà de la cible des Nations Unies, qui est de 0,7 pour cent du produit national brut. Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède sont les seuls pays à avoir atteint ou dépassé ce seuil en 2008.

Toujours en 2008, les plus gros donateurs en termes de montant ont été les Etats-Unis, suivis de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France et du Japon. L'APD net combiné des 15 pays de l'Union européenne (UE) membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a augmenté de 8,6 pour cent en termes réels entre 2007 et 2008, pour atteindre 70,2 milliards de dollars. Cela représente 59 pour cent du total de l'APD du CAD. En pourcentage du revenu national brut, l'APD net des membres du CAD-UE a augmenté jusqu'à 0,42 pour cent.

Au Sommet du Groupe des huit de Gleneagles en 2005 et lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue un peu plus tard

cette année-là, les donateurs se sont engagés à accroître leur aide. Les promesses faites, combinées à d'autres engagements, laissaient présager que l'aide allait passer de 80 milliards de dollars en 2004 à 130 milliards en 2010 (en prix constants de 2004). Même si un petit nombre de pays ont légèrement revu leurs cibles à la baisse depuis 2005, la majorité de ces engagements restent de mise. Cependant, certains ont été exprimés en pourcentage du revenu national, ce qui veut dire que si l'économie se contracte en 2009 comme prévu, le montant absolu de ces engagements pourrait diminuer. Si l'on tient compte de ce fait, les engagements actuels - exprimés en pourcentage du revenu national brut des donateurs - se traduiraient par un niveau d'APD de 121 milliards de dollars en 2010 (en prix constants de 2004).

On peut s'attendre à un accroissement supplémentaire de l'aide. Par exemple, la dernière enquête disponible de l'OCDE sur les programmes de dépenses des donateurs révèle que ceux-ci prévoient une augmentation de 11 pour cent de l'aide programmée entre 2008 et 2010, dont quelques décaissements plus importants de la part de certaines agences multilatérales. Cependant, pour que l'aide atteigne en 2010 la valeur en dollars prévue au moment où les engagements ont été pris (c'est-à-dire avant que l'économie ne se contracte), les donateurs devront ajouter au moins 10 à 15 milliards de dollars à leur programme de dépenses actuel.

Beaucoup de donateurs devraient atteindre ou quasi atteindre leurs cibles APD/revenu national brut. Mais il y aura des déficits marqués dans un certain nombre de pays. Ainsi, l'APD en 2008 de l'Autriche, de l'Italie et de la Grèce n'atteint même pas la moitié de leur cible APD/revenu national brut pour 2010, si l'on exclut l'allègement de la dette.

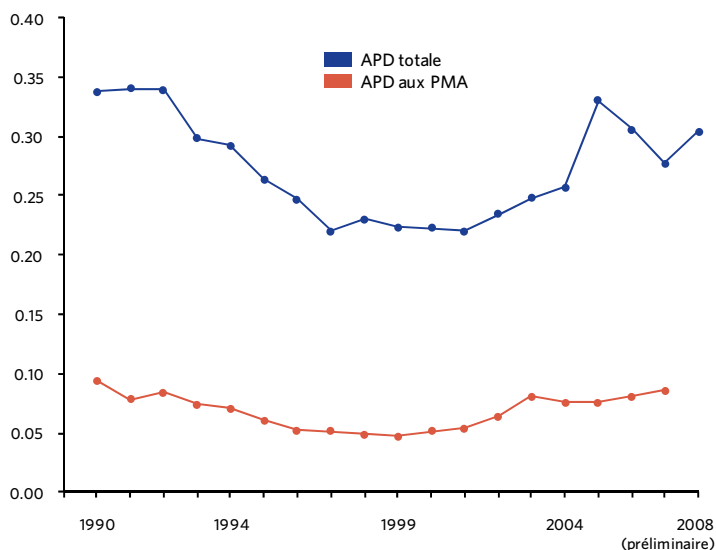
Lors de leur réunion d'avril 2009, les dirigeants du Groupe des 20 ont convenu d'un montant de 50 milliards de dollars pour appuyer la protection sociale, stimuler le commerce et protéger le développement dans les pays à bas revenu. Ils ont aussi convenu d'accorder aux pays les plus pauvres un financement additionnel souple de 6 milliards de dollars assorti de conditions privilégiées au cours des deux ou trois prochaines années. Au cours du même mois, le Comité du développement Banque mondiale/Fonds monétaire international a exhorté tous les donateurs non seulement à remplir leurs engagements plus rapidement, mais aussi à envisager d'aller plus loin. Ne pas remplir leurs promesses, ce serait non seulement entraver les avancées sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le développement, mais aussi remettre en cause les progrès accomplis.

CIBLE

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement

L'aide aux pays les plus pauvres reste en deçà de la cible de 2010

Aide publique au développement nette des pays membres de l'OCDE-CAD en proportion du revenu national brut des donateurs, 1990-2008 (Pourcentage)



En général, l'aide cible les pays les plus pauvres (c'est-à-dire ceux qui figurent dans la catégorie des pays « les moins avancés », à faible revenu ou à revenu moyen inférieur). Les 49 pays les moins avancés (PMA) reçoivent environ un tiers de tous les flux d'aide.

Lors du Sommet de Gleneagles de 2005, les membres du G8 ont estimé que leurs engagements, ajoutés à ceux d'autres donateurs, doubleraient l'APD en faveur de l'Afrique d'ici 2010. Les données préliminaires pour 2008 montrent que si l'on exclut l'allègement de la dette, l'APD bilatérale à l'ensemble de ce continent a augmenté de 10,6 pour cent en termes réels par rapport à l'année précédente ; l'augmentation correspondante pour l'Afrique subsaharienne a été de 10 pour cent. En dépit de ces progrès, les donateurs devront accroître rapidement leur aide à l'Afrique s'ils veulent remplir leurs engagements de 2005.

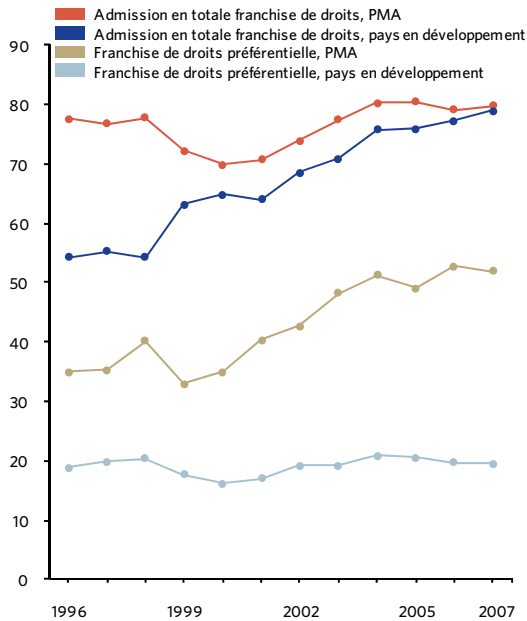
En 2006-2007, 10,2 milliards de dollars (sur un total de 59 milliards d'APD à allouer par secteur) étaient destinés plus particulièrement à l'OMD 3, à savoir la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

CIBLE

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

Les pays les moins avancés avec plus de préférences commerciales

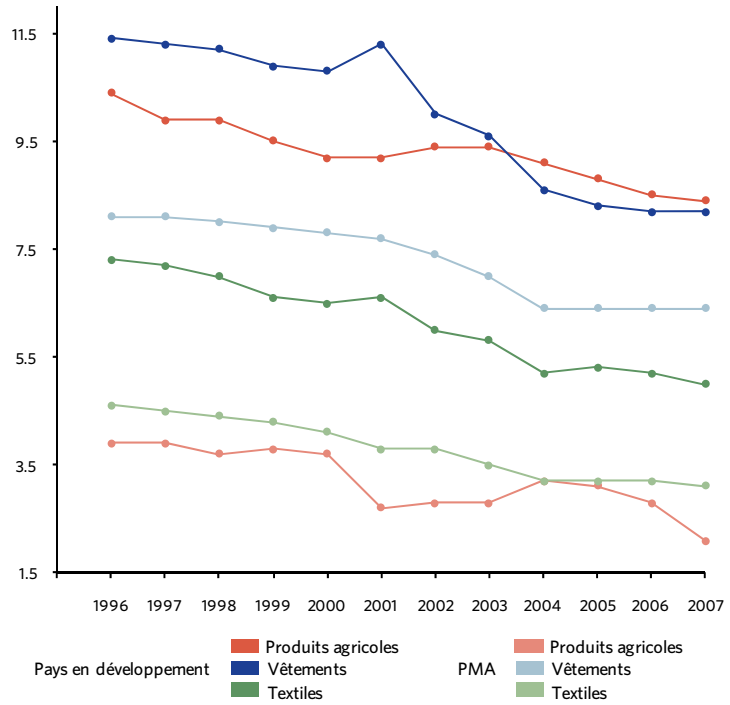
Proportion des importations des pays développés en provenance des pays en développement ou des pays les moins avancés (PMA) admises en franchise de droits; et admises en franchise de droits alors que les produits de leurs concurrents étaient soumis à des droits NPF, 1996-2007 (Pourcentage)



Le pourcentage des importations totales des pays développés en provenance des pays en développement admises en franchise de droits s'est accru en 2007 due en grande partie à l'exonération de droits au titre de la clause de la nation la plus favorisée (NPF) plutôt qu'à une extension d'accords réellement préférentiels (importation libre de droits alors que les produits des concurrents sont soumis à des tarifs douaniers au titre de la NPF). Le pourcentage du total des exportations des pays en développement recevant un traitement réellement préférentiel avec exonération de droits oscille autour de 20 pour cent depuis dix ans. Par contraste, le pourcentage des exportations des pays les moins avancés bénéficiant de ce traitement est passé de 35 pour cent à la fin des années 1990 à plus de 50 pour cent en 2007.

Pour les pays les moins avancés, les exportations agricoles reçoivent les plus grandes préférences commerciales

Droits de douane moyens des pays développés sur les importations de produits clés en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), 1997-2007 (Pourcentage)



Par rapport aux autres pays en développement, les pays les moins avancés bénéficient d'un accès commercial préférentiel pour la plupart de leurs exportations clés à main-d'œuvre intensive (marchandises agricoles, vêtements et produits textiles). Suite à une réduction des tarifs douaniers moyens sur les produits agricoles des PMA entre 2000 et 2007, la marge de préférence est particulièrement significative dans ce secteur.

Depuis 2000, les PMA africains et les petits Etats insulaires en développement se sont vus accorder des préférences non négligeables pour leurs exportations dans le secteur de la confection : ils bénéficient à présent d'une admission en franchise de droits sur tous les marchés développés. Cependant, les droits de douane moyens restent plus élevés pour les PMA asiatiques, qui sont les plus grands exportateurs de ce type de biens. Pour ces pays, la confection (qui représente le produit manufacturé ayant la main-d'œuvre la plus intensive) reste soumise aux droits de douane les plus élevés et sa marge de préférence par rapport aux pays en développement est la plus basse.

Les mesures d'accès à un taux préférentiel impliquent que les exportateurs devraient pouvoir en tirer pleinement avantage. Or, leur taux d'utilisation n'est que de 80 ou 90 pour cent, à cause de mesures non tarifaires, de règles d'origine ou de procédures administratives.

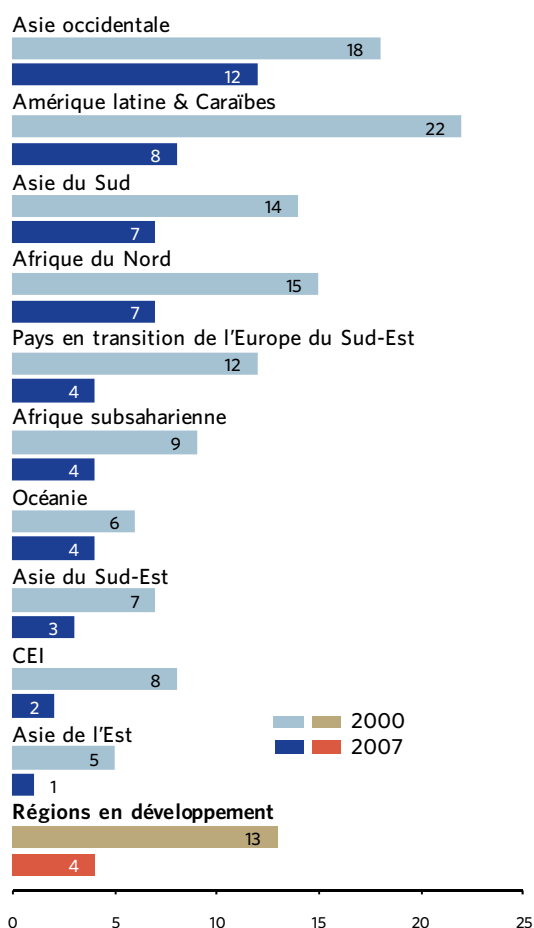
Les échanges sud-sud sont ceux qui ont augmenté le plus. L'accès préférentiel aux marchés accordé par certains pays en développement dans le cadre du système global de préférences commerciales ou au titre d'accords bilatéraux ou régionaux n'en est qu'à ses débuts. Il ne se reflète pas dans les indicateurs des OMD, bien qu'il devienne de plus en plus d'actualité pour les PMA.

CIBLE

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

L'endettement a baissé, mais la crise économique laisse présager une période plus difficile

Versements au service de la dette extérieure en proportion des recettes tirées des exportations, 2000-2007 (Pourcentage)



À la fin du mois de mars 2009, 35 des 41 pays éligibles s'étaient qualifiés pour un allègement de leur dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Sur ces 35 pays, 24 avaient atteint leur « point d'achèvement », c'est-à-dire qu'ils avaient rempli toutes les conditions requises pour bénéficier d'une remise de dette, l'allègement devenant alors irrévocable. Ensemble, ces pays avaient bénéficié d'un engagement pris au titre de l'allègement de la dette de 54,3 milliards de dollars en valeur actualisée de fin 2007. Les pays ayant dépassé le point d'achèvement ont aussi bénéficié de 22,8 milliards de dollars au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), réduisant encore le service de la dette pour ces pays.

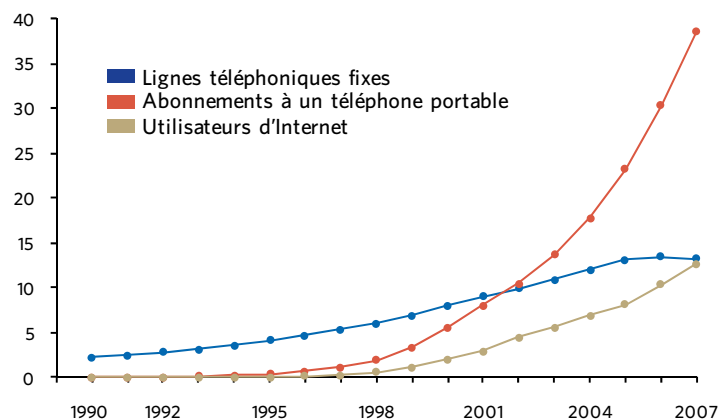
Les exportations des économies en développement ont presque doublé de valeur depuis 2003, ce qui leur fournit davantage de ressources pour le service de leur dette extérieure. Pour la moyenne des pays en développement, le service de la dette extérieure, qui représentait 13 pour cent des recettes tirées des exportations en 2000, est passé à 4 pour cent en 2007. Cependant, au cours du dernier trimestre 2008, la valeur des exportations des pays en développement a baissé à cause de la crise financière dans les pays à revenu élevé. Bien que les données ne soient pas encore disponibles, il est à craindre que le ratio service de la dette/exportations des pays en développement ne se détériore, surtout dans les pays qui ont joui d'une augmentation des recettes de leurs exportations au cours des dernières années.

CIBLE

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous

Les téléphones portables et une technologie de la communication en plein essor ouvrent de nouvelles possibilités pour le développement

Nombre d'abonnements à des téléphones portables, à des lignes téléphoniques fixes et de connexions Internet pour 100 habitants, régions en développement, 1990-2007



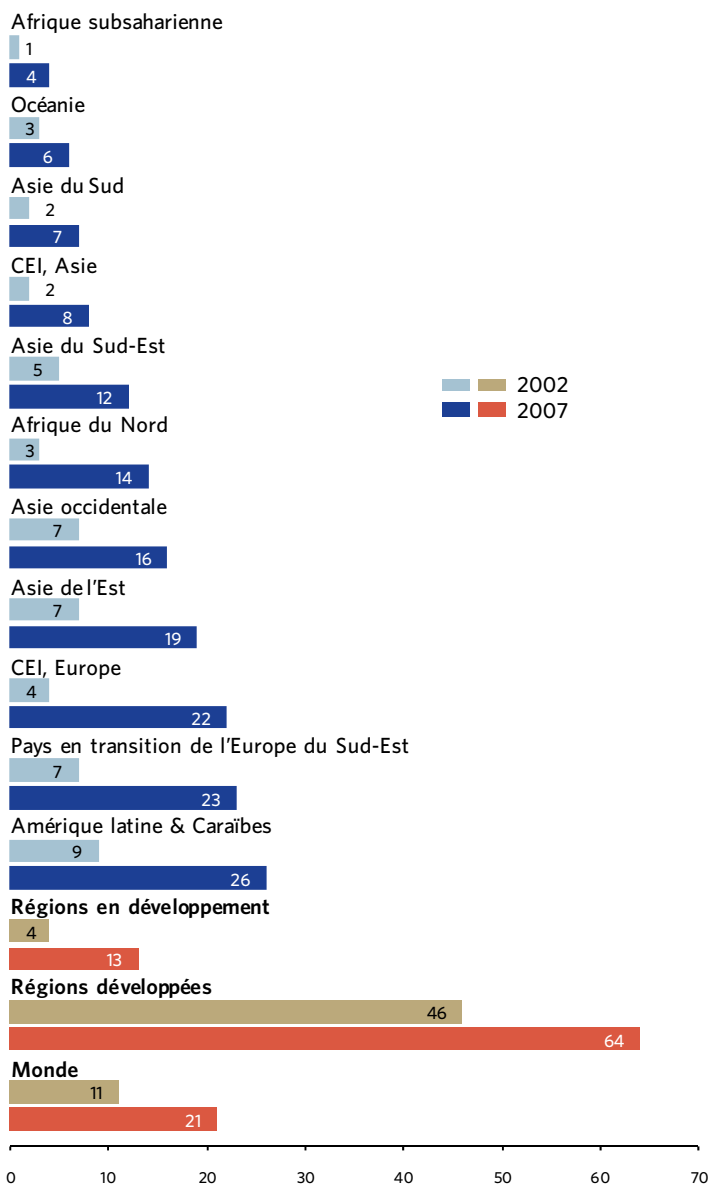
Les télécommunications et le développement des infrastructures d'information et de communication continuent d'être caractérisées par une croissance ininterrompue, en particulier dans le secteur des téléphones portables. Fin 2007, il y avait plus de deux milliards d'abonnements mobiles dans les pays en développement, soit un taux de pénétration de 39 pour cent, par contraste avec le taux de pénétration de 13 pour cent des 0,7 milliards de lignes téléphoniques fixes.

La téléphonie mobile offre des voies de communication nouvelles et cruciales pour des régions qui en ont longtemps été privées. En 2007, l'Afrique subsaharienne a enregistré une hausse de presque 50 millions d'abonnements de plus et la pénétration de la téléphonie mobile est passée de moins d'une personne sur 50 en 2000 à près d'un quart de la population. Non seulement les téléphones portables permettent un accès accru aux communications vocales de base, mais on les utilise de plus en plus pour des communications non vocales, comme les SMS (textos), le m-banking et le m-commerce (services de banque ou commerce par téléphonie mobile) ainsi que pour la gestion des catastrophes. Comme la téléphonie de troisième génération permet l'accès à la technologie à large bande, les communications sans fil devraient jouer un rôle de plus en plus important dans l'accès à l'Internet à haut débit dans les pays en développement.



Plus d'un cinquième de la population mondiale est connectée à Internet, mais la majorité des usagers se trouve dans les pays développés

Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants, 2000 et 2007



Près de 1,4 milliard de personnes – soit un cinquième des habitants de la planète – étaient connectées à la fin 2007. L'accès à Internet aidera les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la réduction de la pauvreté. Mais il reste des différences régionales fortes. En 2007, 64 pour cent de la population des régions développées utilisaient l'Internet, contre 13 pour cent dans les régions en développement et seulement 1,5 pour cent dans les PMA. Le large bande fixe est lent à s'imposer dans beaucoup de régions en développement. Bien qu'il soit déployé commercialement dans presque tous les pays, le service reste souvent onéreux et donc inabordable pour nombre d'utilisateurs potentiels.



Note au Lecteur

Mesurer les progrès vers les OMD

Dans la Déclaration du Millénaire de septembre 2000, les dirigeants de 189 nations se sont ralliés à une vision d'un monde dans lequel pays en développement et développés allaient œuvrer ensemble, en tant que partenaires, à l'amélioration du sort de tous. Afin de se doter d'un cadre permettant de mesurer les progrès accomplis, cette vision a été traduite en huit objectifs du Millénaire pour le développement, 18 cibles et 48 indicateurs. En 2007, ce cadre de suivi a été révisé pour inclure quatre nouvelles cibles adoptées par les États membres lors du Sommet mondial de 2005.¹ Il comprenait également de nouveaux indicateurs permettant de suivre la réalisation de ces nouvelles cibles.²

Le présent rapport évalue les progrès accomplis selon les indicateurs officiels des OMD, en se fondant sur les données disponibles en juin 2009.³ Les chiffres agrégés présentés ici permettent une évaluation des progrès régionaux au fil des années. Cependant, la situation de chaque pays au sein d'une région donnée peut se démarquer de manière significative des moyennes régionales. L'année 1990 a été choisie comme point de départ pour l'évaluation, mais les données de 2000 sont aussi présentées dans certains cas pour montrer les progrès accomplis depuis la signature de la Déclaration. Une compilation d'indicateurs pour deux années de référence ou plus est disponible à l'adresse suivante : <http://mdgs.un.org>.

Les bases de l'analyse

La présente analyse se fonde sur les chiffres régionaux et sous-régionaux rassemblés par le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. En général, il s'agit de moyennes des données nationales pondérées par les populations de référence. Des agences ont été désignées pour réunir les données officielles pour chacun des indicateurs et prendre en charge l'élaboration de méthodologies pour la collecte et l'analyse de ces données (une liste de ces organisations figure en page de garde).

Les données proviennent d'habitude des statistiques officielles fournies par les pouvoirs publics aux agences internationales. Elles sont communiquées périodiquement par les ministères ou les bureaux officiels de statistique du monde entier. Pour combler de fréquentes lacunes, nombre d'indicateurs sont complétés par ou proviennent exclusivement de données réunies dans le cadre d'enquêtes commanditées et réalisées par des organismes internationaux. Il s'agit, notamment, des indicateurs sanitaires, qui sont compilés en grande partie à partir des Enquêtes par grappes à indicateurs multiples et des Enquêtes démographiques et sanitaires.

Certains pays disposent de données plus récentes qui n'ont pas encore été communiquées à l'institution spécialisée concernée. D'autres ne produisent pas les données requises pour le calcul de l'indicateur, et les institutions internationales responsables procèdent alors à une estimation des valeurs manquantes. Enfin, même quand les pays fournissent les données requises, des ajustements sont souvent nécessaires à des fins de comparabilité internationale. Les sources internationales diffèrent donc souvent des données nationales.

La Division de statistique de l'ONU tient à jour le site Internet officiel du Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux OMD (<http://mdgs.un.org>). Pour en améliorer la transparence, les séries de données par pays qui y figurent ont des codes de couleur indiquant si les chiffres sont des estimations ou s'ils ont été fournis par des organismes

nationaux ; ils sont aussi accompagnés des métadonnées, avec explications complètes sur la façon dont les indicateurs sont produits et sur les méthodologies utilisées pour les agrégats régionaux.

Réconcilier les sources de données

Des données sur les indicateurs des OMD qui soient fiables, réalisées en temps utile et comparables au plan international sont indispensables pour responsabiliser la communauté internationale. Elles ont aussi un rôle important pour encourager la participation publique et le financement du développement, une allocation efficace de l'aide et une comparaison des progrès réalisés dans divers régions et pays. Cependant, les divergences entre sources nationales et internationales et les lacunes que présentent les données nationales inquiètent les statisticiens et les producteurs nationaux de données, qui se retrouvent avec des données disparates pour le même indicateur.

Des initiatives ont été lancées récemment afin de concilier les activités de suivi nationales et internationales et d'éliminer les disparités entre les différentes méthodes et définitions utilisées par les pays et les agences internationales. Des travaux ont été entrepris (et sont toujours en cours) dans les pays et régions pour améliorer la disponibilité des données, la coordination des systèmes statistiques nationaux et les mécanismes de rapport aux agences internationales.

Ces efforts commencent à porter leurs fruits. Le Groupe interinstitutions et d'experts, constitué de représentants des agences de statistique nationales et des agences internationales chargées du suivi au plan mondial, a encouragé le dialogue entre ces deux groupes pour améliorer la cohérence des données nationales et internationales et garantir la qualité et la transparence des méthodologies et données utilisées. Le Groupe a également organisé des formations sur la production d'indicateurs pour les statisticiens nationaux. Les producteurs de données au sein des pays sont de plus en plus nombreux à pouvoir appliquer les normes et méthodes internationales, et les agences internationales ont une meilleure compréhension des données disponibles au niveau des pays.

Créer de systèmes statistiques plus solides

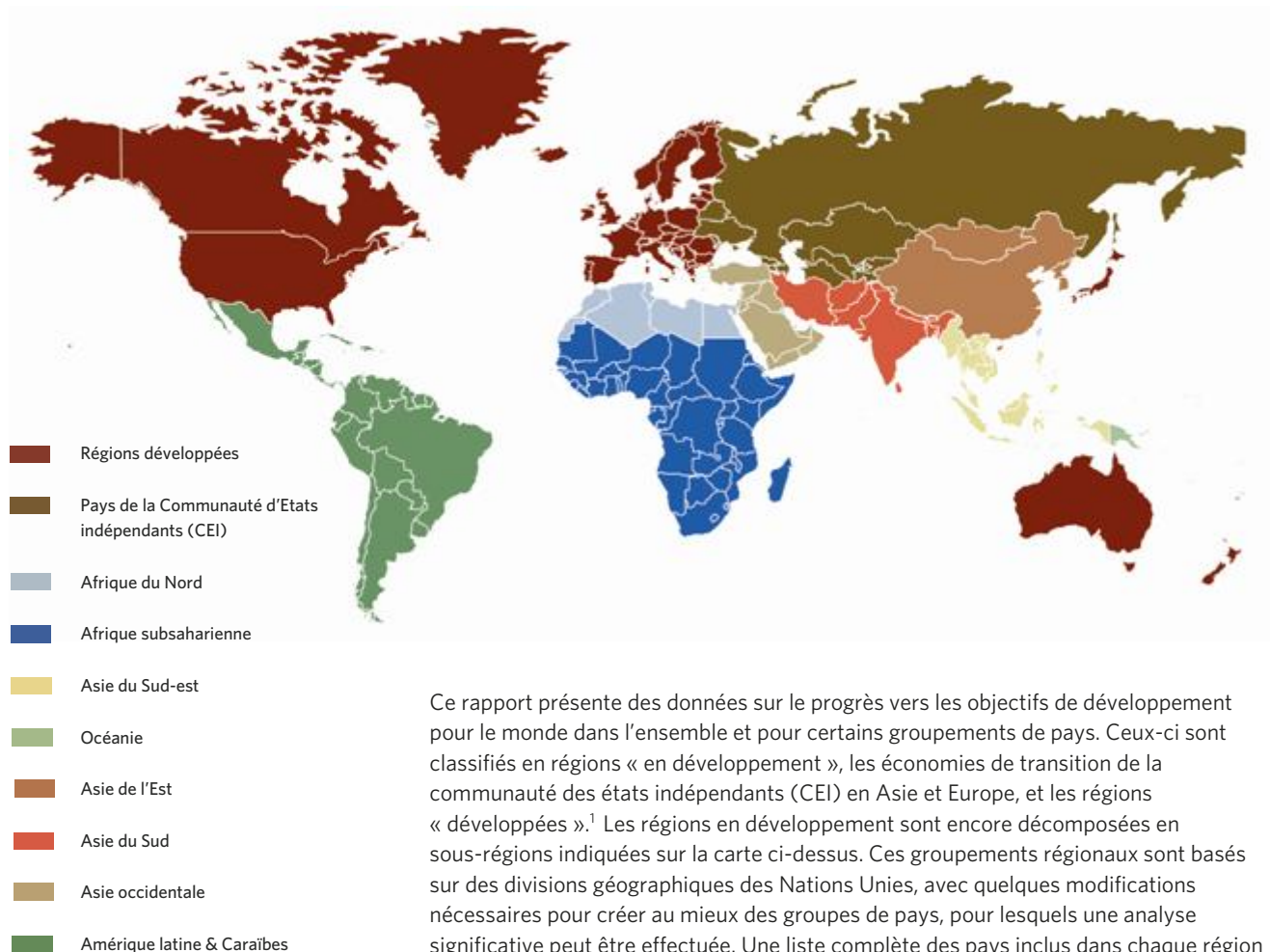
Les efforts déployés pour établir des rapports sur les progrès accomplis vers la réalisation des OMD ont mis en lumière la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement à produire, analyser et diffuser des données. Comme les examens périodiques des OMD ont débuté il y a plus de cinq ans, un certain nombre d'initiatives importantes ont été lancées dans ce sens. Le Plan d'action 2004 de Marrakech pour la statistique, adopté par les bénéficiaires de l'aide et les donateurs au cours de la Deuxième table ronde internationale sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement, a constitué une étape majeure à cet égard. En collaboration avec d'autres organismes internationaux, des donateurs et des représentants des bureaux nationaux de statistique, le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux OMD identifie aussi les priorités nationales et fait des recommandations relatives à l'octroi et à la coordination de l'assistance statistique aux pays. Plus récemment, le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté une résolution de la Commission de statistique des Nations Unies soulignant le besoin urgent de renforcer les capacités statistiques des pays à ressources limitées.

¹ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale, Document final du Sommet mondial de 2005.

² Le nouveau cadre de suivi des OMD est disponible sur le site <http://mdgs.un.org>.

³ Étant donné le délai entre la collecte des données et leur analyse, peu d'indicateurs ont pu être établis pour l'année en cours. La plupart s'appuient sur des données des années précédentes, allant en général jusqu'à 2007 ou 2008.

Groupements régionaux



Ce rapport présente des données sur le progrès vers les objectifs de développement pour le monde dans l'ensemble et pour certains groupements de pays. Ceux-ci sont classifiés en régions « en développement », les économies de transition de la communauté des états indépendants (CEI) en Asie et Europe, et les régions « développées ».¹ Les régions en développement sont encore décomposées en sous-régions indiquées sur la carte ci-dessus. Ces groupements régionaux sont basés sur des divisions géographiques des Nations Unies, avec quelques modifications nécessaires pour créer au mieux des groupes de pays, pour lesquels une analyse significative peut être effectuée. Une liste complète des pays inclus dans chaque région et sous-région est disponible sur mdgs.un.org.

¹ N'existant aucune convention établie pour la désignation des pays ou secteurs « développés » et « en développement » dans le système des Nations Unies, cette distinction est faite uniquement pour les besoins de l'analyse statistique.

Pour plus d'information :

Pour plus d'information :
Visitez le site Web sur les ODM de la division de
statistique de l'ONU à
mdgs.un.org

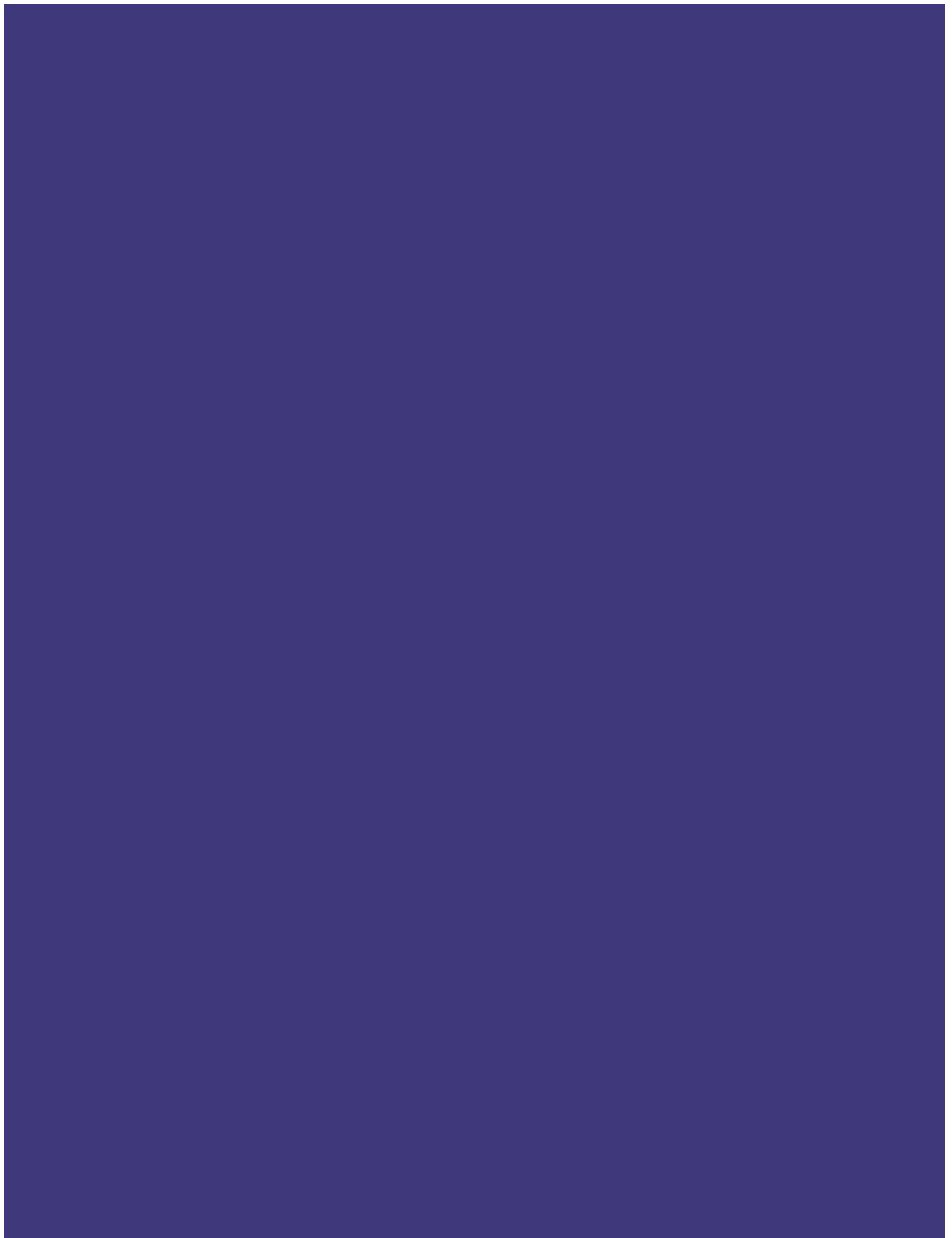
Visitez le site Web de l'ONU sur les Objectifs du
millénaire pour le développement à
www.un.org/millenniumgoals

Visitez le site Web du service pour la campagne
du millénaire à
www.endpoverty2015.org

PHOTO CREDITS

Couverture: UN Photo/John Isaac
Page 2: UNICEF/NYHQ-2009-0610/Sokol
Page 6: UN Photo/Jean Pierre Laffont
Page 10: UN Photo
Page 13: UNICEF/NYHQ-2008-1034/Nesbitt
Page 14: UN Photo
Page 17: UNICEF/NYHQ-2009-0055/Kamber
Page 18: UNCDF/Adam Rogers
Page 21: UNICEF/NYHQ-2004-0585/Bonn
Page 22: UNICEF/NYHQ-2005-1045/Chalasanani
Page 24: UNICEF/NYHQ-2008-1221/Holt
Page 26: UNICEF/NYHQ-2004-1216/Vitale
Page 28: UNICEF/NYHQ-2005-2213/Pirozzi
Page 30-31: UNICEF/NYHQ-2004-0918/Noorani
Page 32: UNICEF/NYHQ-2006-1504/Pirozzi
Page 34: UNICEF/NYHQ-1993-2043/Andrew
Page 37: UNICEF/NYHQ-2006-2770/Brioni
Page 39: UNICEF/NYHQ-2007-1493/Khemka
Page 40: UNICEF/NYHQ-2006-0029/Bannon
Page 42: UNICEF/NYHQ-1997-1078/Pirozzi
Page 43: Maria Martinho
Page 46: UNICEF/NYHQ-2006-2701/Noorani
Page 48: UNCDF/Jim Holmes
Page 52: Maria Martinho
Page 53: UNICEF/NYHQ-2009-0222/Estey

Copyright © Nations Unies, 2009
Tous droits réservés.



Nous sommes la première génération à avoir les ressources, les connaissances et les compétences nécessaires pour éliminer la pauvreté. L'expérience prouve que là où il y a la volonté politique, il y a des progrès. Et que là où il y a des partenariats, il y a des avancées.

Les pauvres du monde entier comptent sur l'aide et la solidarité de leurs gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes responsables devant eux.

Alors, assumons notre responsabilité.

— Allocution prononcée par le Secrétaire général à la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement New York, le 25 septembre 2008



Édité par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) – Juillet 2009